

L'Immigration italienne

dans la

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

SES ORIGINES ET SON DÉVELOPPEMENT ;

SES CARACTÈRES, SES CONDITIONS

ET SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

par

Jean-C. de GUEVARA



THÈSE

présentée à la Faculté de droit
de Fribourg (Suisse) pour l'obtention du doctorat ès-sciences
politiques et économiques.

1914

A. GALLEY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

FRIBOURG (Suisse)

L'Immigration italienne

dans la

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

SES ORIGINES ET SON DÉVELOPPEMENT ;

SES CARACTÈRES, SES CONDITIONS

ET SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

par

Jean-C. de GUEVARA



A. GALLEY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

FRIBOURG (Suisse)



INTRODUCTION

Un phénomène, de nos jours, le plus remarquable par son intensité et les conséquences d'ordre social et économique qu'il comporte, est sans contredit l'émigration. Rien de nouveau en ce qui concerne le fait lui-même, puisqu'il se retrouve à tous les âges de l'humanité. Mais ses caractères ont varié, et varieront encore suivant l'époque et suivant l'état de la civilisation. Aux émigrations en masses, seules possibles autrefois par le déplacement de peuplades et de tribus entières, ont succédé de nos jours les émigrations individuelles et spontanées. Toutes, semble-t-il, ont un motif impulsif, presque identique : la recherche d'une vie meilleure et plus facile. Ce mouvement est en même temps conforme aux aspirations de l'humanité, car il répond aux besoins d'expansion inhérents à la nature de l'homme. Le *crescite et multiplicamini* sorti de la bouche du Créateur et Conservateur de la famille humaine, dit Mgr Bonomelli, exigeait incessamment le *remplissez la terre*. L'émigration dans le sens large du mot est donc une nécessité absolue à laquelle la nature humaine ne pourra jamais se soustraire, aussi longtemps qu'elle n'a rempli sa mission. ⁽¹⁾

Aux déplacements en masse des anciennes peuplades de l'Asie, motivés par l'infécondité du sol, l'excès de population et l'esprit d'aventure, viennent s'en ajouter d'autres ; telles les grandes entreprises coloniales des Grecs et des Romains, et plus tard l'invasion des Barbares.

Ce n'étaient pas que des individus ou quelques familles qui se déplaçaient, mais une société complète, avec

⁽¹⁾ Mgr Bonomelli. *L'Emigrazione*. 1910 p. 9.

une aristocratie dirigeante, ses chefs, ses dieux, son culte et sa législation ; loin de changer de patrie, elle allait faire revivre la sienne sur une terre nouvelle. Alors, ce n'étaient que des conquêtes, qui ont opéré dans le cours de plusieurs siècles la merveilleuse transformation des races anciennes, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle civilisation fondée sur le modèle latin ou germain.

L'époque féodale ne manque pas, non plus, de véritables émigrations armées : celles des Maures en Espagne, des Normands, des Scandinaves et celles des Turcs dans l'Europe orientale. Mais la constitution, en Europe, de nouvelles nations et de nouveaux royaumes, militairement organisés, arrêterent définitivement ce mouvement et chassèrent les peuplades sauvages hors de leurs frontières. Le régime de la féodalité fut marqué par une période de réorganisation et de centralisation qui donna naissance au droit féodal, dont une des dispositions principales autorisait le souverain à retenir ses sujets, même contre leur gré, au dedans des frontières du royaume.

Une nouvelle ère d'émigration commence avec la découverte de l'Amérique, où depuis le XVI^m^e siècle, les populations européennes n'ont cessé de s'expatrier. Cette émigration est un des faits les plus importants de l'histoire ; elle présente un caractère nouveau. Les aventuriers qui forment son contingent, ne sont plus poussés que par un seul mobile : l'appât des richesses minières de ce nouveau continent. C'est *l'auri sacra fames* qui amena l'Espagne, le Portugal, l'Angleterre, la France et la Hollande à étendre leur domination sur des territoires immenses destinés à enrichir la métropole. Il se produisit alors une émigration relativement considérable, mais très caractéristique, en ce sens que les émigrants riches et puissants étaient investis de privilèges exclusifs dont ils étaient les seuls titulaires ; par contre, l'émigration individuelle était sévèrement interdite sous peine de confiscation et parfois même de mort.

D'autre part, la situation dans laquelle se trouvaient alors les pays d'outre-mer, n'était pas plus favorable à l'arrivée de l'individu isolé. Avant leur émancipation, ils formaient des colonies, soumises à un régime sévère, dont le but était d'assurer de gros bénéfices à des compagnies ou à des particuliers privilégiés ; il fallait, pour y aborder, une autorisation spéciale qui d'ordinaire était refusée aux particuliers. ⁽¹⁾

Mais cet état de choses changea complètement au début du XIX^{me} siècle ; suivant l'avis général, la période actuelle de libre émigration commence en 1815. De grands événements l'avaient préparée. Ce sont, d'après M. Leroy-Beaulieu, la reconnaissance de l'indépendance de l'Amérique du Sud, la découverte des mines d'or de l'Australie (1848-50), l'abolition de l'esclavage dans les colonies, etc. ⁽²⁾

Dans une période de paix relative, la population croissant d'une manière excessive, l'insuffisance des moyens d'existence commença bientôt à se faire sentir pour atteindre de nos jours, dans certains pays, une incroyable intensité.

Cette transformation, de principe et de fait que nous venons de relater, devait avoir ses conséquences dans la situation économique des centres d'immigration. Après la proclamation de l'indépendance, l'histoire de ces jeunes républiques est marquée par des guerres civiles nombreuses. Cependant, peu à peu le calme apparaît. Leurs gouvernements cherchèrent alors à tirer parti des richesses naturelles de territoires immenses et accueillirent, même en les favorisant, les immigrants européens.

Tel est, en effet, le cas de la République Argentine. Un grand laps de temps dut s'écouler avant qu'elle devint le but préféré d'une puissante immigration ; mais depuis lors, en moins de 50 ans, elle a vu décupler sa population

⁽¹⁾ Daireaux. *La République Argentine*. Paris 1889.

⁽²⁾ Leroy Beaulieu. *Colonisation chez les peuples modernes*, page 420.

et ses ressources ont atteint un degré de prospérité vraiment étonnant.

Aujourd'hui, l'Argentine vient en seconde ligne, après les Etats-Unis, pour le chiffre des immigrants qui débarquent annuellement dans ses ports. Les premières statistiques relatives à l'immigration en Argentine, datent de 1876. On estime à 60.000 environ le nombre des immigrants arrivés avant cette date. Ils étaient en majeure partie originaires d'Espagne, de France et d'Italie. C'est ce dernier pays qui fournit d'abord le plus fort contingent de bras, puis l'Espagne, l'Angleterre et la France envoyèrent leurs capitaux et leurs hommes. Le courant grossit rapidement, non sans certaines fluctuations, pour atteindre en 1912 le chiffre maximum de 343.403.

L'immigration italienne, qui fait l'objet de notre étude, a joué un rôle de tout premier ordre dans l'histoire économique et sociale de ce pays. Cette immigration qui a commencé dès les premiers jours de l'émancipation politique de la nouvelle Confédération, de faible importance numérique, mais précieuse par la composition de ses éléments, a précédé le grand mouvement migratoire qui s'est développé graduellement dans le courant du XIX^{me} siècle jusqu'à nos jours. Semblable à celle qui peupla autrefois l'Amérique du Nord, cette immigration était composée de groupes compacts de familles qui venaient s'établir chez nous pour travailler et fonder de nouveaux foyers. Ces familles n'apportaient d'autre richesse que leurs bras et une très grande confiance en leur propre destinée. Mais elles trouvèrent chez nous les conditions les plus favorables pour réaliser leur idéal et accomplir les destinées de leur nouvelle patrie : liberté entière et pleine garantie pour leur travail. Voici ce que dit à ce propos un témoin autorisé, l'honor. Ferri, dans le rapport fait à la Chambre italienne, le 22 juin 1909, après son voyage dans l'Amérique du Sud : « In « America ho visto, gli italiani aggiungere alla mirabile po- « tenza del loro ingegno naturale una forza de volontà

« metodica che é dunque l'impressione non di carattere di « razza immutabile e fatale ma che é in gran parte la pro-
« duzione dell' ambiente in cui questa nobile razza latina
« si trova quando deve combattere la lotta per l'esistenza
« in condizione diverse della vecchia civiltà storica ».

L'étude que nous entreprenons en fournira la preuve.

Ce qui nous paraît intéressant à étudier, c'est ce qui s'est fait et ce que l'on fait encore aujourd'hui pour l'immigration dans notre pays, d'autant plus qu'on ne semble assister qu'à regret à ce mouvement d'expansion de l'Italie et qu'on désire plutôt l'entraver. On a relaté et répété dans les livres et les journaux italiens, peut-être en les exagérant, les plaintes et les souffrances des immigrants, au point de semer l'épouvante ! En tout cas, plutôt que de répondre à ces critiques pour faire justice de ces préjugés, nous rendrons hommage au patriotisme de nos amis.

Quelquefois, il est vrai, nous trouverons dans le phénomène de l'immigration des périodes de tâtonnement et même d'arrêt, dues à l'insuccès de quelque système ou à l'imprévoyance de quelques-uns de nos gouvernements ; mais faut-il l'avouer, ces périodes ont été dans la suite les points de départ d'énergiques réactions.

Nous voudrions suivre le développement de cette immigration dans l'histoire du XIX^{me} siècle ; voir par quels moyens elle a réussi à se créer la position importante qu'elle occupe actuellement parmi les différents collaborateurs du progrès réalisé par l'Argentine ; rechercher enfin quelle part des heureux résultats obtenus est échue à chacun des deux pays, de l'Italie et de l'Argentine.

Pour être plus clair, nous avons divisé notre travail en deux parties. Dans la première nous étudierons l'immigration italienne dans son développement historique, c'est-à-dire dans les trois différentes périodes de son évolution à travers les variations multiples de la politique intérieure et dans la succession des faits qui ont exercé sur elle une influence médiate et immédiate.

Cette division nous paraît d'ailleurs la moins arbitraire, car elle correspond exactement aux trois périodes, très distinctes, de la vie politique de la Confédération Argentine.

La première période commence avec la mémorable journée du 25 mai 1810, dans laquelle la liberté fut pacifiquement proclamée à Buenos-Ayres. La révolution se propagea ensuite à Cordoba, à Tucuman, dans le Haut-Pérou et le Paraguay, pour ne se terminer qu'en 1824, par la victoire du Général Sucre à Ayacucho. Ensuite survint la lutte sanglante entre fédéraux et unitaires qui se disputaient le pouvoir, pendant qu'aux frontières de la République, les Indiens continuaient à troubler et à inquiéter le nouvel Etat. Des provinces se séparèrent, plusieurs constitutions furent ébauchées et, malgré tout son talent d'homme d'Etat, Rivadavia ne parvint pas à faire accepter partout la Constitution unitaire du 2 décembre 1826.

Une guerre contre le Brésil (1827) se termina par la reconnaissance de l'Uruguay comme Etat libre.

La guerre civile se ralluma à plusieurs reprises. Au milieu de ce désordre, Rosas, le général des fédéraux, se fit proclamer dictateur ; il exerça ces fonctions jusqu'en 1852. Cette situation n'était pas propice au progrès, ni à l'immigration. C'est pourquoi nous verrons que les tentatives faites pendant cette période ont à peu près échoué.

La seconde période, celle de l'organisation politique de la République Argentine commence le 25 mai 1853, date de la proclamation de la Constitution fédérale.

Si cette période n'a pas été exempte d'agitations politiques et de difficultés internationales, elle a cependant été plus pacifique que sa devancière. Elle se termina en 1890 par la crise financière qui mit le pays à deux pas de sa ruine.

La troisième période, celle de la consolidation politique et du développement économique, ne dure que depuis une vingtaine d'années. Elle est loin d'atteindre le

terme de son évolution. Au point de vue international, elle se signale par la solution de différents conflits notamment avec le Brésil au sujet de la frontière, dans la contrée de Missiones (traité du 5 février 1895) et avec le Chili, relativement à la Patagonie. Par l'arbitrage du 20 novembre 1902, l'Argentine a étendu ses frontières jusqu'à la ligne de faite de la Cordillère et a obtenu une partie de la Terre de Feu. Au point de vue financier, cette période donna naissance à la loi sur la conversion monétaire qui contribua au relèvement du crédit argentin et à la valorisation de ses fonds publics, d'où devait sortir l'œuvre de réorganisation financière. Dans l'ordre économique, une vie intense s'est manifestée dans toutes les branches de l'activité argentine. C'est enfin pendant cette période que l'immigration a atteint son apogée.

Voilà pour ce qui concerne les trois périodes de la première partie de notre ouvrage.

Dans la seconde partie, nous exposerons les bénéfices obtenus, soit pour le pays, soit pour les immigrants eux-mêmes, soit pour la mère patrie.

Pour commencer, nous croyons utile de faire une étude rapide de l'immigration italienne en général, des causes qui l'ont provoquée et des conditions de l'Argentine comme pays d'immigration ; ce sera l'objet de ce premier chapitre.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'émigration italienne au XIX^{me} siècle.

Son évolution historique. — Conditions démographiques et économiques de l'Italie. — Sa politique coloniale ; colonies sans drapeau. — L'Argentine et ses conditions pour recevoir l'immigration italienne. — L'immigration agricole. — Tableau synoptique.

Au XIX^{me} siècle, l'Allemagne occupa longtemps le premier rang parmi les pays à grande immigration. L'Italie l'a aujourd'hui dépassée, mais à l'instar de sa devancière, elle ne retire de cette supériorité qu'une fierté mêlée de regrets. Cette surabondance de départs semble bien être chez elle la résultante de certaines misères. ⁽¹⁾

Durant quatre siècles, l'Italie se vit dans l'impossibilité de travailler à son organisation intérieure. L'égoïsme de la politique européenne lui avait réservé la honte de devoir renoncer à sa liberté, en récompense des grands services qu'elle avait rendus à la cause de la civilisation et à la gloire des autres nations. Ce ne fut que plus tard, à la suite de nouveaux partages, et au moment même de la décadence de l'empire espagnol, que l'Italie songea à se reconstituer, sans avoir toutefois la prétention de reprendre ses anciennes limites territoriales. Il n'est pas étonnant dès lors, de la voir lutter, sans grand succès d'ailleurs,

(1) René Gonnard, *L'émigration européenne au XIX^{me} siècle*.

pour la concurrence industrielle et pour le commerce international. Elle a dû subir de grandes épreuves pour parvenir au rang qu'elle occupe actuellement parmi les nations solidement organisées.

Il est vrai cependant que l'Italie n'a pas su tirer profit de sa supériorité maritime dans ses entreprises du XVI^m siècle. La découverte des routes des Indes et de l'Amérique atteignit sa primauté et sa richesse au profit des autres nations du littoral de l'Atlantique. Au partage qui s'effectua à cette époque, elle n'eut aucune part des immenses domaines dont le génois Colomb avait ouvert la route et préparé l'accès aux européens.

Bien plus, elle tomba elle-même au rang de possession, à tel point qu'elle était devenue pour ainsi dire, une colonie exploitée par l'Espagne. Si les économistes italiens de cette époque, à partir de Botero ⁽¹⁾, se firent fréquemment les apologistes de l'émigration, celle-ci ne put revêtir aucun caractère politique. Il ne pouvait être question de créer des colonies italiennes proprement dites, à un moment où la plupart des Etats italiens ne jouissaient pas de l'indépendance. L'influence espagnole a néanmoins contribué à mettre ces Etats en rapport avec ces lointaines colonies qui sont devenues plus tard le but de leurs émigrations. ⁽²⁾

* * *

C'est dans la première moitié du XIX^m siècle que l'Italie s'inscrivit au premier rang des nations fournissant aux pays neufs le plus fort contingent d'émigrants. Ce mouvement augmenta encore, pour atteindre son apogée, dans le dernier quart de ce même siècle.

« Ce mouvement migratoire italien est fatal et par conséquent incoercible, dit avec justesse M. Bodio, car « il est imposé par un irrésistible besoin ; il correspond à

⁽¹⁾ De Regia Sapientia — 1573.

⁽²⁾ Gonnard. *L'Emigration européenne au XIX^m siècle*

« une période difficile dans l'histoire d'un peuple et d'une race. C'est le parcours d'un cycle historique dans l'évolution du peuple italien ». ⁽¹⁾

Après la grande épopée de l'indépendance politique et de l'unité nationale, ce mouvement migratoire devait être, non pas comprimé, mais dirigé vers la conquête de nouveaux idéals politiques et sociaux, pour lesquels le peuple italien se trouvait préparé. Cependant, victime des injustices et de l'avidité des gouvernements qui le chargeaient de tributs fiscaux, il se vit condamné à vivre dans la misère à cause de l'insuffisance des salaires. Il ne put trouver d'autre remède à cette situation qu'en changeant de ciel et en abandonnant ce milieu si peu propice à ses aspirations. ⁽²⁾

On peut cependant affirmer que l'émigration fut pour l'Italie un fait providentiel qui l'a délivrée des menaces d'une révolution sociale par l'élimination d'éléments turbulents et mécontents des villes. Ce mouvement fut, pour ceux qui en étaient l'objet, un excellent moyen d'instruction et d'éducation, ainsi qu'un stimulant de l'initiative privée et individuelle, comme aussi une école d'expérience et d'observation ouvrant l'intelligence et modérant les aspirations économiques et morales du peuple. ⁽³⁾

Arrêtons-nous un instant à examiner ce phénomène

⁽¹⁾ Bodio. *Storia del diritto in Italia*. Cfr C. B. Penne. *Per Italia Africana*, dans la préface.

⁽²⁾ G. B. Penne. *Dalla America all' Africa. La missione coloniale del popolo italiano*. 1908, page 62.

⁽³⁾ Bovio, O. c. Chap. III. Citons ces mots d'adieu :

« E providenziale questo moto perchè forse a nostra insaputa il latin san gue gentile, sparsosi ormai in tutti gli angoli del mondo è chiamato ancora una volta a compiere alti destini nell'evoluzione de l'umanità ; a compiere cioè l'ufficio di moderatore concorrendo largamente a costituire modellare una nuova razza — la sesta razza — incipiente e svi luppan-tesi pin visibilmente nel suolo americano, cola fusione tra il sangue anglo saxane ed il latino contemperando la unilatera lita e la costanza colla versatilità e colla généalita artistica disposando l'individualismo alla fraternita, conciliando l'égoismo ed il calcolo con altruismo e colla

dont tous les caractères sont ceux d'un fait social de grand intérêt.

Par la simple observation des données statistiques, on peut affirmer que l'émigration italienne s'est accrue d'une façon progressive et très régulière dans des proportions inattendues.

En 1876, date de la première statistique officielle italienne, ⁽¹⁾ nous constatons le chiffre annuel de 108.000 personnes qui, pour la plupart, s'expatrient sans espoir de retour, étant données les difficultés et les dépenses coûteuses de transport. De 1876 à 1890, la moyenne des départs s'élève à 180.000. Dans les dix années subséquentes (1890-1901), cette moyenne dépasse le chiffre de 300.000, accusant ainsi une augmentation presque double des émigrations antérieures. La plus forte émigration eut lieu pendant les douze premières années du XX^e siècle, la moyenne annuelle oscillait alors entre 5 à 600.000.

Depuis quelques années ce courant d'émigration est périodique. Ce mouvement est influencé, d'une part, par le travail périodique de certaines classes d'ouvriers et d'autre part, par l'activité économique de certains pays. En effet, des contingents d'ouvriers du bâtiment se rendent en France, en Allemagne, en Autriche, en Suisse, dans les Etats balkaniques, et dans les colonies françaises d'Algérie, d'Egypte et Tunisie, voire même en Amérique, pour s'occuper aux entreprises de construction de routes, chemins de fer, ports ou autres travaux publics. D'autres

liberalita, plasmando restrette concetti d'imperialimo d'impersonicazione e di monopolie su piu vaste idee di umanesmo di cosmopolitismo, di uniome e di alteanza. »

(1) La statistique de l'émigration italienne avant 1860, manque pour tous les pays d'Amérique et même pour l'Italie. Il existe cependant une statistique approximative attribuée à Bromvell dans l'*History of immigration to the united States*, de 1819-1855 et un recensement très incomplet dressé par Duval, des étrangers déjà établis en Argentine en 1859. Dans cet essai statistique classé par nationalité figurent des Italiens au nombre de 15.000, Français (25.000), Espagnols (20.000).

émigrants se dirigent vers l'Amérique du sud, vont aux Etat-Unis, en Afrique, au Canada et en Australie pour se livrer à l'agriculture ou à d'autres travaux manuels.

Nous donnons ci-après, à titre documentaire, les chiffres exacts de l'émigration totale, puisés aux statistiques officielles italiennes de 1876 à 1900.

MOUVEMENT GÉNÉRAL

DE L'ÉMIGRATION ITALIENNE DE L'ANNÉE 1876 A 1900

Année	Emigration permanente	Emigration temporaire	Total
1876	19756	89015	108771
1877	21087	78126	99213
1878	18535	77733	96268
1879	40824	79007	119831
1880	37934	81967	119901
1881	41607	94225	135832
1882	65748	95814	161562
1883	68416	100685	169001
1884	58049	88968	147017
1885	77029	80164	157193
1886	85365	82474	167829
1887	127748	87916	215665
1888	195993	94743	290736
1889	113093	105329	218422
1890	104733	112511	217244
1891	175520	118111	293631
1892	107369	116268	223667
1893	124312	122439	246751
1894	105455	119868	225323
1895	169513	123688	293181
1896	183620	123862	307482
1897	165429	134420	299855
1898	126787	156928	283795
1899	131308	177091	308339
1900	153209	199573	352782

Empressons-nous cependant de faire remarquer que ces chiffres n'ont qu'une valeur très relative pour notre travail, attendu que les vieilles statistiques ne font pas mention des départs à l'étranger, c'est-à-dire ayant lieu dans d'autres ports du continent. En effet, elles ne se rapportent qu'aux émigrants qui s'embarquent dans les ports du royaume, passant sous silence ceux qui, en grand nombre, émigrent par Marseille, le Havre et Hambourg. Mais l'observation statistique que nous venons de faire, démontre que cette masse d'émigrants ne s'écoule pas d'un seul flot vers les pays transocéaniques ; une grande partie est absorbée par les pays d'Europe et les contrées extra-européennes, riveraines de la Méditerranée. ⁽¹⁾ Ce partage se fait en parties à peu près égales. L'émigration transocéanique de l'Italie dépasse seule l'émigration totale actuelle de tous les pays de l'Europe.

Cette proportion, parvenue aujourd'hui à son maximum, paraît surprenante. Il n'en est rien cependant si l'on considère que l'émigration est le propre des pays jeunes, qui déversent leur vie exubérante dans les contrées moins peuplées, où le travail demande des bras. L'Italie est précisément dans ce cas.

L'opinion publique, de même que certains écrivains italiens, avaient pendant longtemps considéré ce mouvement pour l'Italie comme un mal social et même un mal économique. Ils croyaient opportun de signaler quelques moyens pour l'enrayer. ⁽²⁾ Certaines lois générales favorisaient leurs desseins et ils espéraient faire triompher leurs idées en exerçant une propagande active contre les agents

⁽¹⁾ Cfr. à ce sujet un tableau dressé par A. Bosco, *Le Correnti emigratori e agricole per vari Stali e il collocamento degli emigranti*. Voir aussi l'*Economiste Français* du 11 février 1906, donnant la moyenne de l'émigration italienne de 1889 à 1903, pour tous les pays de l'Europe.

⁽²⁾ Les classiques considéraient l'émigration comme une des causes spoliatrices de l'économie d'un pays. Quesnay, dans ses *Maximes gén. du Gouvernement économique*, vol. 1 page 39, disait « Il faut éviter la désertion des habitants, car ils porteraient ainsi leurs propres richesses »

d'émigration répandus dans tout le pays, ou en invoquant l'opposition de l'Etat auquel était soumise une certaine classe de personnes.

Pour endiguer ce courant d'idées néfastes, il a fallu toute la science du professeur Nitti et le talent de M. Leroy-Beaulieu, deux autorités en la matière, pour obtenir du Gouvernement qu'il décrêtât le principe de la liberté d'émigration et pour donner ainsi une saine solution à la situation sociale et économique de l'Italie. ⁽¹⁾

Aujourd'hui, on s'accorde à reconnaître que l'émigration offre des avantages. Par elle, dit Monseigneur Bonomelli, ⁽²⁾ l'Italie fournit à l'étranger une grande somme de travail et elle en trouve la contrevaletur dans les salaires des ouvriers émigrés. Ceux-ci, en effet, envoient au pays des centaines de millions de francs d'économies, ce qui contribue évidemment au bien-être de la population et au rétablissement des finances de l'Etat.

L'exportation du travail-marchandise compense ainsi largement l'importation étrangère à laquelle l'Italie doit avoir recours.

C'est d'ailleurs un fait bien certain que le transport du travail d'un pays dans un autre est favorable à ce premier pays. Il provoque, par contre-coup, une augmentation de richesses, développe son commerce et crée des rapports politiques d'ordre très précieux qui lui donnent un certain avantage dans la lutte du commerce international. En effet, l'Italie a retiré tous les bénéfices désirables de cette émigration : L'esprit d'épargne se développe chez les émigrants ; l'aisance et même le confort

en dehors du pays ». « L'homme, disait Mac Culloch, est considéré comme un capital et comme une machine. Son émigration enlève au pays une part de son capital ». Voir aussi R. Malthus. *Princ. d'économ. poli.* vol. 5, p. 443.

⁽¹⁾ Leroy-Beaulieu. *La colonisation chez les peuples modernes.* — Nitti. *La nuova fase de l'émigratiōne italiana dans la Reforma sociale*, anno III N. 6 p. 745 et suiv. 1910.

⁽²⁾ Mons. Geremia Bonomelli — *L'Emigrazione*, p. 12.

revinrent dans les foyers ; enfin le commerce prit un nouvel essor dans ses relations avec les pays d'immigration. Cette situation commerciale est bien différente de celle qui existait dans la première moitié du XIX^e siècle ; elle est due à l'augmentation intense du chiffre de son émigration.

* * *

On peut affirmer, sans crainte d'être contredit, que les premiers courants d'émigration datent du commencement du XIX^e siècle, bien qu'à ce sujet, les statistiques fassent défaut.

Depuis 1815, à la suite des événements politiques qui agitérent l'Italie et, plus tard encore, à la suite des guerres et des révolutions de 1848 et 1849, un grand nombre d'exilés se réfugièrent dans les divers pays d'Europe et dans l'Amérique du sud. Ce sont ces patriotes qui ont ouvert la voie à la grande émigration des années suivantes.

Mais avant de se porter à l'extérieur, l'émigration italienne eut, jusqu'en 1860, un caractère d'émigration interne. Ce mouvement était local : les campagnards de la Basilicate se dirigeaient vers le Latium ; les Napolitains allaient dans la Marche et les Valtellinois descendaient de leurs montagnes pour occuper les vallées de Gênes. Ces contrées n'étaient toutefois pas suffisamment vastes pour absorber ce flot de travailleurs.

A cette époque, la florissante industrie et la prospérité du commerce des Etats-Unis attiraient l'attention de l'Europe. Saisissant cette occasion, l'ouvrier italien que les frontières de son pays ne contenaient plus, n'hésita pas à se rendre dans ces contrées, malgré les nombreuses difficultés des voyages maritimes.

Au commencement du XIX^e siècle, plus de la moitié des terres de l'Amérique du nord étaient incultes. L'occa-

sion s'offrait donc à elle de livrer ces territoires à l'agriculture en attirant les travailleurs étrangers. Pour atteindre ce but elle décréta ces terrains libres, se proposant de les mettre à la disposition des immigrants, qui pouvaient les acquérir à un prix maximum de 2 dollars l'acre, aux termes de la loi de 1800, dont nous aurons l'occasion de reparler dans un autre chapitre. ⁽¹⁾

Cette politique libérale de colonisation, adoptée par la Confédération américaine fut très heureuse. Le nombre des propriétaires agricoles atteignit le chiffre de 300.000 ; la plus grande partie était des immigrants. Sous un si beau régime, les familles piémontaises établies en Amérique déjà avant 1830, eurent vite formé les premiers groupements coloniaux.

Cette faculté de devenir à si bon compte propriétaire terrien, les bons salaires industriels, les difficultés toujours moins grandes des voyages d'outre-mer, toutes ces causes dans leur ensemble favorisèrent l'émigration et firent que d'année en année le nombre des émigrants augmentait dans de très grandes proportions. C'est ainsi que l'Italie, dans le courant d'un siècle, a fourni aux Etats-Unis, au point de vue démographique, une plus forte contribution migratoire que tous les autres pays d'Europe.

En étudiant ce phénomène migratoire italien, nous devons faire une importante distinction entre l'émigration permanente et l'émigration temporaire.

Tous les émigrants ne quittent pas définitivement leur patrie. Il en est qui, au bout d'un certain nombre d'années, reviennent au pays pour des motifs que nous ne pouvons pas énumérer. D'autres ne s'expatrient que pour une partie de l'année ; ce sont des voyageurs qui n'ont toutefois rien de commun avec les touristes de Sleeping-cars ou avec les habitués des luxueux docks des grands paquebots. Au contraire, ils font une saison de travail à

(1) *Bolletino de l'emigraz*, anno 1912.

l'étranger, puis rentrent au pays munis de quelques économies : ce sont les émigrants temporaires.

Il est assez curieux que malgré la distance et les difficultés plus grandes du voyage, l'émigration temporaire soit aussi forte pour les pays transocéaniques que pour les contrées plus rapprochées de l'Europe ou de l'Afrique du nord. ⁽¹⁾

Cette émigration temporaire est importante. En examinant les chiffres de l'émigration générale, on remarque que ces départs temporaires atteignent et souvent même dépassent la moitié du total des expatriations ; ils en atteignent le 55 %. Ce contingent est formé par les Piémontais, les habitants du Veneto et de Luca, par les provinces d'Aquila, de Caserta et de Messine. Détail curieux, les deux tiers de ces émigrés se répandent en Europe, tandis que ceux de la Basilicate, des deux Calabres et de la Campanie prennent la direction du Nouveau monde.

L'expérience démontre que l'émigration temporaire prédomine dans les pays montagneux de la haute Italie, dans le Cadore et le Frioul. Dans ces régions, le morcellement du sol retient au pays un grand nombre de petits propriétaires. Par suite d'une mauvaise récolte ou d'un accident quelconque, la misère se fait vite sentir dans ces milieux. Pour sortir du dénuement, l'ouvrier quitte son village et va offrir ses services sur le marché du travail d'un pays voisin. Il peine durement pour recueillir quelques économies destinées à soutenir son foyer et pour s'assurer une tranquille vieillesse. Ces gens-là aiment leur terre natale et leur maisonnette où tant de souvenirs agréables les y rappellent. ⁽²⁾

⁽¹⁾ P. Chio dans *Le journal des économistes* de 1906, sous le titre *Emigration italienne*, nous parle de certains paysans italiens qui sont engagés dans l'Amérique du nord ou du sud, pour des travaux agricoles, et qui traversent l'océan deux fois par année. Et combien sont-ils les autres qui s'en vont faire des saisons en Suisse et dans les autres pays limitrophes ?

⁽²⁾ Mons. Bonomelli, *L'Emigrazione*, p. 12.

Le mouvement des deux émigrations est bien différent. Tandis que l'émigration permanente, forte au printemps, diminue en été et devient presque insignifiante en automne, l'émigration temporaire ne se dessine que dans les mois de février, mars et avril. Dans la première catégorie, le pourcentage des individus partant sans famille est de 49 % et dans la seconde, ce chiffre est de 80 %. Ces chiffres expliquent l'intention, pour les premiers, de vouloir s'établir définitivement avec leur famille, et pour les seconds, de vouloir retourner dans leur patrie à la fin de la saison de travail.

Dans le cours de ces dernières années, l'émigration permanente a été remplacée par une expatriation, pour ainsi dire à temps indéfini. Sans rechercher les causes de cette émigration nouvelle, elle paraît entrer dans les vues politiques du gouvernement italien. Très souvent, ce genre d'émigrants manifeste l'intention de s'établir définitivement à l'étranger mais il revient de sa décision, après fortune faite, et rentre au pays au bout de quelques années.

Le tableau suivant nous indique la proportion actuelle entre l'émigration permanente et l'émigration temporaire. ⁽¹⁾

Années	Emig. totale	Emig. perm.	Emig. tempor.
1900	352782	153269	199513
1901	533445	251577	281668
1902	531509	245217	286242
1903	507977	230840	277135
1904	471191	252366	218825
1905	726332	447083	271248
1906	787977	511935	276042
1907	704675	415900	288774

⁽¹⁾ G. Graziani. *L'Emigrazione italiana nella Rep. Argentina*, p. 13.

Par la lecture de ce tableau, nous pouvons nous faire une idée exacte du mouvement de ces deux genres d'émigration et de l'intensité des départs. Nous pouvons citer ici le cas de ce maire italien accueillant, en 1902, M. de Zanardelli, par ces paroles : « Je vous salue au nom de mes 8000 administrés, dont 3000 viennent d'émigrer en Amérique et dont les 5000 autres se préparent à les suivre ». ⁽¹⁾

Ce discours paraît paradoxal, mais il n'est pas rare pourtant de voir dans certaines régions, des villages entiers, avec le maire et le curé, émigrer en Amérique.

Nous avons donné plus haut le tableau du mouvement général de l'émigration italienne. Presque tout ce mouvement est provoqué par quelques provinces seulement qui subissent plus que d'autres, l'influence de certaines causes économiques que nous analyserons plus loin. Nous empruntons aux récentes publications du *Commissariato del' emigrazione* le tableau suivant, donnant par province, le chiffre des expatriations.

(1) Revue de questions diplomatiques et coloniales, 1^{re} et 16 janvier 1906.

ÉMIGRATION PAR RÉGION DE 1905 A 1907
(MOYENNE ANNUELLE PAR 10.000 HABITANTS)

Régions	Pour les pays transocéan.	Pour l'Europe et côtes Méditer.	Total
Piémont	89,1	110,2	199,3
Ligurie	57,5	16,7	74,2
Lombardie	38,7	100,8	139,6
Vénétie	43,7	276,3	320,3
Emilie	43,5	119,7	163,2
Toscane	48,3	85,8	134,1
Marche	182,3	100,8	283,1
Ombrie	51,3	145,4	196,7
Lazio	119	19,5	138,5
Abruzzes, Molise	340,9	44,7	385,6
Campanie	245,8	15,5	261,3
Pouilles	385,3	21,7	407,0
Basilicate	118,1	8,8	126,9
Calabre	345,3	9,6	354,9
Sicile	289,3	18,6	307,9
Sardaigne	230,4	61,5	291,9
Royaume	137,0	84,1	221,1

Nous voyons donc que la plus forte proportion d'émigrants, par 10.000 habitants est fournie par la Calabre, les Abruzzes, la Basilicate et la Sicile, où elle varie entre 3 et 400. Pour les autres provinces, ce chiffre ne dépasse pas 200. Les siciliens et les napolitains vont dans les pays d'outre-mer et les émigrants de Venise se répandent en Europe.

* * *

Après avoir donné un aperçu général de l'émigration italienne au point de vue de son évolution historique dans le courant du XIX^{me} siècle, recherchons par une analyse méthodique, les causes qui l'ont provoquée.

Nous devons indiquer, comme cause première, l'augmentation des naissances, partant, de la population.

Si nous examinons les statistiques démographiques, nous constatons que la natalité dépasse de beaucoup la mortalité. Les derniers recensements de la population italienne signalent une augmentation constante.

Elle était au 1^{er} janvier 1872 de 26.801.154 ;
 au 1^{er} janvier 1882 de 28.459.623 ;
 au 1^{er} février 1901 de 32.475.253 ;
 au 1^{er} janvier 1908 de 33.911.448 ;

D'après ces chiffres, la densité par km. carré s'établit comme suit :

en 1871,	elle était de	93,50 ;
en 1881,	» »	99,28 ;
en 1901,	» »	113
en 1908,	» »	118

L'Italie a donc une très grande densité de population. Elle figure en tête des pays européens, à part toutefois certaines contrées très peuplées de l'Angleterre, de la Belgique et des Pays-Bas.

A une telle densité de population la richesse est-elle proportionnelle, comme c'est le cas en Angleterre, en Belgique et dans les Pays-Bas ? Cette richesse a-t-elle augmenté dans les mêmes proportions que la population ?

Nous savons qu'il doit exister un rapport étroit entre la production et la population. Or, en Italie, cette relation est rompue. Ce pays n'a pas les grandes ressources industrielles qu'ont les autres. En outre, l'agriculture qui jusqu'à nos jours était la grande ressource de ce pays, ne s'est pas développée proportionnellement. Cette branche de production étant presque l'unique ressource de la population, il en résulte donc une certaine misère pour la classe agricole. C'est pour se soustraire à ce dénuement que les campagnards émigrent en grande partie, puisque les moyens de vivre que leur donne la terre, font défaut.

Comme seconde cause de l'émigration italienne (campagnarde), nous avons le renchérissement des denrées ali-

mentaires de première nécessité, dû à l'insuffisance de la production. Or, ce renchérissement est plus pénible pour la classe agricole que pour les autres classes de la société italienne, parce que l'agriculture ne peut s'offrir une autre nourriture que celle que lui donnent les produits de la terre. Pour échapper à la famine, les classes plus aisées peuvent se procurer des articles plus coûteux, en rapport avec leurs moyens. Enfin, la grande immigration campagnarde italienne s'explique aussi par le fait que, dans ce pays, la population agricole représente le 38 % de la population totale. Ces faits nous indiquent donc la raison pour laquelle l'émigration transocéanique italienne est presque entièrement formée d'agriculteurs ; la population agricole augmentait, tandis que proportionnellement ses moyens de subsistance diminuaient.

Il y a lieu de compléter l'exposé que nous venons de faire par l'examen d'autres causes concomitantes. Mais avant de faire cette étude, une remarque s'impose : l'observation démontre, bien que l'émigration soit une conséquence nécessaire de l'accroissement de la population et de la diminution des moyens de subsistance, que ce mouvement est plus intense dans les campagnes que dans les centres urbains à population plus dense. A quelle cause attribuer ce phénomène ?

Si nous comparons en effet les divers centres de population de l'Italie, en les classant par centres populeux et centres peu populeux, nous constatons l'influence, l'attrait de la vie urbaine sur la vie rurale, dans toutes les provinces du royaume, voire même dans les plus pauvres, c'est-à-dire dans la région méridionale. Les centres populeux, qui sembleraient pouvoir fournir des contingents à l'émigration, sont au contraire ceux qui en fournissent le moins, ceux qui en reçoivent même. La raison en est bien simple : elle est toute dans l'attrait que la vie des cités exerce sur les campagnards. Ceux-ci espèrent trouver en ville des avantages économiques, civils, et même politiques.

La vie citadine est plus variée et plus active, elle retient donc plus facilement l'habitant.

Mais reprenons l'examen des causes de l'émigration campagnarde italienne. La seconde cause qui est d'ordre économique, c'est la décadence de l'agriculture. Il est constant que l'agriculture pâtit du fait de la transformation de l'Italie en pays industriel. Il n'est pas rare de voir dans les régions du midi et du centre de l'Italie des étendues de plusieurs hectares, dépourvues de toute culture ; à cet abandon de la terre correspond une diminution de la production des céréales. L'importation de l'étranger doit suppléer à cette diminution. D'autre part l'arboriculture, qui s'adapterait si bien au sol et au climat italien, a été longtemps laissée dans l'abandon. Deux causes surtout expliquent cette déchéance de l'agriculture : la première est due au manque d'initiative des capitalistes et des propriétaires, qui préfèrent placer leurs capitaux en dépôt dans les banques pour jouir tranquillement des intérêts ; delà résulte un déséquilibre des forces économiques et le manque d'activité productrice des habitants de la campagne. La seconde cause est dans l'existence des grands latifundia de l'Italie méridionale ; les rares petits propriétaires qui les avoisinent, sont impuissants à développer la production. Il est certain que ce système de monopoliser la terre au profit de quelques-uns seulement est en désaccord profond avec l'esprit agricole méridional. En présence d'une telle situation, les campagnards des pays méridionaux de l'Italie voyaient dans l'immigration le seul moyen d'échapper à la domination de la bourgeoisie cupide et avare dont tout l'intérêt consistait à comprimer toute initiative afin de pouvoir exploiter, le plus longtemps possible, les petites classes agricoles. L'ouvrier surtout était exploité ; il recevait un salaire tout-à-fait insuffisant pour les besoins de la vie d'une modeste famille et il restait ainsi, paria, placé sous l'éternelle dépendance de son patron. Le petit propriétaire ne possédait pas les connais-

sances techniques et les capitaux nécessaires pour améliorer son fonds : ceux des Pouilles, notamment, avaient une situation moindre encore, du fait des dettes et des impôts qui grevaient souvent leurs propriétés. ⁽¹⁾ Ces charges étaient parfois si onéreuses pour le cultivateur, que ce dernier se voyait contraint de vendre son fonds à un prix dérisoire, parfois à moitié prix. Il est donc très compréhensible que ces gens miséreux se soient empressés d'immigrer en Amérique pour échanger leur mauvaise situation contre une autre qui s'annonçait meilleure, puisque les terres se vendaient à bas prix ou se donnaient même sous réserve de certaines conditions.

Ce que nous venons de dire au sujet de l'émigration italienne et de la population des campagnes de l'Italie, est confirmé par les statistiques. D'une statistique comparative, faite en 1861, entre la population générale italienne et le nombre de personnes occupées dans l'agriculture, l'industrie et le commerce, il résulte que dans l'espace d'une dizaine d'années, la population agricole avait diminué de 3 %. Parlant de cette diminution, M. Bodio disait : « La diminution du nombre des agriculteurs, proportionnellement au reste de la population, est générale ; on l'observe dans toutes les régions, plus ou moins sensiblement. ⁽²⁾

Pendant que la population rurale diminuait, on remarquait une augmentation proportionnelle de celle des villes et des grandes communes. Cette constatation devrait être une preuve concluante que l'émigration italienne était due à l'insuffisante productivité des capitaux nationaux, relativement au nombre d'agriculteurs. Cette remarque peut être appliquée à toute l'Italie, mais en particulier aux régions septentrionales et méridionales.

⁽¹⁾ Colasani. *Di alcuni problemi contemporanei italiani*, dans la *Nuova Antologia* 16 déc. 1904.

⁽²⁾ Cfr. *Statistica dell'emigrazione it. nell'anno 1887*. Introduction Roma 1888 et *Consimento della popolazione del Regno d'Italie al 31 dec. 1881*, Relazione generale Roma 1885.

De tout ce que nous venons de dire, nous croyons pouvoir dégager la conclusion suivante : la plus forte émigration se fait sentir dans les centres ruraux à faible densité de population, tandis que les centres populeux urbains ont une faible émigration. Nous rencontrons cependant quelques exceptions : Turin, Milan, Côme, Vercence, villes très peuplées qui fournissent à l'émigration un contingent aussi fort que certains centres ruraux. A quoi attribuer ces variations ? Selon les récentes enquêtes elles seraient dues au manque de travail, à l'abondance des bras, à l'insuffisance des salaires et aux impôts trop élevés.

Parmi les causes de l'émigration, il faut aussi tenir compte de la psychologie des habitants de chaque province. C'est un fait certain que l'Italie centrale fournit peu d'émigrants, malgré son insuffisance de moyens de subsistance et la crise agricole à peu près générale dans toute la Péninsule. Cherchons-en la raison dans le défaut d'esprit d'entreprise et dans l'absence d'idéal de cette population ⁽¹⁾

C'est dans la Basilicate que l'émigration italienne a pris les proportions les plus considérables. Cette province a une étendue de 9.962 km². En 1881, sa population était de 524.504 âmes et en 1901 elle était descendue au chiffre de 508.705, alors que la population générale italienne avait atteint en moyenne 11.328 habitants par km². Ce phénomène ne doit pas être attribué à une forte mortalité, ni à la diminution des naissances qui sont, au contraire, très fortes dans cette province. Une telle diminution de la population est due à l'émigration toujours croissante qui a doublé de 1889 à 1901 (8.906-16.586). La proportion est de 338 émigrants par 10.000 habitants.

⁽¹⁾ La province de Luca fait exception. Elle doit être comptée parmi les régions qui fournissent le plus d'émigrants pour les pays d'outre-mer. C'est par milliers que se chiffre le nombre des propriétaires et des capitalistes de Luca qui ont émigré dans les pays d'outre-mer.

Comme conclusion nous pouvons dire que tout cet ensemble de causes, les plus nombreuses, ont pour effet de détacher le travailleur du sol pour lui faire prendre le chemin de l'émigration. En vertu de cette vérité économique que l'émigration est due à la concurrence du travail, l'émigration italienne obéit à la loi de l'offre et de la demande, elle procure les bras nécessaires là où le besoin s'en fait sentir et elle les réduit là où ils abondent. ⁽¹⁾

L'émigration comme tous les faits sociaux, obéit à des causes multiples, mais l'émigration italienne est surtout motivée par la question agraire. L'orientation qu'elle a prise dans le cours de ces dernières années converge vers les nouveaux pays de l'Amérique, où la culture du sol offre au colon une immense superficie pour développer ses énergies.

* * *

Proposons-nous de rechercher maintenant l'orientation que l'Italie a donnée à sa politique d'émigration et quels sont les avantages qu'elle en a retirés.

Alors qu'au XIX^{me} siècle les grandes nations de l'Europe se disputaient en Afrique la possession de nouvelles colonies, dans le but de procurer de meilleurs débouchés à leur commerce et à leurs produits, l'Italie, moins avide et plus modeste, suivit une politique de haute prudence, que lui conseillait sa propre situation. L'ouverture des ports américains et les constitutions libérales des nouveaux Etats lui permettaient de développer sa mission colonisatrice au-delà de l'Océan.

Les exemples de la colonisation officielle de la part de la France et de l'Allemagne, lui avaient démontré l'inutilité de l'action gouvernementale, lorsque le gouvernement qui se propose de l'exercer ne peut pas disposer des

⁽¹⁾ Mussati. *Concorrenza ed emigrazione*. Padua 1875, p. 22.

capitaux indispensables à de telles entreprises. L'Italie n'avait, pour le moment, que les ressources du travail, sans posséder les réserves des pays riches. Elle avait par contre, besoin d'un nouveau champ d'activité pour le placement de sa main-d'œuvre, puisqu'elle n'était pas une nation conquérante. Il n'en est cependant pas moins vrai que les résultats de sa politique ont été heureux, puisqu'elle compte dans les Etats de l'Amérique du sud, particulièrement au Brésil, au Chili et en Argentine, des groupes florissants de population italienne qui promettent un bel avenir.

L'émigration spontanée n'a fait qu'augmenter le prestige politique, économique et social de l'Italie ; elle peut bien s'en féliciter.

L'expansion actuelle de son commerce dans les pays d'immigration montrent d'une façon évidente les liens intimes qu'elle a créés par un travail fécond dans l'espace d'un demi-siècle. On peut même espérer que dans un avenir prochain, cette expansion italienne dans ces lointaines colonies fera triompher l'idée latine dans sa lutte avec l'impérialisme anglo-saxon. Aux grands capitaux européens l'Italie pourra alors opposer l'armée de ses travailleurs qui sont une force et une valeur, car en définitive, « capitaux » et « travail » sont équivalents et se confondent.

* * *

Nous pouvons affirmer que de nos jours, c'est l'Argentine qui offre aux Italiens, comme elle l'a déjà fait, le plus de chance de succès pour leur avenir. M. Martinez dit très bien : « tout concourt à faire de l'Argentine « une véritable terre d'émigration, la douceur de son climat, la richesse de son sol, l'étendue de son territoire, « les immenses fleuves intérieurs qui parcourent cette contrée, ainsi que les facilités de communication avec les « peuples européens, consommateurs de ses produits, aux-

« quels elle se trouve reliée par une des navigations les « plus sûres du globe. » Il suffit de jeter un regard sur les statistiques pour se convaincre de la situation favorable du milieu, de son développement économique et de son commerce avec les grandes capitales de l'Europe.

Une des preuves les plus évidentes que l'Argentine remplit les conditions nécessaires pour recevoir l'immigration est fournie par la fécondité de son sol, qui récompense largement le travail du cultivateur. Elle offre les mêmes conditions favorables pour le commerce et l'industrie. Sa superbe situation l'oblige d'entretenir des ports de premier ordre ; de plus, ses voies de communication par terre sont nombreuses. Enfin, une sage législation protège l'immigrant et lui garantit la liberté du travail.

Ce que nous venons d'avancer est entièrement confirmé par les faits suivants :

1. L'Argentine a réalisé en peu d'années un réel progrès économique. Les chiffres de son commerce ont abouti à de beaux résultats ; il nous suffira de citer les suivants pour nous faire une idée des richesses agricoles de ce pays.

En 1900, avec une population de 4.512.343 habitants, les exportations se chiffraient par 773 millions et les importations par 567.400.000 fr.

En 1903, la population s'élevait à 4.910.849 âmes et les exportations à 1.104.900.000 fr. et les importations à 656.000.000 fr.

En 1905, la population se montait encore à 5.214.974 habitants avec fr. 1.614.200.000 d'exportations et 1.025.000.000 francs d'importations.

En 1907, il y avait 5.546.106 habitants et 1.481 millions d'exportations et 1.429 millions d'importations.

En 1909, la population comptait 5.984.295 habitants et 1.986 millions de francs d'exportations et 1.513 millions d'importations.

Enfin en 1910 et 1911, la population atteint 7 mil-

lions d'habitants et les exportations à 1.863.130.275 fr. contre 1.758.353.280 fr. d'importations.

Ces chiffres sont éloquentes et prouvent le bel avenir réservé à l'Argentine.

2. La population de la République Argentine s'est accrue rapidement. En 1869, elle restait stationnaire avec un chiffre de 1.737.036 ; ce chiffre monta à 3.954.911 en 1895, à 5.420.029 en 1901, pour atteindre 7.000.000 en 1911. Il est vrai que ce chiffre est encore relativement faible par rapport à l'étendue de l'Argentine qui mesure 3 millions de km², c'est-à-dire, 10 fois la superficie de l'Italie, mais il faut considérer que l'accroissement de la population a été de 33,5 ‰ habitants, pendant la période de 1891 à 1903. Cet accroissement est supérieur à celui qui s'est produit dans les autres Etats de l'Amérique, pendant la même période. Ainsi Costa Rica s'est accrue de 31,8 ‰, l'Uruguay 24,9, le Brésil 24,6, Guatémala 21,9, Venezuela 17,4, le Chili 17, les Etats-Unis du nord 20,7, l'Australie 18,8 et le Canada 11. Il résulte donc de ces comparaisons que l'Argentine tient la tête de toutes les nations du Continent, par son mouvement démographique. Dans le courant de ces dernières années, la population de la République Argentine s'est répandue sur tout le territoire.

Un facteur important pour le développement de cette population est l'immigration européenne, attirée par le grand essor de la production argentine. Cette immigration qui ne dépassait pas le chiffre de 4.951 individus en 1857, atteint 329.223 individus en 1907, dont plus du tiers venait de l'Italie. Ce chiffre est imposant, mais il pourrait se développer encore par de nouveaux traités entre l'Argentine et l'Italie ce grand réservoir de la main-d'œuvre.

3. Enfin la meilleure réclame que l'Argentine ait pu faire, en faveur de l'immigration, se trouve dans le nombre considérable de fortunes réalisées par les immigrants, sur le territoire argentin. La facilité d'acquérir des terres fertiles fut un appas pour les émigrants de l'Europe. Cette

fécondité est remarquable : la production moyenne du blé est de 1000 kg. par hectare. Tandis que la terre d'Europe déjà appauvrie, a besoin de tous les secours de la chimie agricole, celle de l'Argentine ne produit que par le seul travail de l'homme, car les immenses et riches plaines des Pampas sont encore vierges. L'étendue cultivée était de 16 millions d'hectares en 1908, de 21 millions en 1910-1911 et de 22 millions en 1911-1912. ⁽¹⁾ La production de 1908 était estimée à fr. 1.756.000.000. Elle occupait 578.055 laboureurs, dont 174.798 femmes et 147.055 enfants mineurs de 15 ans, auxquels se sont joints, pour la récolte, 734.870 immigrants dont 76.615 femmes et 72.054 enfants. Nous devons aussi mentionner l'élevage, comme source de revenus pour le pays. Bien qu'à ses débuts, comme toutes les autres industries d'ailleurs, il représente un capital d'exploitation considérable. Les derniers recensements indiquaient 100 millions de têtes de bétail réclamant les soins de 1 million d'ouvriers.

Nous pouvons enfin ajouter que l'immigrant italien a encore cet avantage de comprendre facilement la langue du pays, tout en ayant la certitude d'y rencontrer des habitudes et d'y trouver des mœurs conformes aux siennes. Il trouve dans ce pays du travail en harmonie avec ses habitudes d'agriculteur : c'est ce qui explique la prédominance de l'élément italien parmi les agriculteurs. Depuis 1857, 1.900.000 italiens ont débarqué en Argentine et plus des deux tiers de ce nombre se sont fixés définitivement dans ce pays.

La quatrième constatation se dégage des statistiques. Celles-ci démontrent que 3.699.180 immigrants de toutes nationalités sont arrivés en Argentine, depuis l'élaboration des statistiques jusqu'à nos jours. Les départs ont été de 1.049.239, laissant ainsi 2.549.041 établissements définitifs. Ces chiffres prouvent combien sont propices les

⁽¹⁾ D. Girola. *L'Argentine agricole* 1912, introduction.

conditions et les facilités de vivre, puisqu'un si grand nombre d'étrangers a pu s'incorporer à l'organisme national ; ils appartenaient pourtant à toutes les races, à toutes les religions. Cette facilité d'assimilation aux éléments nationaux, d'individus divers, semble bien démontrer que les immigrants sont les bienvenus de la nation argentine et celle-ci paraît ainsi remplir ses devoirs d'hospitalité envers cette foule d'étrangers. Les hôtes et les invités contribuent donc à former leur commun bonheur dans la culture de la terre, dans les industries et dans la prospérité actuelle comme dans la grandeur future de la Nation.

CHAPITRE II

L'Immigration italienne en Argentine.

PREMIÈRE PÉRIODE 1810-1852

Vues progressistes des premiers gouvernements des Provinces-Unies. — Le décret du 4 septembre 1812 ; travaux du Triumvirat et du Directoire. — Population de Buenos-Ayres, d'après le recensement de 1810. — Les premiers italiens venus au pays. — Rivadavia dans le ministère. — La Commission d'immigration (1824). — Rivadavia à la Présidence (1826). — Ses tentatives en faveur de l'immigration. — Causes d'insuccès. — La guerre civile et la dictature du général Rosas. — Suppression de la Commission et des fonds destinés à l'immigration.

C'est à l'aube du XIX^e siècle que les colonies espagnoles, en particulier le vice-Royaume du Rio de la Plata, virent poindre une ère nouvelle, favorable à leur développement.

En effet, les anciennes lois de l'Espagne, concernant la fermeture du commerce des colonies aux pays étrangers, n'étaient plus appliquées avec la même rigueur. Elles avaient été adoucies, en date du 6 novembre 1777, par un décret du gouverneur de Buenos-Ayres, Don Pedro de Ceballos, aux termes duquel le libre accès du port était permis aux navires des autres colonies et de la Métropole.

Cette permission fut restreinte cependant en 1778, par une réglementation royale, la Cour tenant à maintenir le principe du monopole à l'égard des autres nations européennes. Cette situation subsista jusqu'à la veille de la grande révolution.

Ce décret de Don Pedro de Ceballos fut donc, à vrai dire, l'origine de l'immigration actuelle.

L'opinion de l'époque était libre-échangiste ; d'aucuns considéraient la liberté de commerce comme l'unique moyen de stimuler le progrès intérieur et la population. L'on remarquait que le développement de l'Amérique du nord était dû à l'immigration et l'on se proposait de suivre son exemple.

Pour atteindre ce but, en 1810, le gouvernement révolutionnaire proclama la liberté du commerce avec l'étranger et facilita l'établissement des personnes désireuses de se fixer dans les provinces unies de la Plata.

Mais auparavant, l'immigration était prohibée par une foule de décrets frappant les contrevenants de peines très sévères. ⁽¹⁾

Les idées plus larges des membres du Triumvirat étaient en parfaite harmonie avec les aspirations du peuple argentin. La politique traditionnelle de l'Espagne était maintenant consacrée, car la nouvelle législation s'inspirait de théories contraires. Le premier décret du nouveau gouvernement s'exprimait ainsi. « Siendo la poblacion el « principio de la industria y el fundamento de la felicidad « de los Estados ». (Il faut l'encourager par tous les moyens possibles).

(1) 1613. — On signale à Buenos-Ayres l'arrivée de trois avocats. Le « Cabildo » conseil communal des colonies, prit des mesures pour empêcher leur débarquement. « Considérant que leur venue est inutile et ne pourrait être que nuisible en raison des difficultés qu'ils font naître entre les citoyens, nous déclarons et ordonnons que l'on intimera l'ordre à ces trois personnes de retourner, qu'il leur est défendu d'aborder et de séjourner dans la ville jusqu'à ce qu'un ordre spécial du roi d'Espagne en dispose autrement ». *Daireaux La Rép. Argentine*. — Paris 1889.

1610. — Le gouverneur de Buenos-Ayres, Marin de Negron imposa la peine d'amende de 500 piastres aux citoyens qui donneraient hospitalité à un immigrant entré sans la permission royale ; il fallait les dénoncer. — La peine de mort était prononcée contre ceux qui fournissaient aux immigrants les moyens d'échapper à la justice du pays. — Alsina. — La inmigracion Europea en la Rep. Argentina, Buenos-Ayres 1825, p. 139.

L'acte du gouvernement provisoire fut sans doute le premier pas vers le développement que l'Argentine devait atteindre dans la suite, et les dispositions prises plus tard, ne sont que la réalisation de l'idéal que l'on proposait de poursuivre.

* * *

Le 4 septembre 1812, le Triumvirat promulgua un décret signé par Don Feliciano de Chiclana, Don Juan, Martin de Puigredon et Don Bernardino Rivadavia, et aux termes duquel les matériaux de construction étaient exonérés d'impôts et de tous droits de douane. Ces dispositions avaient en vue la protection des arts et des industries naissantes, de l'agriculture et du commerce, comme aussi la commodité des nationaux et des étrangers dans tout le territoire des Provinces Unies ; c'est ainsi que s'appelait le pays qui devint plus tard la Confédération Argentine.

Avec les matériaux de construction, le décret précité comprenait encore les instruments agricoles, les machines, les livres, les semences et les outils, comme articles exonérés des droits de douanes et d'impôt.

Un autre décret du gouvernement promettait protection aux immigrants en général et aux mineurs en particulier.

La mise en vigueur de ces deux arrêtés fut assurée par une sage législation, qui abolissait l'inégalité des classes sociales, base des anciennes institutions. Les esclaves furent rendus à la liberté, l'Inquisition supprimée et une garantie fut octroyée aux immigrants sous forme de protection de leur personne et de leurs biens.

Buenos Ayres était à ce moment le berceau des nouvelles institutions et le centre vital du pays. Cette ville fut, par conséquent, la première à recueillir les influences réformatrices des hommes d'Etat.

La tâche fort difficile que se proposait le gouvernement, rencontra l'appui généreux de l'initiative privée.

Précieuse coopération qui concourut à l'éclosion des idées nouvelles et à la réussite de la réforme entreprise. Bon nombre de propriétaires s'engageaient spontanément à verser à l'Etat des cotisations annuelles, pour contribuer aux charges nouvelles. Le gouvernement employait ces sommes ainsi mises à sa disposition, à encourager l'immigration européenne, à développer la population et à créer les premières industries nationales. ⁽¹⁾

Pour atteindre le but qu'il se proposait, le gouvernement usa d'un excellent moyen : aux immigrants qui déclaraient vouloir se livrer à l'agriculture, il accorda des concessions gratuites de terrains. Il leur fournit même les premiers secours en argent et les outils nécessaires. Au point de vue juridique, il leur accordait les mêmes droits qu'aux indigènes, à la condition qu'ils respectassent les lois du pays. ⁽²⁾

L'exploitation des mines était également une industrie que l'on estimait de premier ordre et qu'il fallait encourager. On espérait en retirer les plus grands profits, car on savait que la mère patrie avait enrichi ses caisses en exploitant les mines d'or de l'Amérique.

Pour rendre ces projets effectifs, le gouvernement reconnaissait aux mineurs étrangers les mêmes droits et les mêmes privilèges que ceux qu'il accordait aux argentins ; de plus, la loi autorisait la donation du fonds que l'on désirait exploiter, sur une simple déclaration des intéressés.

Tels furent les premiers actes du gouvernement provisoire, destinés à procurer au pays les éléments néces-

⁽¹⁾ J. Graziani. *La emigrazione it. nella Repubblica Argentina*, 1905, p. 47.

⁽²⁾ En 1814, les droits civiques étaient accordés par l'Assemblée constituante aux étrangers qui s'enrôlaient dans l'armée pour soutenir les luttes de l'Indépendance ou à ceux qui cultivaient la terre ou qui créaient de nouvelles industries. Depuis cette époque jusqu'à nos jours, sous le régime de la constitution fédérale de 1816, sous celui de la cons-

saires à un nouvel essor. Cependant le moment n'était point propice au développement de l'immigration. D'une part, le pays se débattait pour conquérir sa liberté ; d'autre part l'Europe ignorait encore les grandes ressources que les Provinces Unies pouvaient offrir aux immigrants ; c'est pourquoi les capitaux et la main-d'œuvre d'Europe hésitaient à se fixer en Argentine.

Cet ensemble de causes multiples et l'isolement dans lequel se trouvait l'Argentine depuis un demi-siècle, rendirent difficiles les travaux et les projets de la commission en faveur de l'immigration. Les projets de cette commission ne furent cependant point abandonnés, on les reprit dans la suite pour servir de base au programme de restauration des fondateurs de la Nation Argentine.

Après la période de lutte et de passions politiques qui si longtemps avaient déchiré le pays, l'on sentit de-rechef la nécessité d'entrer en relations avec l'Europe, pour attirer surtout la masse des travailleurs qui devaient apporter avec eux le bénéfice de la civilisation. L'ignorance et la misère du peuple étaient grandes ainsi qu'il résulte des documents officiels du gouvernement et des écrits des contemporains. Cette misère faisait souvent contraste avec l'opulence de quelques espagnols qui détenaient entre leurs mains le commerce intérieur du pays.

Les modestes finances de l'Etat n'étaient alimentées que par les droits d'entrée douanier et les impôts sur le commerce dans les villes. Elles étaient insuffisantes pour couvrir les dépenses de guerre et il ne fallait pas songer

titution aristocratique de 1819, de la const. militaire de 1826, comme pendant la période troublée des « pactos provinciales, » où les provinces formaient des groupes pour les luttes intestines, il a toujours été admis que les étrangers et leurs biens, nonobstant les passions politiques ou les diversités d'opinion, ne devaient pas souffrir des conséquences des troubles survenus dans le pays. Telle est l'idée fondamentale qui préside à l'histoire politique de l'Argentine.

Cfr. — Musée social. — Mémoires et documents. — L'évolution économique de la Rép. Argentine, Paris, Rousseau édit.

à les employer à la création d'un service gratuit de passagers pour les immigrants, bien que les circonstances l'eussent demandé. Mais, comme nous le disions plus haut, le gouvernement pouvait compter sur la générosité de l'initiative privée ; les plus riches propriétaires entraient en relations avec les entrepreneurs étrangers et concluaient des contrats, appelés contrats de colon, à teneur desquels ces derniers s'engageaient sous réserve de paiement d'une certaine somme, ainsi que moyennant la concession d'un lot de terre, à introduire dans le pays un certain nombre de familles européennes, recrutées un peu partout ; ces contrats avaient pour but de créer une nouvelle population et de cultiver les terres restées désertes. Quelque louable que fut ce système, il ne tarda pas à engendrer la spéculation de la part de certains entrepreneurs de mauvaise foi et les intérêts de la nation eurent à en pâtir.

Mais pour devenir un phénomène remarquable, le vrai mouvement migratoire ne prit son origine que bien plus tard. Cette date précise nous échappe, car elle n'est consignée en aucun document officiel. Il se vérifie néanmoins qu'un petit nombre d'étrangers étaient déjà fixés dans la capitale, lors du premier décret de 1778, dont nous avons déjà fait mention ailleurs. Du premier recensement qui se fit en 1810, pour la ville de Buenos-Ayres, il résulte que la population de la capitale était de 45.000 habitants, parmi lesquels on comptait 2000 étrangers.

Ces étrangers se répartissaient comme suit :

Espagnols	1570
Français	43
Anglais	124
Italiens	61
Portugais	198
Autres nations	292

Les Italiens arrivaient alors en quatrième rang dans la capitale ; il est probable qu'ils étaient encore moins nombreux dans l'intérieur du pays.

Malgré ce petit nombre, l'histoire de la Révolution abonde en noms italiens parmi les personnages qui se sont illustrés dans ces événements. Ainsi, le 25 mai 1810, après l'abdication du Vice-roi du Rio de la Plata, nous trouvons en tête du mouvement révolutionnaire les noms de : Docteur Manuel Alberti, Joseph Castelli, Manuel Belgrane, tous trois Italiens d'origine, nés en Argentine. ⁽¹⁾

Comment et à quelle date, se sont introduites en Argentine les premières familles italiennes ? Nous n'avons pas trouvé le moindre renseignement à ce sujet. Nous devons admettre l'opinion de certains auteurs qui attribuent aux Jésuites du Paraguay l'introduction de quelques ouvriers chargés d'apprendre aux indigènes la culture de la terre.

Quelle que soit cette origine, il est hors de doute que ce petit noyau a ouvert la voie de l'immigration italienne à partir de 1815, date de la restauration en Europe.

Nous savons seulement, par les chroniqueurs contemporains que, vers la fin du XVIII^e siècle, les villes maritimes de l'Italie étaient en bonnes relations avec les espagnols du Rio de la Plata. Quelques marins de la Ligurie s'emparèrent même dans ces colonies, de quelques industries et de l'agriculture, travaux que la race espagnole considérait comme « *oficios bayos* ».

C'est alors que l'esprit de collectivité italienne se dessina en traits caractéristiques. En effet, quelques monuments de l'époque s'inspirent de l'architecture italienne : le frontispice de la Cathédrale de Buenos-Ayres et celui du palais de l'Archevêché sont l'œuvre de l'architecte italien Fossati. ⁽²⁾

Parmi les hommes de science, nous remarquons les

⁽¹⁾ Ausonio Franzoni. O. c. page 2.

⁽²⁾ Le même : *Gli italiani nell'Argentina*, (dans l'ouvrage anonyme publié en 1898 par les soins de la Chambre de com. it. à Buenos-Ayres, page 1.

noms italiens de De Angelis (longtemps archiviste d'Etat) et d'autres qui, plus tard, illustrèrent les chaires des Universités de Buenos-Ayres et de Cerdoba. Enfin, comme pendant les guerres de la révolution, apparaît une légion de volontaires, venant de toutes les provinces de l'Italie ; ils servirent dans l'armée argentine jusqu'en 1816, puis se firent agriculteurs pour travailler les terres que le gouvernement leur avait réparties.

Il ne reste cependant aucune trace de ces premiers groupes coloniaux ; il est probable qu'ils succombèrent devant les difficultés de ce temps.

* * *

Mais arrivons à l'œuvre de lente organisation, introduite par les gouvernements.

Les luttes de la Révolution étant terminées et le pays paraissant entrer dans une période de paix et de consolidation politique, le Directoire considéra sa mission comme terminée. (1820).

Malgré les louables efforts faits par cette autorité pour développer l'immigration, celle-ci restait relativement faible. L'esprit d'initiative continua néanmoins à se dépenser en faveur de ce mouvement.

Buenos-Ayres se trouvant à la tête des Provinces Unies, son gouvernement fut chargé du pouvoir exécutif national. Ce fut alors, sous l'administration du général Don Martin Rodriguez, que Don Bernadino Rivasavia fut nommé Ministre des Relations extérieures.

Pour son intelligente activité comme Ministre, puis plus tard, comme Président de la République, Don Bernadino Rivasavia mérite une mention spéciale dans l'histoire de son pays. Il s'appliqua entièrement à la réalisation de son projet, qui consistait à développer la population par l'immigration européenne. Il élaborait un plan de politique administrative destinée aux œuvres publiques ; ce

furent les premiers actes de ce genre que nous trouvons à la base des décrets gouvernementaux depuis 1810.

Sous son ministère, le gouvernement de Buenos-Ayres fut autorisé, le 19 août 1822, à contracter un emprunt en Europe, dont le montant était destiné à la construction de ports pour la capitale, de trois villages sur la côte de l'Atlantique (entre la capitale et la Patagonie) et à la repopulation des contrées prises aux tribus sauvages. L'année suivante (1823), 200 familles européennes furent envoyées aux fins de peupler la nouvelle ville fondée à la mémoire du général Belgrano. La loi précitée du 19 août 1822, parlait en outre de « l'embarquement de 1000 familles des industrieuses et de bonnes mœurs pour le repeuplement des colonies situées dans les territoires provinciaux. » ⁽¹⁾

Après le peuplement, une des grandes préoccupations des hommes d'Etat de cette époque fut d'activer, par toutes les mesures possibles, le commerce avec l'étranger et de créer les premières industries dans les régions côtières.

L'unique élément de la richesse nationale d'alors était l'élevage du bétail. L'agriculture ne suffisait point à la nourriture des habitants. On avait dès lors recours à l'importation. Le peuple des campagnes et les classes pauvres des villes consommaient presque exclusivement le maïs.

La situation économique n'était donc pas brillante. Elle fut encore aggravée par les luttes de la révolution. Pendant leur durée le pays resta inactif, et, partant, la production fut arrêtée de longues années. Enfin quelques marchands espagnols désirant rester fidèles à la couronne d'Espagne ou cherchant à se soustraire à l'anarchie, émigrèrent avec leur fortune.

(1) Juan Alsina. Op. cité page 20.

Pour mener à chef le vaste programme d'organisation sociale et administrative que réclamaient les circonstances, quelle est la politique que le gouvernement argentin suivit et quels furent les résultats immédiats de cette politique ?

Le moyen le plus opportun et qui semblait s'imposer consistait à attirer les immigrants en adoptant le système artificiel pratiqué par l'Angleterre pour ses colonies de l'Australie, c'est-à-dire par l'envoi d'agents officieux dans les grands centres populeux de l'Europe.

Ces agents avaient pour mission de faire connaître les avantages que le pays offrait aux travailleurs étrangers, ainsi que les intentions très libérales du gouvernement à l'égard des nouveaux arrivants. Ils pouvaient contracter directement avec les intéressés et étaient autorisés à payer les frais de voyage avec les fonds du trésor national.

Comme on peut le croire, ces mesures étaient des meilleures. Cependant un contrôle restait à créer, afin d'éviter soit des abus, soit des malversations de la part des dits agents. Le Ministre Rivadavia trouva le moyen suivant :

Il fit nommer, en 1824, une commission composée d'hommes les plus honorables de la ville et de la campagne. Cette commission investie de pouvoirs très étendus, devait se charger sous sa responsabilité, de tout ce qui concernait l'immigration. Un règlement délimitait son action et lui imposait un contrôle sur les sommes avancées par l'Etat et sur les contrats passés entre arrivants et patrons.

Cette commission avait en outre certains pouvoirs tutélaires ; elle prenait soin des immigrants pendant le voyage, louait un logis pour leur arrivée, fixait le minimum des salaires, etc.

Le décret qui instituait cette commission s'exprimait ainsi : « L'immigration est nécessaire pour encourager

« l'agriculture et pour introduire de nouvelles industries
« dans le pays. Elle nous apporte les bras qui nous man-
quent ».

Pour se faire une idée de l'importance de cette commission, il suffit de savoir qu'elle avait un budget annuel de 100.000 piastres (200.000 fr.). Parfois cette somme était encore insuffisante. Dans ce cas, plusieurs propriétaires contribuaient à couvrir le déficit par des versements spontanés. D'autres encore chargeaient cette commission de recruter directement en Europe les ouvriers dont ils avaient besoin.

Par son activité, cette commission devait évidemment atteindre le but que le gouvernement s'était proposé en l'instituant. Elle eut néanmoins de grands obstacles à surmonter. D'un côté, l'émigration européenne pouvait à peine suffire aux offres plus rémunératrices faites par l'Amérique du Nord. Cette concurrence était certainement défavorable à l'Argentine, car le grand flot d'ouvriers préférait l'Amérique du Nord. Dans ce pays l'agriculture était plus développée et l'industrie plus prospère ; des fortunes s'étaient déjà édifiées. En Argentine, au contraire, tout était à commencer. Cette contrée, et en général, l'Amérique du Sud, n'était connue en Europe que par les récits fantastiques de quelques aventuriers espagnols ou par les chroniques des missions de Jésuites du Paraguay. Ce pays étant représenté comme à peu près réfractaire à toute civilisation, il devait être difficile d'y attirer les immigrants.

* * *

Les statistiques de l'époque ne nous donnent aucun renseignement sur le nombre des étrangers immigrés en Argentine dans le cours de ces années. Il est probable que ce nombre était insignifiant, puisqu'aucun document officiel n'en fait mention. Ce faible mouvement migratoire est dû aux causes que nous venons d'énumérer, mais prin-

cipalement aux troubles politiques et aux guerres continues qui se succédèrent dans l'intérieur de la République.

Ce petit nombre d'immigrants était cependant très précieux pour le pays qui les recevait, car c'étaient pour la plupart, des exilés politiques que les événements de de 1815 avaient chassés de l'Europe. Ces immigrants furent généralement des hommes de science, des professeurs ou des artistes qui apportèrent au pays le concours de leurs talents, dans les différentes branches de l'enseignement. En grande partie italiens, ils venaient chercher dans le nouvel Etat de la Plata, ainsi que d'autres l'avaient fait à Londres ou dans les autres pays lointains, les moyens de gagner leur vie.

A la Plata, nous trouvons parmi ces illustres émigrés, le savant physicien C. Molina, à qui le pays doit la fondation du premier cabinet de physique expérimentale ; le naturaliste Carlo Ferraris, qui devint dans la suite professeur d'histoire naturelle à l'Université de Buenos-Ayres et qui fonda le premier Musée zoologique ; enfin, un autre physicien et astronome célèbre, le professeur Moneta, fondateur du premier observatoire astronomique et auteur d'une carte géographique la plus exacte de l'époque, et d'un projet d'œuvres publiques dans l'Etat. Plus tard, nous rencontrerons d'autres professeurs qui s'illustrèrent dans les mathématiques des Universités de Corboda et de Buenos-Ayres.

* * *

Mais la véritable immigration, celle du travail, de la main-d'œuvre, se fit longtemps attendre avant de devenir un phénomène constant ; ce n'est que dans la seconde moitié du XIX^e siècle qu'elle fit partie du mouvement démographique argentin, ainsi que nous le verrons d'ailleurs dans la suite.

Malgré l'activité et la meilleure volonté de la com-

mission pour attirer dans le pays de l'Argentine l'immigrant européen, celle-ci dut se convaincre de l'inutilité de ses efforts.

L'erreur semblait consister dans le système même et dans l'inexpérience du gouvernement. En effet, vouloir employer un moyen artificiel pour développer l'immigration à une époque où le pays manquait de ressources suffisantes, alors que les industries prospères faisaient défaut, que les institutions étaient naissantes, que la nation était encore en proie à des convulsions politiques et à l'anarchie populaire, c'était se bercer d'illusions et aller au devant de responsabilités trop grandes pour un gouvernement. Voilà pourquoi tous les projets inspirés par un excellent patriotisme échouèrent piteusement.

Voyant ses médiocres succès, la commission entreprit une nouvelle forme d'action. Elle entra directement en relations avec les entrepreneurs faisant le métier d'acheminer les immigrants vers les pays d'outre-mer. Elle leur payait une certaine somme pour introduire quelques familles européennes en Argentine ; parfois, l'Etat leur cédait une étendue considérable de terrain. Ce fut le procédé généralement adopté par le Canada, l'Australie et le Brésil ; cependant, au lieu d'encourager l'immigration, ce procédé donna lieu à des entreprises coûteuses et à des spéculations de la part des compagnies de transport, ce qui le fit tomber dans le discrédit, ainsi que l'Etat qui le pratiquait.

A ces difficultés vinrent encore s'ajouter les ennuis de quelques conflits avec les immigrants, quand les entrepreneurs ne respectaient pas les clauses des contrats. Enfin une autre conséquence de ce système fut que les immigrants n'appartenaient pas à la meilleure classe ; c'étaient des gens oisifs, pour la plupart à mauvais antécédents, n'apportant pas au pays les avantages que l'on espérait.

Le premier contrat de ce genre fut passé en 1825,

entre la Commission et M. Charles Heine à Mayence, pour une durée de deux ans.

A teneur des clauses de ce contrat, M. Heine s'engageait à faire entrer au pays 1000 personnes, tant agriculteurs qu'artisans, moyennant les prix suivants : 50 à 150 piastres pour chaque individu âgé de plus de 12 ans ; 50 à 75 piastres pour les enfants au dessous de 12 ans ; 140 piastres pour les filles de plus de 12 ans et 40 à 75 piastres pour les fillettes au-dessous de cet âge. La Commission s'obligeait en outre à mettre ces nouveaux venus au bénéfice des mêmes avantages que la loi accordait aux nationaux.

Le contractant Heine se croyait en droit d'agir au nom du gouvernement. En effet, il établissait des certificats de colons selon le formulaire que nous avons trouvé dans des documents officiels de l'époque, ainsi libellé : « Au nom du gouvernement de Buenos-Ayres et en vertu des pouvoirs qui m'ont été donnés, en date du 6 janvier 1825, je donne la garantie à M. Jean Boehringer avec sa femme et ses 5 enfants, qu'il sera reçu en qualité de citoyen libre de l'Etat. On lui accordera voyage libre et bonne nourriture pendant toute la traversée. A son arrivée, il recevra un lot de terrain gratuit dans les environs de la capitale, avec le bétail et les outils nécessaires. Il jouira de plus des avantages inscrits dans le règlement de la Commission d'immigration. Phorhrim le 20 août 1825. »
« Sig. Heine. »

Alléchées par ces promesses très engageantes, un bon nombre de familles d'Allemagne se décidèrent à émigrer. Elles virent immédiatement qu'elles avaient été trompées par Heine. Contrairement au contrat, elles durent payer le prix de leur voyage, 100 piastres à terme. Beaucoup ne purent payer ces frais et la Commission dut intervenir auprès du gouvernement pour qu'on leur remit cette dette, afin d'éviter de fâcheuses conséquences.

La dépense résultant de ces remises fut lourde pour le gouvernement, car il devait faire face à d'autres dépen-

ses nécessités par les luttes politiques. Le sort des immigrants qu'avait introduits Heine ne fut donc pas brillant ; beaucoup servirent dans l'armée nationale et luttèrent vaillamment à Ituzaiugo.

Les statistiques officielles nous donnent quelques chiffres du mouvement migratoire de cette époque dans le port de Buenos-Ayres, le seul existant alors. Ainsi en 1828, l'immigration comptait 822 personnes et l'émigration 1721. En 1829 l'immigration comptait 537 individus et l'émigration 1321 ; il y avait donc déficit pour les deux années. Il est toutefois utile de noter que ces données ne sont peut-être pas très exactes, mais elles donnent néanmoins une idée de la situation.

Plusieurs autres contrats, analogues à celui de Heine et que la commission avait signés avec des entrepreneurs, furent annulés dans la suite, sous l'administration du général Lavalle. Ce furent ceux qui avaient été passés avec D. François Morales, D. Henri Picolet, D. Michel Riglos, D. Michel F. de Azcnénaga, D. Maurice Reyes. « Cette réforme s'imposait, dit le décret du gouvernement, car l'expérience a démontré que ces contrats ne rendent aucun service au pays ; que les fonds destinés à cet usage sont insuffisants, car il faudrait de trop grandes sommes d'argent pour entretenir et loger les familles d'immigrants ; que les circonstances ne nous permettent pas de leur assigner un emplacement ; enfin, que vouloir accomplir à la lettre tous les contrats, ce serait mettre le trésor dans un trop grand embarras ».

* * *

La nécessité de suivre l'enchaînement des faits nous a obligé à poursuivre notre exposé jusqu'à la fin des travaux de la commission. Revenons donc à la présidence de Rivadavia, en 1826, qui par ses idées progressistes et par l'activité qu'il avait déployée dans le ministère, faisait espérer les meilleures réformes pour le pays.

On peut dire que la présidence de Rivadavia ne fut que la continuation de sa politique dans le Ministère et dans le Triumvirat. Il persistait dans ses idées d'ordre et dans ses projets pratiques en vue de faire de son pays une nation prospère. Il était convaincu que l'unique moyen d'atteindre ce but était de favoriser l'immigration de gens honnêtes et laborieux.

En 1826, date de son arrivée à la présidence de la nation, la population des Provinces Unies dépassait à peine le chiffre de 500.000 habitants, répartis et dispersés dans les immenses territoires de la Confédération. Les moyens de communication, même les plus rudimentaires faisaient défaut ; l'ignorance et une grande pauvreté régnaient partout à la campagne.

Des mesures urgentes se justifiaient, mais l'intérêt de l'opinion publique s'était porté vers les luttes intestines engagées au sujet de la Constitution unitaire ou fédérale. Les malheurs de la guerre brésilienne prolongèrent la crise. L'activité du gouvernement et les fonds du trésor furent détournés un instant de l'immigration, pour faire face aux besoins de la guerre.

Cette série de faits empêchèrent le président d'agir directement en faveur de l'immigration. Lentement, il mit en pratique les dispositions des décrets antérieurs du gouvernement de Buenos-Ayres. Ainsi, la protection qu'il avait donnée à l'agriculture, les ordonnances élaborées sur la distribution gratuite des terres et sur la population ont été des moyens indirects pour attirer l'immigration.

La loi dite « d'emphitensis », de 1822 et la série des décrets qui entrèrent en vigueur en 1826, permirent aux européens de se fixer dans les campagnes et d'y jeter les bases des futures colonies.

L'exécution d'un autre projet, dû à l'initiative du président Rivadavia, consista dans la construction d'un canal des Andes jusqu'à la mer et la fondation du peuple de Chamoirín. Chaque famille argentine ou étrangère qui dé-

sirait devenir propriétaire dans cette région, obtenait un lot de terre d'environ 200 mètres carrés. Ce projet visait l'immigration et encourageait l'établissement sur le territoire argentin.

Les temps plus difficiles qui suivirent cette période, rendirent impossibles toutes les réformes qui avaient pour but l'amélioration et le progrès du pays. L'époque néfaste de l'anarchie populaire, de la corruption des hommes politiques et de la tyrannie des dirigeants devait se continuer jusqu'en 1852.

Sous ces régimes divers, l'immigration qui avait été introduite dans les mœurs du peuple par les hommes d'Etat antérieurs, soit à dater de 1810, devait s'arrêter ou prendre le chemin de la Confédération américaine. Les Etats-Unis garantissaient mieux la vie, la liberté et le travail des immigrants. Pendant les 22 années de l'absolutisme de Rosas, l'Amérique du nord reçut plus de 3 millions 200.000 étrangers. Ceux-ci, en grande majorité auraient choisi le chemin de l'Argentine si on avait conservé intactes les lois sages et protectrices de jadis.

Depuis 1812, le gouvernement britannique avait encouragé la colonisation de l'Australie en favorisant l'immigration des hommes et des capitaux, par l'offre gratuite de terres. L'arrivée de la main-d'œuvre dépassa de beaucoup celle des capitaux, mais pour parer à un déséquilibre pouvant devenir funeste, le gouvernement s'empessa d'édicter des mesures légales.

Le gouvernement avait en main des moyens très efficaces pour développer l'immigration, en accordant des passages gratuits ou en facilitant l'acquisition des terres. Dans les six provinces que compte l'Australie, le système de la vente publique sur la base de 20 schillings l'acre, a élevé la production à un chiffre inattendu. L'Argentine qui aurait pu suivre cette même politique dans des conditions meilleures pour les colons, resta longtemps stationnaire par suite de la dictature de Rosas.

En arrivant au pouvoir comme gouverneur de Buenos-Ayres, en août 1830, Rosas décréta la suppression de la commission d'émigration. « Ayant acquis la conviction, « dit le décret, que les moyens employés par décret du 13 « avril 1824, pour augmenter la population de cette province avec des éléments utiles, en encourageant l'immigration européenne, loin de produire les réels avantages « et les résultats que l'on pouvait en attendre, n'ont fait « qu'augmenter considérablement les dépenses du trésor « public, malgré le zèle distingué avec lequel les membres « de la commission ont rempli leurs charges, la commission établie par le décret du 13 avril 1824 est supprimée ».

Au lendemain de ce décret, nous ne retrouvons pas la moindre trace d'immigration, car le pays resta fermé au commerce et à la civilisation européenne.

Au contraire, une émigration eut lieu. Un véritable exode de capitalistes et d'hommes de science des anciennes familles de l'intérieur de la République se dirigea vers Montevideo, afin d'échapper aux persécutions politiques d'un gouvernement despote.

Nous voyons apparaître à cette époque quelques italiens immigrés, anciens compagnons d'armes du général Garibaldi, qui participèrent aux luttes révolutionnaires dans les campagnes de Monte Caseros, contre le tyran.

Toutes ces circonstances ont contribué dans une très large mesure à rendre l'entrée des étrangers impossible. Sans posséder les richesses de l'Argentine, d'autres contrées comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande et même la République de l'Uruguay ont profité de cette situation et, depuis 1835, un nombre très considérable d'immigrants a afflué vers ces pays.

CHAPITRE III

L'Immigration italienne en Argentine.

DEUXIÈME PÉRIODE 1852-1889

Présidence du général Urquiza (1852). — Son œuvre administrative: — La Constitution nationale du 1^{er} mai 1853. — La nouvelle association philanthropique et la fondation d'un asile pour les immigrants. — Développement de l'immigration italienne. — Présidence du Général Mitre (1861) — Loi du 11 octobre 1862 et contrats d'immigration. — La Commission centrale et les commissions auxiliaires d'immigration (1869-1874). — Loi du 19 octobre 1876 créant le Département général de l'immigration. — Caractères de l'immigration italienne à cette époque. — Les passages gratuits et subsidiés. — La période du développement de l'agriculture; la hausse des salaires (1882-1889). — Table statistique de l'immigration italienne (1857-1890).

L'insuccès de tous les projets élaborés jusqu'ici en faveur de l'immigration européenne fut comme nous l'avons dit, une conséquence fatale de la désorganisation interne de la République Argentine. La guerre civile d'une part et la tyrannie de Rosas d'autre part, ont rendu impossible tout contact avec l'étranger et fermé la porte aux immigrants.

Cependant l'Argentine devait sortir de cet état d'engourdissement pour entrer dans une nouvelle phase de restauration graduelle, quoiqu'un peu lente.

Rosas, renversé le 3 février 1852, fut remplacé par un gouvernement provisoire, en septembre de la même année.

Depuis cette date l'immigration européenne prit, en

Argentine, un plus grand essor, tout en subissant les fluctuations des faits politiques qui se succédèrent dans le pays. ⁽¹⁾

Nous nous occuperons spécialement dans ce chapitre de l'immigration italienne. Nous verrons l'importance qu'elle a prise et l'influence bienfaisante qu'elle a apportée dans l'ordre démographique et économique du pays.

Plusieurs causes ont cependant contribué à retarder l'immigration dans la marche ascendante qu'elle devait suivre. Les nouvelles guerres dans lesquelles l'Etat s'est engagé depuis 1852 à 1880, en sont certainement une des principales.

Les hommes d'Etat de cette époque virent à l'évidence que pour la prospérité il était nécessaire de développer la population par l'immigration des industries naissantes. C'est pourquoi nous voyons pendant toute la durée du temps que Buenos-Ayres fut séparée des autres provinces, l'action de l'Etat s'affirmer en vue d'attirer l'immigration dans le Rio de la Plata. D'une part, l'Etat prenait les mesures qui lui paraissaient bonnes pour encourager l'immigration et de l'autre, Buenos-Ayres entraînait en relations avec les pays qui pouvaient lui fournir des contingents de travailleurs. L'idée fondamentale, à la base de cette politique, était donc la même que celle adoptée par le Triumvirat et le Directoire dans leurs premiers décrets : éducation du peuple et immigration intense.

Un des caractères les plus saillants de l'activité du général Urquiza, durant sa présidence fut celui d'inaugurer des rapports diplomatiques et commerciaux avec les nations européennes.

Ces relations contribuèrent à attirer vers le pays un nouveau courant de capitaux et de travailleurs étrangers qui, jusqu'à cette date, se dirigeaient vers l'Amérique du Nord ou vers le Canada et l'Australie.

⁽¹⁾ G. Graziani. *L'emigrazione italiana nella Rep. Argentina.*

Le gouvernement nomma des Consuls dans les principales capitales de l'Europe et reçut en échange, les ambassadeurs des différentes puissances. Ces représentants à l'étranger eurent pour mission de faire connaître en Europe l'organisation du pays, (liberté du commerce et de l'industrie, libre exploitation du sol).

En cette même année 1852, le gouvernement autorisa la navigation libre dans les mers et sur les fleuves du territoire (Parana et Paraguay), pour tous les navires battant pavillon étranger. Le commerce fut autorisé sans restriction et des traités de commerce furent signés avec l'Angleterre, la France et les Etats-Unis. Telles furent les premières mesures prises par le gouvernement pour assurer des relations internationales bonnes et profitables.

De plus, la constitution nationale proclamée le premier mai 1853, contenait les mêmes garanties et les mêmes libertés que les peuples plus avancés s'étaient données à cette époque. Dans son article 25, nous trouvons la disposition suivante : « Le gouvernement fédéral ne pourra charger
« les étrangers d'aucun impôt, ni restreindre ou limiter
« leur entrée sur le territoire, notamment ceux qui viennent
« avec l'intention de cultiver la terre, les arts et les sciences
« ou d'améliorer les industries. »

Cette sage législation donna de bons résultats ; elle eut pour effet de tripler le chiffre des immigrants. C'est à eux que l'on doit la rapide évolution que le pays a prise dans la suite. Ils créèrent en effet les premiers centres agricoles, sur le littoral, et préparèrent la formation des futures colonies. C'est ainsi que les colonies de Santa Fé et de Buenos-Ayres ont constitué leurs richesses actuelles.

Nous verrons, par le tableau que nous donnerons plus loin, que la majeure partie de ces immigrants étaient italiens.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, c'est-à-dire pendant les luttes civiles, les guerres et la tyrannie, l'immigration eut un caractère intermittent, mais depuis la

séparation de Buenos-Ayres d'avec la Confédération, elle prit un caractère de continuité et devint systématique.

Le rétablissement de l'ordre et de la sécurité publiques par les gouvernements qui se succédèrent de six en six ans, permit à cette émigration de se développer rapidement, d'autant plus que la population de l'Europe, trop dense, devait forcément se déverser dans le Nouveau monde.

Les Italiens immigraient nombreux, car leur pays traversait une crise profonde, aggravée par les changements politiques ; la population augmentait trop par rapport aux moyens de subsistance ; ces immigrants arrivés en Argentine, jouissaient des mêmes privilèges accordés aux nationaux, sans être toutefois astreints au service militaire et aux autres obligations que les circonstances exigeaient du pays.

L'immigration italienne, composée jusqu'alors d'exilés politiques chassés du pays par la domination austro-bourbonne, fut remplacée en totalité par des travailleurs, des artisans et des industriels. A vrai dire, cette immigration en Argentine a rempli la même fonction historique que l'émigration allemande dans la grande Confédération du nord ; elle a participé directement au grand mouvement de formation de notre nationalité dans ses phases multiples, soit au point de vue démographique, en contribuant à la diffusion du sang latin, soit au point de vue économique et social, en employant ces nouvelles énergies dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie.

Une question restait encore à résoudre : la réforme des anciennes lois sur la distribution des terres ; car la colonisation ne pouvait se réaliser qu'à condition d'octroyer des garanties aux agriculteurs venus de tous les points de l'Europe, dans l'espoir de faire fortune.

L'Etat possédait de grandes étendues de terrains qu'il aurait voulu livrer à l'agriculture, mais l'absence des voies de communication rendait ces projets partiellement

irréalisables. Il fallait donc entreprendre l'œuvre de la colonisation en même temps que l'œuvre des moyens de communication.

Dans le domaine des voies de communication, il faut rendre hommage au général Urquiza, qui sut relier entre eux, par des chemins de fer, les grands centres populeux aux milieux urbains. Nous devons citer ici un décret qui rappelle les idées de l'époque et la bonne foi des hommes d'Etat.

L'attention du gouvernement fut surtout préoccupé par la construction du chemin de fer entre les villes de Rosario et de Cordoba, afin de développer les colonies agricoles situées sur son parcours. Cette ligne fut entreprise au mois de septembre 1854, sur la base d'un rapport présenté à la Chambre par l'ingénieur Allan Campbell.

Dans le décret d'approbation de cette construction, le gouvernement s'exprime ainsi : « Il est de notre premier devoir de doter la Confédération de voies de communication afin d'activer et d'encourager le commerce entre les divers centres urbains des provinces et pour donner plus de valeur à la production, comme aussi pour développer la population du territoire. »

M. Joseph de Bueschental fut chargé de traiter avec des compagnies européennes pour la construction de cette ligne appelée « Central Argentino ». La Compagnie formée pour cette entreprise pouvait jouir de la possession de cette ligne y compris une demi-lieue de terre de chaque côté de la voie, à la condition de créer des colonies agricoles. L'Etat se chargeait de la construction des gares et des dépôts destinés au commerce extérieur et intérieur. Il dispensait les ouvriers employés à cette entreprise de servir sous les armes, les autorisait à porter les outils défendus aux naturels, et, en cas de guerre civile, l'Etat s'engageait à indemniser la compagnie des dommages causés et des pertes subies par suite de guerre.

Dans le cours de la même année, le Congrès autorisa

le pouvoir exécutif à prolonger cette ligne afin d'atteindre, s'il était possible, les villes chiliennes de Santiago et de Valparaiso.

Telle était la grande œuvre que le gouvernement de la République s'était proposée, mais qui ne put être réalisée qu'en 1863 à cause de l'insuffisance des capitaux et des complications politiques de l'époque.

Bien que ces grandes entreprises ne se soient réalisées que plus tard, on doit néanmoins en attribuer la conception au général Urquiza, à son activité et à son patriotisme.

La révélation de ces grands projets attira l'attention publique et surtout celle des capitalistes anglais qui voyaient dans ces travaux l'occasion de placer leurs fonds à gros intérêts.

Le problème de la colonisation semblait résolu, car en quelques années l'Etat distribua ses terres à des entrepreneurs-capitalistes étrangers qui se chargeaient de les peupler d'immigrants. Telle fut donc l'origine de la colonisation des terres argentines, dont nous nous occuperons dans un autre chapitre, à cause de son importance et du rôle officiel qu'elle a joué dans l'économie du pays.

Le gouvernement fédéral fit donc son possible pour encourager l'immigration et pour donner un plus grand essor au pays. Les gouvernements provinciaux, de leur côté, ne restèrent pas inactifs. Mais le système des contrats, adopté pour attirer l'immigration, ne fut pas très heureux ; il fut souvent une source de différends entre les particuliers et l'Etat, un moyen d'exploitation des arrivants et des entreprises par lesquelles les fonds de l'Etat étaient mis en contribution à pure perte. ⁽¹⁾

Nous avons dit plus haut que le chiffre de l'immigration ne tarda pas à doubler, malgré les difficultés des transports et le fait que la séparation de Buenos-Ayres

⁽¹⁾ J. Alsina O. C. p. 96.

obligeait les bateaux à débarquer dans les ports de Montevideo, d'où le transbordement se faisait au moyen de petits canots amarrés le long de la côte.

Cette situation s'améliora quand les dissensions politiques eurent pris fin et que Buenos-Ayres rentra dans la Confédération Argentine.

Le gouvernement de la Confédération prit soin de rendre effectives les lois sur les répartitions des terres fiscales. Pour éviter le discrédit dans lequel était tombé le système adopté par le gouvernement provisoire et par le président Rivadavia, on décida d'établir un prix de 50 onces d'or, destiné à récompenser le meilleur projet d'une classification convenable et rationnelle des terres publiques.

Tous ces projets d'organisation interne étaient accompagnés d'une active propagande à l'étranger. Un ouvrage publié à Paris par le Dr Martin Musy, en 1864, contribua à faire connaître, dans le Vieux monde, le trésor des richesses agricoles et industrielles que possédait l'Argentine. Cette réclame rendit de très grands services au pays et fut un moyen efficace pour activer l'immigration. La publication de ce livre fut patronnée par le Président de la République, Don Juste Jose de Urquiza.

Un autre livre, destiné à éclairer l'opinion publique sur les avantages de l'immigration pour le développement des industries nationales et surtout de l'agriculture, fut celui du Dr Brougues, intitulé : « Extinction del paupérisme agrícola pomedie de la colonisation de la Provincia de la Plata ».

Buenos-Ayres était déjà connu bien avant ces publications, par les exportations qu'il faisait de son bétail et des autres articles en dérivant. Cette ville avait été en effet le centre de la première immigration, bien avant que le reste du pays se fut signalé dans le commerce mondial.

Les mesures prises par le gouvernement avaient été surtout d'ordre pratique, car elles tendaient à la suppres-

sion des passeports que la politique antérieure exigeait des immigrants. C'est à partir de 1857 qu'un système vraiment pratique fut adopté. Il avait déjà été préconisé dans les constitutions précédentes et dans les lois particulières.

En 1854, une loi fut édictée prévoyant la nomination d'une commission de quinze membres pour la surveillance de l'émigration. C'était le premier pas vers la nouvelle organisation tutélaire de l'immigrant.

Cette commission jouissait de certains privilèges et d'une certaine autonomie dans la gestion de ses affaires internes. L'opinion publique l'avait accueillie avec enthousiasme et lui avait prêté son appui, car elle la considérait comme d'intérêt général.

La plus éloquente manifestation des particuliers pour la participation à l'œuvre de l'Etat fut la demande des propriétaires de la ville de Buenos-Ayres. Cette initiative populaire donna naissance à une institution dénommée « Association philanthropique d'immigration sous la protection du Haut Gouvernement de l'Etat de Buenos-Ayres ». ⁽¹⁾

Cette association commença à fonctionner dès 1857. Elle disposait des fonds que lui remettait le gouvernement et du produit des cotisations des particuliers. Au début, l'encaisse ne dépassait pas 5000 piastres.

La même année, les Chambres votèrent un subside de 200.000 piastres, pour consolider le budget de cette association. En 1858, la Municipalité de Buenos-Ayres s'inscrivait pour une somme de 66.500 piastres.

Malgré ce maigre budget, la commission réussit à faire face aux frais d'un asile d'immigrants et elle put procurer aux arrivants les objets de première nécessité.

⁽¹⁾ Cfr. Alsina. *L'immigr. europ. en Républ. Arg.* la liste des personnalités ayant fait partie de l'Association philanthropique, depuis sa création jusqu'en 1869, page 43 s.

Les statistiques officielles dressées depuis 1857, nous fournissent les indications suivantes concernant le nombre d'immigrants débarqués dans le port de Buenos-Ayres, depuis cette date jusqu'en 1869. ⁽¹⁾

Années	Nombre d'immigrants débarqués au port de Buenos-Ayres	Nombre d'immigrants assistés par la Commission
1857	4952	207
1858	4658	224
1859	4738	37
1860	5656	143
1861	6302	599
1862	6726	437
1863	10408	545
1864	11862	440
1865	11767	1679
1866	13696	1678
1867	17046	2832
1868	29234	5005
1869	28958	1786

La Commission joignit la propagande au fait ; elle fit publier à l'étranger des livres de propagande sur les avantages que l'Etat offrait aux immigrants, en ajoutant de brèves descriptions sur la géographie du pays, sur sa production, la facilité d'acquérir de la terre, sur les nouvelles lois de colonisation, sur les salaires courants et tous autres renseignements jugés utiles à l'immigrant. D'autres manuels donnaient, en plusieurs langues, des descriptions diverses et révélaient la situation des étrangers au point de vue financier, en mentionnant le montant de leurs dépôts dans les banques et les opérations auxquelles ils s'étaient livrés. De cette façon, les nouveaux arrivants pouvaient se faire une idée exacte du pays dans lequel ils débarquaient.

(1) Cfr. *Bollettine Minist. affari esteri*, Roma 1893, pages 9 et 10.

D'après les rapports de cette commission, l'immigration italienne venait en tête de toutes les autres nationalités ; cela prouve l'importance de son action dans les branches de l'activité productrice du pays et les avantages qu'elle en retirait la première.

Voici maintenant d'après le rapport que le chargé d'affaires britannique à Buenos-Ayres, M. Francis Clare Ford fit à son gouvernement, les sommes placées dans les banques de l'Etat. Sur 100 épargnants ou déposants, on comptait 13 basques français ou espagnols, 30 italiens, 4 anglais, 9 français, 4 allemands, 13 espagnols, 18 argentins et 9 d'autres nationalités. Les dépôts s'élevaient à :

Basques	9 millions
Italiens	20 »
Anglais	14 »
Français	8 »
Allemands	6 »
Espagnols	10 »
Argentins	27 »
Autres nation.	6 »

Total Fr. 100 millions

* * *

De tous les pays de l'Amérique du sud, ce fut l'Argentine que l'immigration spontanée italienne choisit de préférence, sans que le gouvernement argentin ait employé aucune des méthodes artificielles utilisées dans les autres Républiques voisines, comme le Brésil, le Chili et le Pérou. En effet, le courant sans cesse grandissant de l'immigration, jusqu'en 1890, devint de plus en plus spontané et les pouvoirs publics ne furent pas obligés de faire de grandes dépenses pour assurer le libre passage aux travailleurs qui venaient en Argentine.

L'opportunité des nouvelles réformes attira une grande masse d'agriculteurs des contrées de l'Italie où la crise se

faisait le plus sentir. Nous pouvons donc placer l'Italie à la tête des pays colonisateurs des terres argentines, puisque c'est elle qui a fourni le plus fort contingent d'immigration campagnarde. Sans tenir compte d'autres considérations d'ordre social, l'immigration italienne a rendu à l'Argentine les plus grands services au point de vue de l'agriculture, de l'élevage du bétail et du développement de son commerce intérieur.

Une des principales causes du grand succès de cette immigration, fut le bas prix des terres et la réglementation à laquelle étaient soumises les transactions immobilières. Un hectare de bonne terre se vendait fr. 3,—, 2,—, 1,— et même 10 centimes, selon que ces terrains étaient situés à distance ou à proximité des Pampas. Les grands propriétaires affermaient gratuitement leurs terres à celui qui se présentait pour les cultiver. La construction de la première voie de chemin de fer, en 1857, fut aussi très favorable à la colonisation.

Il est important de remarquer la différence entre le mouvement migratoire de cette époque et celui d'aujourd'hui.

Le premier se caractérisait par sa provenance, par son origine. Ces immigrants étaient presque exclusivement originaires des provinces du nord de l'Italie ; ils possédaient un petit pécule qu'ils destinaient à l'achat d'un lopin de terre dans les régions les plus fertiles du littoral de l'Argentine.

Le second mouvement, celui qui se produit de nos jours, est purement et simplement une immigration de bras ; ces immigrés ne possèdent pas les avantages pécuniaires des premiers.

Les peuples de l'Italie méridionale ont des mœurs et des capacités de travail bien inférieures à ceux du nord et du centre. Les Américains qui ont observé cette différence, qualifient aujourd'hui officiellement les méridionaux d'« indésirables », à l'instar des slaves, des hongrois, des

juifs et des karaites russes. Sont par contre « désirables » les italiens du nord, les anglos-saxons, les français, les allemands et les autres peuples du nord de l'Europe. ⁽¹⁾

Pour l'Argentine, l'immigration italienne est toujours désirable, bien qu'il y ait lieu de faire une distinction entre celles du nord et du sud de l'Italie. Les immigrants du sud sont moins aptes au travail et rentrent plus facilement au pays. Etant ainsi immigrants temporaires, ils ne laissent presque aucune trace de leur activité dans le pays qui les a reçus. Malgré sa force numérique, cette immigration du sud n'a pas pour l'Argentine l'importance qu'on a voulu lui attribuer. Bien différents sont les immigrants du nord de l'Italie. Ce sont eux qui ont colonisé la plus grande partie des terres de l'Argentine et c'est à eux que l'agriculture du pays doit son développement. Nombreux sont les italiens du nord qui ont réussi à se faire en Argentine des fortunes enviables soit dans l'agriculture, soit dans différentes industries. ⁽²⁾

Il serait trop long d'énumérer tous les capitalistes italiens qui depuis 1860, se sont succédé sans interruption jusqu'à nos jours. La première émigration étant permanente, elle établissait un rapport de solidarité avec le pays qui la recevait et, après de longs efforts, pouvait se rendre maîtresse d'une situation avantageuse. La facilité d'acquérir la terre retenait l'immigrant et l'obligeait à s'enra-

⁽¹⁾ M. Monnier, dans son ouvrage *Les indésirables*, page 17, écrit ce qui suit au sujet de l'immigration italienne en Angleterre : La misère chasse du pays les jeunes gens désireux de travailler ou de ne rien faire. Ce sont les deux types opposés que l'Italie envoie à travers le monde. Y a-t-il des travailleurs plus acclamés que ces ouvriers piémontais ou sardes, durs à la tâche, sobres, et dont l'éloge n'est plus à faire ?

Etude sur l'émigration italienne. Thèse de doctorat, Paris, page 299, par M. René Leconte.

⁽²⁾ Voir à ce sujet la monographie de Giov. Graziani. *L'Emigraz. ital. nell' Rep. Argent.*, page 67 s.

Idem Einandi. *Un principe mercanté*, etc.

ciner, à s'acclimater pour ainsi dire dans sa nouvelle patrie.

Durant de longues années, l'émigration permanente italienne, dans les pays d'outre-mer, ne dépassait pas le chiffre de 22.000 individus par an, dont les deux tiers se rendaient presque exclusivement dans l'Amérique du Nord et le reste dans la République Argentine. Alors seuls les habitants du nord émigraient pour échapper au service militaire de l'Autriche et ils étaient de beaucoup supérieurs à ceux de nos jours. Vu ces qualités et étant donné le petit nombre de ces immigrants, le gouvernement se vit dans la nécessité d'aviser aux moyens utiles pour l'augmenter. Il voulait aussi attirer les immigrations germanique, anglaise, suisse ou française, réputées les plus favorables aux intérêts de la nation, d'autant plus que ces immigrants apportaient avec leurs bras, une contribution assez considérable en capitaux, qui leur conférait une supériorité immédiate sur les autres immigrants du midi de l'Europe.

A ces fins, on adopta le système mixte qui avait pour but d'attirer l'immigration des gens du nord au moyen de contrats, tout en laissant subsister l'immigration spontanée de l'Espagne et de l'Italie. Deux décrets furent publiés en 1873, instituant des agences d'émigration dans quelques provinces de l'Allemagne, en Suède, en Norvège et dans le nord de l'Angleterre.

Le premier de ces deux décrets disait en substance :
« Considérant que l'immigration italienne en Argentine n'a
« pas besoin d'encouragement, puisque l'importance de son
« contingent prouve suffisamment que ces gens apprécient
« notre pays, il suffit de maintenir une seule agence d'im-
« migration dans ce pays, celle de Florence. Il serait, par
« contre, plus profitable d'en créer de nouvelles dans les
« provinces de l'Alsace-Lorraine, où l'on ignore encore les
« avantages que notre pays peut offrir aux étrangers tra-
« vailleurs et honnêtes ».

Le second décret est conçu à peu près dans les mêmes termes, mais il a pour but de faire apprécier en Europe les avantages multiples que l'Argentine offre aux immigrants de toutes nationalités. Nous le reproduisons ci-après, afin de montrer l'esprit progressiste dont était animé le gouvernement et l'idée qu'on se faisait de l'immigration comme élément de prospérité et de culture matérielle pour les nouvelles industries.

Il disait : « Considérant que le courant d'immigration des nations méridionales a pris un fort développement et s'est établi dans notre pays, il y a lieu maintenant « d'attirer l'immigration du nord par l'intermédiaire d'agents. « Ceux-ci auraient pour mission de répandre les connaissances et de fournir les renseignements nécessaires afin « de faire connaître notre pays sous le rapport de son « climat, de la fertilité de son sol, de la facilité d'acquérir « la propriété sans perdre la nationalité, de la hausse des « salaires et du bon marché de l'existence. Notre pays « étant presque inconnu des travailleurs étrangers, nous « leur rappellerons que les premiers colons débarqués dans « nos ports, après l'émancipation politique, étaient des écossais et qu'ils ont amassé chez nous de grosses fortunes ; « qu'il y en a d'autres encore résidant dans nos colonies et qui se trouvent dans une prospérité aussi réjouissante que celle des premiers colons. Une propagande « dans ce sens, faite avec énergie, s'impose aujourd'hui, « afin de détruire les préjugés répandus contre notre pays « et qui nous privent de cette classe de travailleurs ».

Le gouvernement du général Mitre, instauré en 1861 après la bataille de Pavon, alors que l'union était scellée entre la Province de Buenos-Ayres et la Confédération, fit évoluer l'économie du pays dans une très large mesure. Nous avons déjà vu les bons résultats des mesures prises par l'Etat de Buenos-Ayres au sujet des terres libres mises à la disposition des immigrants sous certaines conditions déterminées. Il continua à favoriser ce dé-

veloppement, car le premier, il comprit les profits que l'on pouvait retirer des terres libres des Pampas.

La vaillante collaboration de la Commission créée en 1861 ⁽¹⁾ lui permit de développer son vaste programme de colonisation dans les contrées désertes du sud de Buenos-Ayres. Son œuvre, comme nous le verrons bientôt, fut dignement continuée par ses successeurs, et notamment par le général Sarmiento ; mais elle ne fut achevée que sous la présidence du Docteur Avellaneda en 1878, par la conquête définitive des terres des Pampas sur les Indiens. ⁽²⁾

Le système artificiel pour favoriser l'immigration restait encore en vigueur. Une loi du 11 octobre 1862, autorisait le pouvoir exécutif à conclure des contrats d'immigration et à concéder gratuitement à chaque famille les terres nationales, par lots de 20 à 25 hectares. La loi fixait la condition qu'une partie du lot au moins devait être cultivée pour mériter la qualité de propriété définitive. Une autre loi supprimait les droits de douane sur les bagages des immigrants, sur les instruments de travail agricole et sur les machines ou autres meubles destinés aux industries, etc. ; cette loi demeura en vigueur jusqu'en 1869.

Cependant, l'augmentation toujours croissante de l'immigration détermina le gouvernement à introduire des modifications dans le règlement de la commission. Cette dernière fut placée désormais sous la dépendance directe du gouvernement qui nommait les fonctionnaires et les agents d'Europe. Cette centralisation opérée, la Commission augmenta ses attributions, tout en demeurant néanmoins sous le contrôle immédiat de l'opinion publique. Ce fut l'origine du « Département national du Travail », fondé en 1872 et qui se maintint jusqu'à nos jours. Le

(1) Louis Guitaine. *La République Argentine*, page 24.

(2) Alsina. Voir page 64.

service administratif de l'immigration restait à la charge du Trésor, sur la base d'un budget annuel ordinaire.

Conjointement à cette commission, il existait dans les capitales de provinces des sous-commissions avec des attributions plus restreintes, travaillant sous la direction du Bureau central du travail. Ces sous-commissions devaient rendre compte annuellement de leur administration locale.

Les fonds que la nation mettait à la disposition de la commission centrale étaient destinés à soutenir l'entretien d'un asile d'immigrants. ⁽¹⁾

La commission centrale fonctionna de 1869 jusqu'au mois de janvier 1874, date à laquelle M. Juan Dillon fut nommé commissaire général, sous la dépendance du Département général de l'immigration.

Le mouvement migratoire, sous la gestion de la commission centrale, fut le suivant :

	1869	1870	1871	1872	1873
Immigr. d'outremer	28958	30898	14621	26208	48382
» par Montevideo	8975	9069	6307	10829	27950
	37934	39967	20928	37037	76332
Italiens	21149	23101	8170	14769	26778
Espagnols	3744	3388	2554	4602	9185
Français	1465	2396	1988	4411	7431
Anglais	892	453	694	968	1588
Suisses	386	429	435	623	1649
Allemands	202	143	155	269	796
Autrichiens	121	67	50	62	187
Belges	43	27	22	38	136
Portugais	—	—	137	151	210
Danois	—	—	22	—	—
Nord-Américains	—	—	14	10	33
Grecs et Turcs	—	—	13	24	97
Suédois	—	—	1	—	—
Autres national.	686	819	366	281	292

⁽¹⁾ Alsina, O. C., voir page 78. *Statistique de la Commission.*

L'agriculture se développait proportionnellement à l'immigration. On sentait l'influence de l'immigration partout où elle se répandait. Le premier système employé avec succès fut celui de la culture extensive de la terre. Les grands propriétaires qui éprouvaient le besoin d'augmenter la production, tendaient à développer de préférence ce système. Pour eux, le problème capital consistait à mettre leurs terrains en valeur.

A notre avis, les dispositions que nous venons de citer furent avantageuses pour l'époque, car la nation avait besoin de distribuer ses forces graduellement et proportionnellement, en empêchant dès le début la concentration préjudiciable à tous égards. C'est ainsi que, malgré une population peu nombreuse, on était arrivé à fonder dans l'intérieur du pays un grand nombre de colonies et de centres d'agriculture qui, dans l'espace de quelques années et grâce à de bonnes récoltes, se peuplèrent d'une façon inattendue.

Mais cette situation prospère des nouvelles colonies ne pouvait être que transitoire, soumise qu'elle était à des influences multiples et contraires.

D'abord, la politique exerça une influence nuisible sur ces faibles éléments en formation. L'immigration italienne, la plus constante et la plus durable par les énergies inhérentes à sa race, devait la première subir ces influences néfastes. Souvent elle a faibli quand des événements politiques sont venus troubler la quiétude de la jeune République. En effet, nous voyons pendant la période de paix de 1857 à 1870, l'immigration italienne progresser constamment. Puis, de 1870 à 1871, la fièvre jaune vint jeter la terreur dans les centres populeux ; le nombre des morts dépassait le chiffre des immigrants des 3 années antérieures. Depuis 1871 et jusqu'à 1874, l'immigration reprend sa marche normale, mais de 1874 à 1877, elle diminue à cause des luttes intérieures, sous la présidence du Dr Avellaneda. Tel fut le mouvement migratoire en général et, en parti-

culier, le mouvement de l'immigration italienne. L'agriculture, florissante jusque-là, végéta par suite de manque de bras et les Italiens prirent la route du Brésil et des Etats-Unis.

Cependant, pour les argentins, l'immigration demeurait encore un problème vital. En la voyant ainsi diminuer, le gouvernement songea à introduire des réformes nouvelles, dont la première fut la loi du 6 octobre réglant l'immigration. Elle est encore en vigueur aujourd'hui.

La direction du service de l'immigration était confiée au Département général de l'immigration, qui fonctionnait sous le contrôle du Ministère de l'Intérieur. Il avait pour mission de recevoir et de placer les immigrants et correspondait tant avec les agents consulaires de l'étranger qu'avec les commissions locales. La réception avait lieu dans des établissements spéciaux, placés directement sous la surveillance du Département de l'immigration. Tout étranger au-dessous de 60 ans, qui arrivait avec sa famille et qui était capable de travailler pouvait y être reçu, nourri et logé pendant cinq jours ou, jusqu'à son rétablissement s'il était malade. Cet entretien gratuit était continué jusqu'à l'arrivée de la colonie, pour tous ceux qui avaient conclu un contrat de travail soit avec le gouvernement, soit avec des particuliers.

A la demande des immigrants, le Département de l'immigration devait servir d'intermédiaire pour leur placement. Une fois placés, ces individus étaient transportés au lieu où ils devaient être occupés et ils recevaient 2,50 francs par jour pour les dix premiers jours de leur arrivée.

Les immigrants jouissaient encore de la franchise douanière pour tous les objets mobiliers et les instruments de travail agricole. Le navire même qui les transportait était exempt de quelques droits ; mais en revanche, le capitaine était frappé de fortes amendes (pouvant s'élever jusqu'à 500 fr.) s'il amenait des immigrants âgés de plus

de 60 ans voyageant seuls, ou des individus idiots, incapables de travailler, atteints de maladie contagieuse ou encore des criminels échappés à la justice de leur pays.

Cette loi admettait encore le principe du passage subsidie, mais on ne le mit en pratique qu'en 1882. On fit cette année-là un premier essai auquel on consacra un montant de 50.000 piastres ; puis, en présence des heureux résultats obtenus, on porta ce crédit à 1.000.000 de fr. Ce système fonctionnait sous la garantie de la Banque Nationale et l'argent était avancé aux colons jusqu'à concurrence de fr. 150 par individu, montant qui devait être remboursé dans l'espace de deux ans et demi. ⁽¹⁾

Le système du contrat fut de nouveau adopté. Il donna d'heureux résultats, surtout pour l'immigration italienne. Les agents d'immigration se chargeaient d'enrôler, dans les provinces du nord de l'Italie, pour le compte du gouvernement argentin, bon nombre d'agriculteurs et d'ouvriers, en leur assurant la traversée gratuite et l'incorporation immédiate dans les colonies de leur choix. ⁽²⁾

La nécessité de posséder un noyau de forces disciplinées, sur lesquelles on pouvait compter pour repousser l'invasion des Indiens qui faisaient des irruptions continues dans le pays, obligea le gouvernement à recruter des troupes parmi les mécontents qui quittaient l'Italie, car il était impossible de trouver des disciplinés parmi les éléments indigènes. ⁽³⁾

Les agents des colonies militaires conclurent avec le gouvernement argentin plusieurs contrats, aux termes desquels ils s'obligeaient à envoyer un certain nombre de soldats, moyennant rétribution et paiement des frais de

⁽¹⁾ Chaudeze. *L'émigration et l'immigration au XIX^e siècle*, 1898, page 236.

⁽²⁾ Florenzano. *De l'emigrazione in America*, page 173.

⁽³⁾ Astengo. Console générale à Buenos-Ayres. *L'emigrazione italiana nell'Argentina*. Rapporta in Bollet, consolare 1868-75.

voyage. Ces soldats étaient surtout fournis par l'Italie, attirés qu'ils étaient par la perspective de folles aventures.

D'après Di Conventino, l'émigration italienne annuelle, provoquée artificiellement, se montait dans les années 1874 à 1876, à près de 45.000 individus, sans tenir compte de l'émigration clandestine. ⁽¹⁾ La protection spéciale que le gouvernement argentin avait accordée à l'immigration italienne, ne fut que de courte durée car, quand l'ordre et la tranquillité politiques furent rétablis en Argentine, cette immigration continua d'elle-même ; elle se dirigea vers les régions de la Plata, l'Argentine étant son pays de prédilection. D'autre part, les conditions économiques de l'Italie n'avaient pas beaucoup changé et les agriculteurs, comme les mécontents des villes, préféraient abandonner leur misère pour devenir propriétaires en Argentine.

L'immigrant italien fut, sans conteste, un élément précieux pour le développement économique et social de la République Argentine, en favorisant spécialement le progrès du commerce et la production agricole. La Ligurie envoyait presque exclusivement des marchands et des agriculteurs très habiles ; le Piémont et la Lombardie fournissaient des agriculteurs, des mineurs et des ouvriers de toutes professions et l'Italie méridionale, des artistes, des peintres, des musiciens, des docteurs, des professeurs et des ouvriers. ⁽²⁾

Tous ces gens qui végétaient en Italie, comme des non-valeurs, dans la gêne et la misère, étaient considérés tout autrement par les hommes d'Etat américains. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, un immigrant était ainsi évalué : ⁽³⁾

⁽¹⁾ Cfr. Di Conventino. *Delle perdite morali e materiali dell' emigrazione nazionale artific.* 1874, page 22.

⁽²⁾ Corte. *L'emigrazione italiana al Rio de la Plata.* Bollett. consolare Die 1905, vol. XI, fol. 12, page 346.

⁽³⁾ Petich. *Rapporto Consolare* in *Bollettino consolare*, décembre 1874, vol. X, fasc. 12, page 601.

Comme capital accumulé,	fr. 5000
» capital introduit au pays,	» 50
» rente annuelle,	» 60
» salaire minimum,	» 1000

Par conséquent 100.000 immigrants représentent pour les pays neufs d'Amérique :

Comme capitaux accumulés,	fr. 500.000.000
» introduits,	» 5.000.000
» rente annuelle,	» 6.000.000
» salaires gagnés,	» 100.000.000
Total fr. 611.000.000	

Ainsi donc, d'après Petich, l'entrée en Argentine de 100.000 immigrants italiens correspondrait à une valeur approximative de 611 millions de francs. Ce chiffre s'entend sans tenir compte du côté passif, c'est-à-dire des frais de consommation, d'installation, de transport et du service d'immigration, supportés par l'Etat. Il arrive que souvent le passif de l'immigration dépasse l'actif, surtout dans les années de crise, de mauvaises récoltes et alors ces 100.000 immigrants, par l'expatriation de leurs salaires, représentent une perte sensible et irréversible pour les intérêts du pays.

La plupart du temps l'immigration italienne n'introduisit en Argentine que des travailleurs robustes, il est vrai, mais dépourvus de toutes ressources intellectuelles et économiques. Nous devons signaler ce fait afin de pouvoir expliquer ultérieurement son influence dans la vie économique et sociale de l'Argentine. Il nous fournit en tout cas la raison pour laquelle l'immigration italienne manque d'esprit de collectivité et d'organisation et ne jouit que d'une importance secondaire vis-à-vis des capitaux anglais, possédés par les immigrants d'autres nationalités.

L'on ne peut mettre en doute, qu'à ressources éga-

les, les italiens, aussi bien que les allemands et les anglais, des Etats-Unis, eussent pu réussir à monopoliser les deux grandes industries de l'Argentine. Grâce à ces ressources, les immigrants du nord de l'Europe ont accumulé plus facilement de grands capitaux. En effet, c'est en peu de temps que la colonie suisse de Santa Fe et l'immigration allemande et française, sont devenues propriétaires de grands terrains et ont réussi à créer pour leur propre compte des rapports avec les marchés de l'étranger, cela pour leur plus grand profit.

Les immigrants italiens, au contraire, la plupart illettrés et dénués de ressources économiques, ont rencontré de grandes difficultés pour parvenir à une position avantageuse. ⁽¹⁾ Souvent ils ne trouvèrent pas les sommes nécessaires à l'acquisition des instruments de travail, à la construction d'une maison de campagne et à l'achat des semences. Cette misérable situation leur fut néfaste, car les propriétaires de colonies ne leur accordaient aucun crédit et les propriétaires eux-mêmes, par suite des mauvaises récoltes assez fréquentes à ce moment, ne leur consentaient plus d'avances, dans la crainte de n'être jamais remboursés. ⁽²⁾

Ces caractères de l'immigration italienne comparée à celle des autres pays, peuvent donc nous expliquer l'obscur situation qui était faite aux immigrants dans les terres américaines.

Bien différente était l'immigration britannique. Elle disposait de capitaux suffisants pour lui permettre de détenir le monopole de certaines industries nouvelles en Argentine, telles les chemins de fer et le télégraphe. ⁽³⁾ Les

⁽¹⁾ D'un recensement fait en 1879, il résulte que sur 56016 italiens débarqués en Argentine, 26265 sont illettrés.

⁽²⁾ Petich. Rapport cité, page 598.

⁽³⁾ Mac Donald, chargé d'Affaires britannique à Buenos-Ayres. Rapport de 1873. Verasis Asinari. Ceuni sulle ferrovie, poste e telegrafi della Rep. Argent. bollett. consol. juillet et août 1877, vol. XIII page 90.

immigrants belges et allemands s'adonnèrent à l'exploitation des mines et des matières organiques.

L'immigrant italien ne disposant que de ses bras, sans posséder l'or de l'anglais et sans instrument de travail, ne pouvait se livrer qu'à l'agriculture dans les vastes plaines de l'Amérique du sud. Mais sa constance dans ses efforts, son courage et sa foi dans le résultat final, lui faisaient affronter tous les sacrifices et subir toutes les fatigues ; le plus pénible à supporter, c'était la dette coloniale qui pesait sur lui. Néanmoins la fonction historique du peuple italien en Argentine est intimement liée au triomphe de l'effort civilisateur du travail humain dans les déserts incultes de ce pays. C'est pourquoi nous pouvons sans crainte placer l'immigration italienne parmi les éléments qui ont contribué le plus à réaliser notre avenir de grande nation.

Il est vrai que les anglo-saxons avaient en leur faveur des lois protectrices et la sympathie de la population. Ils étaient utiles pour le pays, en raison de leurs capitaux et du caractère permanent de leur immigration. A un moment où la sollicitude des hommes d'Etat était toute absorbée par le problème démographique de la population, les italiens conservaient leur habitude de retourner dans leurs foyers, après une période de travail.

L'Argentine avait donc besoin des premiers pour le peuplement et la culture des terres, mais elle redoutait les seconds qui quittaient le pays sans y laisser trace de leur séjour et de leur influence. On ne pouvait certes pas voir avec indifférence cette nouvelle immigration qui ne venait en Argentine que pour amasser des épargnes destinées à son pays d'origine.

Ces raisons expliquent la méfiance dont on entourait l'Italien et le discrédit dans lequel était tombée cette immigration.

D'autre part, par son caractère transitoire, cette immigration ne pouvait avoir aucune importance pour les inté-

rêts de la mère patrie, si ce n'est celle d'apporter la prospérité aux banques en augmentant leur numéraire.

En résumé, les résultats furent minimes, si on les compare aux services qu'une émigration mieux organisée ayant un but déterminé, aurait pu rendre au commerce italien.

On avait accusé le gouvernement de n'avoir pas su tirer profit de cet élément d'importance économique et de n'avoir pas adopté, dès le début, une politique bien définie. Ces reproches eussent été justifiés, si le vice avait été la cause exclusive du défaut de politique gouvernementale, mais en réalité le mal venait précisément des théoriciens qui, par tous les moyens, détournèrent l'immigration de son but. Comme preuve, nous constatons aujourd'hui, malgré l'élaboration de lois de tutelle et le perfectionnement du service d'immigration, que les choses n'ont pas changé : l'immigration suit la même pente, sans résultats durables.

Il aurait fallu considérer le phénomène migratoire, non dans ses conséquences immédiates, comme simple facteur économique, mais bien plutôt dans ses conséquences médiate, c'est-à-dire au point de vue de l'influence morale que les grandes nations, conscientes de leur mission, cherchent à implanter dans leurs nouvelles colonies, ce que n'a pas fait l'Italie dans l'espace d'un demi-siècle.

L'immigration italienne a pourtant ses grandes qualités ; elle dépasse même celles des autres nationalités, par sa ténacité au travail et les sacrifices qu'elle est capable de supporter. Ses défauts, que nous venons d'énumérer, contrastent avec la fécondité de son travail.

A ce sujet, il serait intéressant de citer le rapport de M. Mac Donald, chargé d'Affaires britannique à Buenos-Ayres, en date de 1873. « L'analphabétisme, dans l'immigration italienne, se maintient toujours au même niveau « malgré les centres de culture. L'italien ne sait pas pro-

« fiter des moyens d'instruction mis à sa disposition, comme
« l'anglais et l'allemand. Cela s'explique aisément par le
« fait que l'italien s'applique plutôt à l'amélioration de
« sa condition économique, qu'au développement de sa cul-
« ture sociale et intellectuelle. La fièvre d'accumuler de
« l'argent pour retourner dans sa patrie lui fait refuser
« toute occupation qui ne lui rend pas un profit immé-
« diat. »

C'est ainsi que selon les calculs dressés par ce diplo-
mate, des 150.000 italiens arrivés à Buenos-Ayres de 1862
à 1873, un tiers retourna en Italie dans cette même décade.

Nombreux sont les italiens qui, à force de travail et
de sobriété sont parvenus à se créer de belles fortunes
dans les branches agricole ou commerciale.

Ce que nous venons de dire est entièrement confirmé
par Sir Wiken, dans son rapport de 1872. Voici comment
il juge la première immigration italienne dans le Rio de la
Plata. « Il n'y a pas un seul colon qui dépasse, ou tout
« au moins égale l'italien, au point de vue de ses aptitudes
« à faire produire la terre. Rarement il s'attardera à em-
« bellir sa propriété ou à s'accorder quelques commodités.
« Il est d'une sobriété exemplaire et il ne s'occupe que de
« se faire des épargnes.

« Parvenu à la fortune, il ne change pas sa situa-
« tion; il continue à habiter son ancienne demeure, se
« nourrit des mêmes denrées et porte les mêmes vêtements
« qu'il revêtait, alors qu'il gagnait à peine pour sa subsistance.
« Ce sont là les traits caractéristiques du colon italien,
« sans toutefois prétendre qu'il n'y ait pas d'exceptions à
« cette généralité. Certains italiens surpassent les suisses
« et les français. L'immigration italienne est tombée dans
« le discrédit, mais c'est là une exagération traditionnelle.
« En effet, il ne faut pas confondre le colon italien de la Lom-
« bardie et du Piémont, avec les immigrants qui parcourent
« les rues des grandes villes comme marchands ambulants.
« Le colon italien, agriculteur, n'a rien de commun avec

« ces colporteurs ; avec ces derniers, le pays ne progresse, « ni ne prospère. ⁽¹⁾

C'est précisément par cette immigration que le pays (Argentine) a pu réaliser ses grands projets de culture et de colonisation agricole. Pour se convaincre du progrès qu'à fait l'immigration italienne depuis ce temps-là jusqu'à nos jours, il suffit de lire le magnifique ouvrage « *Gli italiani in Argentina* », publié en 1898, par la Chambre de commerce italienne à Buenos-Ayres et le livre si suggestif de Einaudi « *Un principe mercante* », ouvrages qui mettent en relief l'effort italien. Il est remarquable, comme dit M. Colasani de suivre le développement intense dont est capable la race latine déplacée de son « *focular* » ⁽²⁾.

A l'époque qui nous occupe, l'émigration du salarié prédominait dans toutes les provinces de l'Italie. La plupart de ces ouvriers, spécialement ceux qui ne disposaient pas d'un petit capital, se vouaient à l'agriculture ; les autres entraient en condition chez les industriels ; c'est ce qui explique la présence d'ouvriers italiens dans tous les travaux publics et dans les métiers de toute nature.

Il est une troisième espèce d'immigration, spéciale à notre pays : c'est l'immigration industrielle. ⁽³⁾ Elle se dessina à l'époque de la restauration économique, de 1878 à 1890. Ce fut le moment de la grande production agricole en Argentine. Cette immigration et cette production se développèrent parallèlement, car la prospérité de la première influa naturellement sur celle de la seconde. De grands propriétaires, disposant de capitaux importants, ont suivi l'exemple des capitalistes anglais, en entrant comme actionnaires dans des entreprises industrielles et

⁽¹⁾ Wiken, Informe sobre las Colonias. 1872.

⁽²⁾ Colasani, *Razze inferiori e razze superiori (Latini anglo-saxoni)* 2^e édition 1906.

⁽³⁾ Palumbo. Rapporto sul distretto consolare de Ros de Santa Fee. Bollettino consolare novembre et décembre 1886, vol. XXII fasc. 11-12 page 722.

commerciales : telle fut l'origine du crédit italien dans les banques de l'Etat, jusqu'à nos jours.

L'essor donné à l'agriculture attira une forte immigration des campagnes de l'Italie. Ce flot se déversa dans les colonies de l'intérieur et, malgré les troubles et les luttes sanglantes entre unitaires et fédéraux, l'immigration fut le triple et même le quadruple de ce qu'elle était en 1876.

Nous donnons dans le tableau suivant les chiffres de l'immigration italienne et ceux de l'immigration totale, pour les deux années 1876 à 1880, renseignements que nous tirons des statistiques du Département de l'Immigration de Buenos-Ayres. *

Années	Immigration italienne				Total	Total des autres nations	Total général de l'immigr.
	Hommes		Femmes				
	Enfants	Hommes	Filles	Femmes			
1876	887	3976	669	1421	6950	7582	30695
1877	906	4508	625	1527	7556	7119	36325
1878	1745	7898	1244	2632	13529	10110	42228
1879	2856	13122	1954	4842	22744	9943	55155
1880	2274	10446	1661	4035	18416	7223	44165

Nous voyons donc qu'en cinq ans, l'immigration italienne a triplé ; elle était de 6.950 en 1876 et de 18.416 en 1880. Cette augmentation est due, en bonne partie, à l'activité du Bureau du travail et du Département de l'immigration, établis à Buenos-Ayres en 1876 et qui pratiquèrent le système des contrats. Beaucoup cependant aboutirent à des succès complets. Les sommes que le gouvernement avait votées depuis 1886, pour faire face aux dépenses des bureaux d'émigration établis dans les diverses villes de l'Europe, s'élevaient à fr. 20.000.000. Une partie de cette somme servit aussi au paiement des passages subsidiés, mais non à couvrir les frais de l'asile des immigrants de Buenos-Ayres. On espérait attirer en Argentine tous les individus que la crise européenne de cette époque ne manquerait pas de faire émigrer.

En France, l'engouement pour l'Argentine fut si grand qu'il provoqua une interpellation adressée au gouvernement, au sujet du peu de contrôle exercé sur les agences d'émigration. Ensuite de cette interpellation, les préfets furent chargés de la surveillance des contrats d'émigration. On arriva à la conviction que beaucoup d'engagés étaient incapables de remplir les conditions exigées ; la qualité des nouveaux venus était inférieure et les rapatriements furent nombreux. Le gouvernement argentin dut bientôt renoncer à ce système.

Il n'en fut pas ainsi de l'immigration italienne : elle prit, dès lors, une extension toujours croissante. Les immigrants entrés dans les deux décades de 1860 à 1880, furent assez nombreux pour créer un système ; en raison sans doute de leur supériorité dans l'élément agricole, ils eurent la meilleure part dans l'œuvre de la colonisation qui se réalisa normalement depuis 1880.

En 1881, selon les indications de l'Office des Terres et des Colonies, les colonies nationales établies sur le territoire argentin, étaient au nombre de 8, soit 3 dans le Chaco, 2 en Entre Rios, 2 à Cordoba et une en Patagonie.

Cette population comptait 9000 habitants, dont les $\frac{3}{4}$ étaient italiens. La valeur des terres cultivées dépassait 700.000 écus ⁽¹⁾.

Nous lisons dans un rapport établi par Samuel Navarro, commissaire du gouvernement argentin, que le nombre des immigrants italiens descendus au port de Buenos-Ayres, était de 20.506 (ou de 21.783 selon les consuls italiens), sur un total de 32.817 immigrants. Les $\frac{2}{3}$ sont donc de nationalité italienne. En tenant compte des départs, il résulte que le chiffre réel est de 14.862. Ce même document officiel nous

⁽¹⁾ Cova. *Immigrazione e commercio nella Republ. del Plata nell'anno 1881*. Bollett. consol. septembre 1882, vol. XVIII, fasc. 2, page 527.

montre la situation avantageuse que les immigrants italiens avaient déjà conquise en Argentine. Cette immigration joue pour le moment, en Argentine, le même rôle historique que l'immigration allemande aux Etats-Unis. Elle est non seulement la plus nombreuse numériquement, mais la plus importante dans toutes les branches de l'industrie comme dans le commerce. Parvenue à un puissant développement, elle est aujourd'hui maîtresse de la production agricole ; elle possède le plus d'immeubles, tant à la campagne qu'en ville, proportionnellement aux autres immigrants. Les services de cabotage sont aussi aux mains d'italiens.

Son organisation est bien consolidée : les fortes réserves placées dans les banques nationales et italiennées, dans les associations de secours mutuels, dans quelques œuvres philanthropiques (au nombre de 17), qui subventionnent concurremment avec le gouvernement italien, plusieurs écoles dans les villes et dans la campagne, en sont la meilleure preuve. ⁽¹⁾

Un recensement fait en 1881, accusait un chiffre de 254.388 italiens établis en Argentine. Depuis cette date, les entrées ont été les suivantes :

1882,	immigrants italiens	28.387
1883,	»	37.043
1884,	»	31.981
1885,	»	63.501

En tenant compte des décès, calculés à raison de 27 pour mille, et des rapatriements d'un tiers du total, on arrive, à la fin de 1886, à un chiffre de 336.174 italiens établis, sans compter les 2000 environ, arrivant chaque année par la voie de Montevideo.

Une loi de 1883, complétant celle de l'année précédente, autorisa le pouvoir exécutif à consacrer 6000 écus au paiement des frais de passage d'immigrants. Grâce à cette mesure, l'immigration monta cette année à 63.244,

(1) Item, Bollett. consol. fév. 1883, vol. XIX fasc. 2, page 243.

dont le 81 % d'italiens. L'Etat vendit ses meilleures terres au prix dérisoire de 10 cent. l'hectare, payable après dix ans sans intérêts. Conformément à la loi de 1882, l'Etat pouvait vendre chaque année 1000 lieues carrées de terrain à cultiver. La perspective d'un bénéfice attira les spéculateurs qui espéraient renouveler le système détestable des latifundia.

Mais la facilité d'acquérir de la terre groupait de nouveaux colons dans les nouveaux centres de culture ; un grand nombre achetèrent des propriétés, d'autres louèrent des lots de terre en attendant l'occasion ou la bonne fortune de devenir propriétaires.

Une fièvre de développement se manifesta partout ; la demande de bras augmenta dans l'industrie et l'agriculture qui depuis quelques années avaient doublé leur production. La hausse des salaires fut une conséquence de ce nouvel essor, à une époque surtout où la population ouvrière suffisait à peine aux travaux des récoltes des années précédentes. Vers novembre et décembre, lorsque la demande de travail était très forte, les salaires s'élevaient jusqu'à 10 et 15 francs par jour pour les hommes et à 5 et 8 fr. pour les enfants et les femmes.

Cette hausse des salaires fut une véritable réclame qui fascina les campagnards italiens. Cette situation devenue normale aujourd'hui, grâce à l'arrivée, au moment des récoltes, d'une armée de travailleurs, constitue ce qu'on appelle aujourd'hui, l'immigration « golondrine ».

La moyenne des salaires était en 1882-83 la suivante :

Dans un établissement d'élevage, le petit chef de division recevait un salaire mensuel variant entre 16 et 20 écus (50 à 100 fr.), nourriture et logement compris. Quant au petit ouvrier il ne touchait que 10 à 18 écus, soit 35 à 60 fr.

Dans les villes, les salaires mensuels étaient de :

50 à 100 fr. pour un cuisinier ;

60 à 100 fr. pour un domestique ;

25 à 50 fr. pour les autres services inférieurs ;
300 à 400 fr. pour un mécanicien ; et par jour :
15 à 20 fr. pour un maçon ;
10 à 12 fr. pour un charpentier ⁽¹⁾.

L'ouvrier vivait modestement et bon marché ; il trouvait facilement pension et logis pour fr. 2,50 par jour.

Avec ces salaires, il était donc aisé à un ouvrier travailleur de faire des économies et de devenir petit propriétaire terrien. Plus tard, ces propriétés sont devenues la source de grosses spéculations, notamment à Buenos-Ayres, où elles s'achetaient en 1902, à un prix trois fois supérieur à celui payé en 1882.

C'est avec raison que Maluate écrivait en 1886 : « Notre colonie de Buenos-Ayres est la plus riche du monde. Elle possède des immeubles pour une valeur de 165.156.115 liras, et des dépôts dans les banques pour 43.240.636 liras, avec un compte-courant de 3.600.000 liras. Avec la Banque d'Italie et du Rio de la Plata, elle a un mouvement de fonds de 11 millions et elle possède un dépôt de 4.675.000 liras ».

Cette époque de prospérité passagère fut suivie de la crise de 1890 dont nous nous occuperons dans le chapitre suivant.

Le gouvernement avait été trop confiant dans les richesses inépuisables du sol. En faisant abus du crédit étranger, la balance devait être nécessairement déficitaire à une époque où la production agricole et le commerce n'étaient encore qu'à leurs débuts. De grands projets furent réalisés avec l'argent anglais, mais ils ont outrepassé les ressources économiques de l'Argentine. Grâce à ce crédit, l'Etat s'est doté d'œuvres durables et nécessaires, telles que plusieurs lignes de chemins de fer, les ports de Ensenada et Buenos-Ayres, la colonisation des immenses territoires de la Pampa et la fondation de la ville de la Plata ;

(1) Franceschini *L'émigrazione ital. nell'America del sud*, page 255.

mais ce crédit fut inoportun. Dans ces conditions, l'erreur est bien excusable, car elle est née de l'enthousiasme qu'inspirait la prospérité nationale. ⁽¹⁾

En résumant l'activité économique de cette troisième période, nous pouvons pour plusieurs raisons, l'appeler dans sa lente évolution une époque de véritables efforts, qui préparèrent à l'Argentine le sort que la Providence lui avait réservé. Nous pouvons certes, regretter quelques insuccès, conséquence fatale de certains égoïsmes qui malheureusement ont prédominé; mais hâtons-nous de le dire, dans l'ensemble, l'héritage que nous ont transmis les hommes d'Etat du passé commande notre gratitude et notre reconnaissance.

IMMIGRATION ITALIENNE EN ARGENTINE 1857-1890

Années	Immigrants	Années	Immigrants	Années	Immigrants
1857	3020	1869	21419	1880	18412
1858	2976	1870	23101	1881	20506
1859	3009	1871	8770	1882	29587
1860	3349	1872	14769	1883	37043
1861	4807	1873	26806	1884	31987
1862	4902	1874	23904	1885	63501
1863	7836	1875	9136	1886	43328
1864	8422	1876	6950	1887	67139
1865	7697	1877	7556	1888	75029
1866	9162	1878	13514	1889	88647
1867	7221	1879	27774	1890	39122
1868	18937				

⁽¹⁾ Colombo. *La Repubblica Argentina nelle sue fasi storiche*, Hoepli Milano 1902.

CHAPITRE IV

L'Immigration italienne en Argentine.

TROISIÈME PÉRIODE 1890-1913

La crise financière de 1890. — Les causes qui l'ont produite. — Arrêt partiel de l'immigration italienne. — Période de reconstitution agraire et économique. — Développement de l'immigration temporaire. — La loi du travail du 6 mai 1904 ; le conflit sanitaire de 1911. — Tableau synoptique de l'immigration italienne en Argentine 1857-1912.

L'immigration italienne était parvenue en 1889 à son maximum d'intensité, avec un chiffre de 88.649 individus, pour redescendre rapidement l'année suivante, à 15.511, par suite d'une crise générale, la plus désastreuse qu'ait enregistrée notre histoire dans l'espace d'un demi-siècle.

Cette crise, bien que laissant des conséquences durables, ne sévit que pendant les années 1890, 1891 et 1892. ⁽¹⁾

Il nous semble nécessaire de mettre rapidement en relief les causes qui, directement ou indirectement, ont contribué à produire ce phénomène, pour nous expliquer ensuite logiquement, le brusque changement qui s'est produit dans l'immigration de 1890 jusqu'à nos jours.

Deux causes principales l'ont provoqué : le surcroît de dettes que l'Etat avait contractées à l'étranger et l'excès d'émission de monnaie fiduciaire.

⁽¹⁾ Coletti. *Condizioni generali della Rep. Argentina in rapporto à l'immigrazione italiana*. Nov. 1908 dans *Emigrazione et colonie*.

Les dettes que l'Etat avait contractées à l'étranger n'étaient pas en rapport avec la puissance économique du pays.

La trop grande circulation de monnaie fiduciaire était due à une émission anormale, garantie par une encaisse métallique tout à fait insuffisante. L'agio sur l'or, qui en fut une conséquence fatale, atteignit le 45 % du papier. ⁽¹⁾

Une autre cause fut celle des fausses opérations de banque, dans les questions de crédit, opérations qui avaient pour but de protéger les spéculations des particuliers dans les achats de terres ou dans le placement d'actions industrielles. En outre, les jeux de bourse immobilisaient toutes les branches de l'activité commerciale. Il est heureux que malgré les nombreuses pertes que subirent les établissements financiers et commerciaux, deux banques seulement firent faillite. ⁽²⁾

Le premier signe de la crise fut donné par les banques d'émission, qui se déclarèrent incapables d'effectuer le remboursement en espèces des titres au porteur ou des billets de banque. « Dans cette année, écrit M. Einaudi, de grosses fortunes et quantité de petites épargnes furent englouties dans la débâcle. Les plus prudents, ou les plus

(1) Le montant des émissions fiduciaires, qui était en 1886 de 80.252.320 piastres, s'éleva en 1888 à 147.503.900,— pour atteindre, 2 ans après, 196.832.590 piastres. (Cfr article de G. Lafond « l'évolution économique de la Rép. Arg. » dans l'Economiste français de 1910).

(2) Juarez Celmann et ses conseils ne cherchaient qu'un but ; éviter la chute de la banque nationale et des autres établissements financiers de provinces, qui servaient de trésorerie au gouvernement. C'est dans cet ordre d'idées que fut votée la loi dite des « banques Garanties ». En vertu de cette loi, toute société privée et tout gouvernement provincial ou municipal, pouvait fonder une banque en achetant au gouvernement national des fonds publics, payables en or et au comptant. Le gouvernement conservait en garantie ces fonds publics et les remplaçait par une somme équivalente, en billets inconvertibles, devant servir de capital à la nouvelle banque. En principe, cet or provenant de la vente des fonds publics, aurait dû servir au rachat des dettes antérieures, mais je plus souvent il était employé dans des opérations d'escompte ; souvent même il ne fut jamais versé. Lafond).

heureux, retirèrent lorsqu'ils le pouvaient encore, leurs fonds placés dans les banques pour les faire fructifier ailleurs. Le travail devint de plus en plus rare et les ouvriers européens, effrayés, évitèrent la misère menaçante en allant vers d'autres pays ». ⁽¹⁾

Au mois de juillet éclata la révolution, qui obligea le Président Juarez Celmann à démissionner en faveur du Dr Pellegrini. Les temps étaient difficiles, mais Pellegrini était l'homme que réclamaient les besoins du moment. Il eut la rare franchise de déclarer au pays la mauvaise situation financière dans laquelle il se trouvait, mais, pour sauver le prestige de la République, il parvint à augmenter les charges fiscales, sans mécontenter l'opinion publique.

Son œuvre eût été inefficace sans la confiance générale que le pays mettait en lui. Comme une famille qui sent la ruine prochaine, l'Argentine entière s'employa à mettre ordre à ses affaires. ⁽²⁾

Les grands propriétaires de la campagne (estancieros), virent du jour au lendemain la valeur de leurs terres diminuer du 50 %. Pour éviter une trop grande perte, ils furent contraints de s'infliger de pénibles sacrifices, de réduire leurs frais d'exploitation, et d'épargner même sur le nécessaire. D'un autre côté, les grands commerçants eurent à souffrir de la stagnation des affaires et du manque de crédit.

Pendant les années précitées, le travail manque presque totalement dans les campagnes et même dans les villes. Sans espoir de revoir des temps meilleurs, les travailleurs émigrèrent en masse vers le Brésil et les Etats-Unis, tous deux alors en pleine prospérité.

Mais si la crise fut un désastre pour l'Argentine,

⁽¹⁾ Einaudi. *Un principe mercante studio sulla spausione it.* Torino Bocca 1900, page 32 et suivantes.

⁽²⁾ Coletti. *Emigrazione e colonie.* C. c.

elle fut aussi un avertissement pour l'avenir, car elle équilibra les esprits et les forces. ⁽¹⁾

On était convaincu que désormais la richesse de la nation ne renaîtrait que par un travail intelligent et à force d'épargne. Les spéculations sur la vente des terres publiques cessèrent immédiatement, l'Etat de son côté, se rendit compte de l'erreur commise et adopta une nouvelle politique.

L'agriculture, la première, eut à souffrir des influences désastreuses de la crise, car elle dépendait directement de la main-d'œuvre italienne. Comme nous l'avons dit plus haut, l'immigration fut non seulement suspendue, mais un courant d'émigration se fit sentir. La campagne, jadis si florissante dans ses colonies, restait maintenant improductive, à cause du manque de bras. Beaucoup de colons préféraient réaliser leurs propriétés pour échapper aux nouvelles charges, préférant s'en défaire, plutôt que payer de lourds impôts et subir les effets de la vie chère.

Pendant les deux dernières années de la crise, le nombre des rapatriements dépassa du double les immigrations. Pour la première fois, l'Argentine assista à ce phénomène singulier : l'exode des italiens pour la mère-patrie. Ainsi, pendant l'année 1890, l'immigration fut de 39.122 ; l'émigration de 47.408. En 1891, l'immigration fut

(1) Les historiens des crises économiques et les rédacteurs hâtifs de quelques gazettes, ont tôt fait d'identifier le nom de Juarez Celmann avec la période de débacle et d'anarchie financière qui mit l'Argentine à deux pas de la banqueroute. Son incompétence en la matière, sa trop grande confiance en ses prédécesseurs et en son entourage furent sans doute des causes accidentelles et déterminantes de cette grande crise. Elles ne sont en réalité que l'étincelle qui mit le feu aux poudres, l'éclatement de cet état pathologique malsain dont la cause originelle est toute entière imputable à l'administration de Roca, homme versatile et plein d'enthousiasme et d'initiative jusqu'à la fantaisie, bon général sans doute, mais mauvais administrateur. Chronologiquement, J. Celmann précède la crise la plus grave qu'ait traversée l'Argentine, mais logiquement il en fut irresponsable, car il lui eut été matériellement impossible de l'éviter, eut-il eu le talent nécessaire pour cela. Il ne pou-

de 15.511 ; l'émigration de 51.830. L'émigration dépassait donc de 8.286 en 1890, et de 36.319 en 1891, le chiffre de l'immigration italienne. ⁽¹⁾

Le gouvernement du Dr Pellegrini prit heureusement les mesures opportunes pour éveiller les forces endormies sur lesquelles le pays pouvait compter. Son plan fut de répondre aux nécessités de l'heure présente, en soutenant les deux banques nationales à la veille de la faillite et en assurant sans retard le service de la dette exigible.

Pour atteindre ce but, il fallait trouver de l'argent par voie d'emprunt. C'est alors que fut conclue une des plus importantes opérations de crédit faites dans la République : l'emprunt dit de « Consolidation ».

Cet emprunt fut contracté à Londres, pour un montant de 75.000.000 piastres, au taux de 6 %. Il était garanti par le revenu des douanes.

Le montant des sommes nécessaires au service de l'emprunt pouvait être prélevé mensuellement, sans préjudice des droits des porteurs de titres de l'emprunt de 1885. Le gouvernement prenait en outre l'engagement de ne contracter aucune opération nouvelle de ce genre, et de n'accorder aucune autre garantie pendant un délai de trois ans. Le produit net de l'emprunt devait servir au remboursement de la dette extérieure et au règlement des garanties des chemins de fer.

Dans le domaine administratif interne, le Dr Vincente Lopez, ministre des finances du président Pellegrini, fit

vait arrêter le torrent de la spéculation, de l'agio, de la dépréciation de la monnaie qui descendait une pente rapide et irrésistible. En cette circonstance, seul un régime qui eut eu pour norme l'économie la plus absolue, par la suspension des travaux publics en cours, la formation d'une encaisse métallique immobilisable, l'arrêt de toutes espèces d'émissions, la résolution ferme de ne point faire appel au crédit extérieur ni intérieur, aurait pu sinon éviter la débacle, tout au moins l'enrayer. Pour cette tâche il eut fallu un Sarmiento ou un Avellaneda ; Juarez Celmann était avant tout un poète, un idéologue.

(1) Bollett. dell emigrazione 1902 N° 3, page 4.

les opérations suivantes : il éleva les impôts, en créa sur des bases nouvelles, modifia la loi sur le timbre et ordonna le paiement en or des droits de douane.

Le mal était néanmoins trop profond pour que ces sages mesures fussent suffisantes ; elles retardèrent simplement la chute des deux banques, remplacées par la Banque nationale actuelle, banque privée en principe, mais officielle en fait.

Une autre mesure très importante de l'administration Pellegrini fut la réforme de la loi dite des Banques réunies et la centralisation de la dette provinciale. Cette dernière réforme fut un soulagement pour la situation économique des provinces.

Voilà donc brièvement énoncés, les causes et les résultats immédiats de la crise de 1890, avec les réformes qui ont contribué efficacement à produire une forte réaction dans les finances de l'Etat et, en général, dans l'ensemble de l'économie nationale.

* * *

Les réformes que nous avons citées dans le texte ci-dessus, ont été de courte durée : c'est la période de réorganisation agraire, ainsi que les auteurs l'appellent, et qui eut son importance. Elle mérite d'être citée en raison de l'influence considérable qu'elle exerça sur les esprits en apportant le calme et la tranquillité dans les affaires.

Depuis la loi de 1892, les finances de l'Etat se trouvèrent dans une meilleure situation, par suite de la loi de Consolidation ; le papier-monnaie avait acquis une meilleure garantie en diminuant l'agio élevé sur l'or. Les industries et le commerce entrèrent dans une nouvelle phase de prospérité, et la main-d'œuvre italienne reprit graduellement sa place dans l'exploitation agricole.

Les capitalistes étrangers placèrent leur argent dans l'agriculture, le commerce et sur hypothèque ; c'étaient

donc des prêts consentis non au crédit argentin, mais au crédit privé.

C'est à ces capitaux et à la main-d'œuvre italienne que l'Argentine doit la culture de vastes étendues de terrain jadis improductif.

Malgré ces avantages, nous estimons néanmoins que cet or étranger a fait autant de mal au pays qu'il lui a procuré de bien. En effet, la concentration de la propriété foncière entre les mains de capitalistes ou de sociétés anonymes, constitue un obstacle au développement de l'immigration ; car, l'Argentine a plus besoin de bras que de capitaux. Il faut que la terre se donne à l'homme comme un stimulant et une récompense pour son travail, sans que le capital intervienne pour spéculer sur la hausse des salaires.

Mais continuons à suivre la marche de l'immigration italienne.

La politique réactionnaire qui se manifesta à partir de 1892, amena une diminution du passif de l'immigration. Le bien-être semblant vouloir renaitre, les européens reprirent le chemin de la Plata ; les italiens surtout furent nombreux.

Voici les chiffres de l'immigration de 1892 à 1895, pendant que le pays travaillait pour se remettre de la crise.

IMMIGRATION ET ÉMIGRATION ITALIENNES

Années	Immigration	Emigration	Différ. actif
1892	27850	19927	7923
1893	37977	16460	21517
1894	37699	12836	24853
1895	41203	13917	27000

(¹)

(¹) Cfr. Bollettino dell' Emigrazione, anno 1902, N° 3, page 4.

Nous avons pu constater par les statistiques données plus haut, que l'immigration italienne a conservé son caractère de permanence jusqu'à la veille de la grande crise ; le nombre des rapatriements était en effet minime, en proportion des entreprises établies dans le pays. Mais depuis cette crise, elle devint temporaire comme aux Etats-Unis.

Plusieurs causes ont dû motiver cette étrange transformation. Une des plus immédiates est sans doute l'instabilité dans la valeur du papier-monnaie, qui plaçait le pays dans des conditions peu avantageuses au développement de ses industries. Nous pouvons ajouter la méfiance compréhensible du travailleur étranger envers le crédit national, comme aussi la crainte de ne pouvoir retirer ses épargnes, enfin, la rareté du travail. Tous ces motifs, de caractère transitoire, ont pu exercer une influence momentanée. Malheureusement, le double phénomène d'entrée et de sortie s'est continué jusqu'à nos jours...

Pour peu qu'on observe les conditions de notre économie, on constate l'existence d'un lien étroit entre le développement de cette économie et celui de l'immigration italienne. Si l'on met en regard de la courbe graphique de l'immigration celle du progrès et de la prospérité du pays, il apparaît nettement qu'elles sont toutes deux progressives et parallèles de 1857 à 1889. On peut donc en inférer que cette immigration joue un grand rôle dans les différentes branches de la production nationale, en particulier dans l'agriculture.

L'immigration italienne dans la République Argentine, dit M. Graziani, devenue systématique, devait tout naturellement constituer un facteur de tout premier ordre dans le mouvement démologique de cet Etat et s'unir étroitement à la vie sociale et économique de la nation. C'est pourquoi elle devait ressentir, par contre coup, toutes les modifications que celle-ci lui apportait. Cette manière de voir peut en effet nous expliquer la série des fluc-

tuations que l'immigration italienne a subies sous les influences multiples des époques et des événements, tout particulièrement depuis 1890. Notre situation économique, bonne ou mauvaise, dépend tout naturellement de l'intensité de l'immigration italienne laquelle est, pour ainsi dire, ce que le manomètre est à la chaudière ; elle indique l'activité de la vie économique interne.

Cependant il y aurait bien des réserves à faire au point de vue du caractère actuel de l'immigration dans notre pays. La faute ne doit pas nous en être attribuée entièrement, car il y a des causes extérieures prédominantes auxquelles s'ajoute encore la politique systématique du pays qui fournit l'émigration. ⁽¹⁾

Mais il ne faut pas confondre le rôle de l'immigration italienne en général, avec le caractère anormal qu'elle présente aujourd'hui, et bien moins encore avec celui de l'élément parasitaire du midi de l'Italie. Cette immigration spéciale, nomade par habitude, n'offre aucun apport à la production du pays ; elle ne fait que jeter le discrédit sur la nation qui la fournit. Sur une moyenne de 100.000 immigrants italiens qui nous arrivent directement par mer ou par Montevideo, le quart préfère rester dans les grandes villes, ⁽²⁾ où la concurrence, depuis quelques an-

⁽¹⁾ Depuis un certain temps, l'Italie ne manque pas de théoriciens qui considèrent l'émigration comme un mal, en ce sens qu'elle prive l'agriculture des bras dont elle a besoin. Ils estiment qu'il y a un devoir patriotique à inviter le gouvernement à prendre des mesures pour réduire le nombre des départs ou restreindre l'émigration. Une telle politique paraît en contradiction avec les intérêts des campagnards, vu que leur situation reste toujours la même et rien n'est encore fait pour l'améliorer. N'oublions pas qu'en 1898, le Commissaire de l'immigration disait : *L'emigrazione per nostro paese una necessita : guai ! Se mancasse questa valvola de sicurezza, questa possibilita de trovare lavoro altrove. Si avrebbero desordini gravi per la pace pubblica perche il territorio ei capitali esistenti non bastano nel nostro paese per dare occupazione alla massa de la popolazione lavoratrice.*

⁽²⁾ D'après une récente publication, la population italienne comptait, au 31 décembre 1905, 949.466 habitants, dont 290.708 pour la seule ville de Buenos-Ayres. La proportion est donc de 32 % du total de

nées est devenue intense. Beaucoup de napolitains, par exemple, sont coiffeurs ou cordonniers, vendeurs de journaux ou de poissons, cireurs de bottes (lustrascarpes) ou balayeurs de rues ; d'autres exploitent de petits métiers (fabricants de glaces à la crème, etc.) ; l'autre type d'immigrant italien est le mendiant hétéroclite, exerçant sa profession en famille, avec ou sans musique dans les faubourgs de Buenos-Ayres ou de Rosario. Il va de soi que cette classe d'immigrants n'offre aucun avantage pour le pays qui les reçoit ; ce sont les gringos de qui l'on n'attend rien et qui ne font qu'augmenter les chiffres statistiques des entrées et des sorties. ⁽¹⁾ Mais nous le répétons, cette immigration n'a rien de commun avec l'immigration des campagnes du nord et du midi de l'Italie, qui constitue le principal élément de l'industrie agricole argentine.

L'immigration devait aussi souffrir du défaut capital de notre système de culture. En effet, si l'on considère attentivement la route inverse que l'agriculture a suivie dans les années postérieures à la crise, il est facile de constater un développement rapide de la culture extensive et cela précisément pendant que l'émigration de l'Argentine subissait un arrêt. Ainsi, de 1888 à 1895, alors que l'immigration italienne diminuait sensiblement, nous voyons l'étendue des champs ensemencés augmenter dans la proportion de 105 %. Le total de la superficie cultivée dans toute la République Argentine était à peine de 2.128.000

l'immigration. (Cfr. Carboni *quanti siamo nell Argent.* Buenos-Ayres 1907, page 47.)

(1) C. Salvy écrit au sujet de l'immigration italienne aux Etats-Unis : Les diverses provinces de l'Italie sont bien différentes les unes des autres. Non seulement le costume et les mœurs ne sont pas les mêmes, mais le caractère et la langue changent. L'italien du nord ne ressemble que très peu à celui du midi. Le premier est travailleur et le second est paresseux. C'est ce qui nous explique les différentes opinions que nous avons d'eux.

V. *L'immigration aux Etats-Unis et les lois fédérales.* Thèse pour le doctorat 1908. Paris, page 30.

hect. et sept ans après, en 1895, elle était de 4.381.000 hect. La culture du blé avait augmenté dans une progression analogue et passait de 800.000 à 2.000.000 d'hectares.

Ce mouvement d'expansion agricole, supérieur aux moyens de travail dont disposait le pays et sans rapport avec le nombre des bras, provoqua tout naturellement une forte demande de main-d'œuvre. L'immigration temporaire trouva là un puissant stimulant ; les bonnes récoltes étaient à sa merci, car cette immigration allait là où les salaires étaient les plus élevés. Il va donc de soi qu'avec un tel système, l'agriculture était privée de ses meilleures ressources ; l'immigration était détournée de son but. D'une part, ce fut la cause du développement intensif de l'immigration temporaire, mais d'autre part, les frais de production augmentèrent sensiblement.

A ce défaut venait encore s'ajouter la vente inconsidérée des terres de l'Etat, dont le résultat était d'accumuler dans les mains de quelques capitalistes, des propriétés énormes, les mieux situées, à proximité des ports ou des voies de chemins de fer. Plus tard, quand la colonisation se fut développée, surgit le problème des latifundia, contre lequel tous les meilleurs projets du gouvernement échouèrent. Les latifundia constituèrent un grave obstacle au développement de la petite propriété, car la terre était la seule réclame capable d'attirer les immigrants en Argentine.

Les bonnes années qui durèrent jusqu'en 1896 et les hauts salaires agricoles, avaient provoqué un grand mouvement d'émigration campagnarde dans toutes les contrées de l'Italie. Ces immigrants venaient se fixer dans les colonies de l'intérieur, mais de préférence dans celles du littoral et dans la campagne de Buenos-Ayres. Cette immigration augmentait au fur et à mesure que les conditions économiques du pays s'amélioraient ; ainsi de 41.000 individus entrés en 1895, le nombre atteignit 72.204 l'année suivante (63.000 provenaient des ports italiens). Les rapa-

triements ne dépassèrent pas cette année, 13.388, laissant ainsi un actif de 61.015 immigrants. ⁽¹⁾

A une époque où les industries nationales étaient presque entièrement entre les mains des capitalistes anglais, il ne restait à l'immigration italienne que la seule carrière agricole. Le journal de Buenos-Ayres l'*Italiano*, disait à ce sujet : « L'émigrant qui veut songer à se créer « un avenir dans notre pays doit savoir une fois pour « toutes, s'il ne veut pas être déçu, que le commerce est « dans les mains d'une foule de concurrents, que les professions sont rendues difficiles et que l'unique champ « d'activité restant à exploiter est la campagne. Cette seule « carrière ne laissera pas de désillusions à l'italien ».

* * *

Nous avons dit que les immigrants italiens jouissaient d'une situation avantageuse dans l'industrie agricole de l'Argentine. A eux seuls, ils possédaient plus d'immeubles que le reste des immigrants. Ils fournirent à l'agriculture plus des trois quarts de l'élément colonisateur. En vertu de cet esprit de solidarité qui caractérise les italiens, les propriétaires terriens préféraient engager, comme domestiques, leurs propres compatriotes. Plusieurs les recrutaient en Italie, par l'entremise de parents ou d'amis. Le 75 % des immigrants arrivés en Argentine en 1895, ont été appelés de cette façon.

En 1896, de fortes transactions immobilières eurent lieu. Une tendance marquée pour l'agriculture, décida un bon nombre de propriétaires urbains à échanger leurs immeubles contre de la terre à cultiver. Ceci est une preuve de l'esprit d'entreprise de notre jeune race et explique les nombreux efforts faits par elle pour sauver le pays de sa

(1) Antonelli. *Emigrazione italiana nella Republ. Argent.* Bollett. Ministero aff. Esteri. mars 1897, page 176.

ruine. « Nihil mirari » dit M. Martinez, en parlant de l'Argentine. Ces brusques changements sont presque normaux, dans un pays de récente formation comme le nôtre.

Dans la seule année 1896, le nombre des transactions immobilières a été le suivant :

Nationalités	Nombre des vendeurs	Valeur des ventes en piastres	Nombre des acheteurs	Valeur des achats en piastres
Argentins	2875	35.993.262	2359	32.456.075
Italiens	2735	15.235.383	4492	20.352.275
Espagnols	491	4.365.786	684	4.589.408
Français	413	3.443.542	488	6.060.228
Anglais	79	1.548.197	204	2.375.602
Allemands	85	1.041.284	132	1.228.417

Ces chiffres de transactions sont éloquentes pour démontrer le rôle financier des colons italiens. La propriété ainsi distribuée donnait aux italiens une certaine supériorité qui tendait au monopole de la production agricole, d'autant plus facilement encore que les grands propriétaires appartenant à d'autres nationalités, devaient avoir recours aux italiens pour travailler leurs terres et les mettre en valeur. Rappelons ce que nous avons dit dans le précédent chapitre : l'immigration italienne avait gardé sa supériorité depuis 1862 et si, aujourd'hui, elle rencontre un obstacle qui l'empêche de se rendre maîtresse de la production, c'est qu'elle se heurte à la puissance des latifundia. La distribution régulière de la terre, selon les prescriptions de la loi de 1884, dite loi Hogar (ley del Hogar) était encore plus favorable à ces colonies. Le colon qui possédait un lot de terre, se souciait de le rendre le plus productif possible, puis il agrandissait sa propriété en achetant un lot voisin à l'Etat ou à un particulier. Tel fut le processus de formation de toutes les colonies aujourd'hui existantes.

Sous ce rapport, on peut dire que l'industrie agricole en Argentine est presque exclusivement une industrie italienne. M. Graziani affirme, non sans raison, que depuis l'année de la grande crise, l'immigration italienne est entrée dans une nouvelle phase ; elle n'est plus une immigration de travail seul, mais c'est une immigration du travail et du capital. En effet, aux bras vient s'ajouter un fort apport de capital et d'épargne. Ainsi, en 1896, le nombre des propriétaires d'immeubles en Argentine, était de 39.067 (italiens) et leur valeur estimative, de 158.313.000 lires. ⁽¹⁾

Mais il est possible de concevoir les progrès de l'agriculture, sans tenir compte des variations que les influences du temps exercent nécessairement sur elle. En effet, à la nouvelle période de reconstitution agraire et économique qui suivit les années de crise et pendant laquelle l'immigration fut à son maximum d'intensité, succédèrent des années mauvaises au point de vue des récoltes, par suite de l'invasion des sauterelles (1896) et du phylloxéra. La situation des agriculteurs fut précaire pendant les deux années 1897 et 1898. La désorganisation des colonies, fondées par la Jevvish Association, dont les membres étaient cependant dans des conditions matérielles bien supérieures à celle des autres colonies, prouve suffisamment l'état de cette situation. ⁽²⁾

A ces causes d'ordre purement naturel, vint encore s'ajouter la menace continuelle d'un conflit armé avec le Chili, ce qui contribua à aggraver la situation financière de la nation, par la hausse de l'agio sur l'or.

Toutes ces causes ont derechef déterminé la diminution de l'immigration et en particulier de l'immigration

⁽¹⁾ Graziani. *Gli italiani nella Republ. Argentina*. Buenos-Ayres 1898.

Franceschini. *L'emigrazione italiana nell'America del Sud*, page 259.

⁽²⁾ Chaudèze. *De l'intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration au XIX siècle*. 1898, page 238.

italienne (agricole surtout) jusqu'en 1900. Pour y porter remède, le gouvernement conçut un instant l'idée d'adopter, pour quelques années, le système suivi au Brésil, en concluant des contrats pour l'introduction d'un nombre fixe d'immigrants ; mais il ne fut pas donné suite à ce projet. Plusieurs autres projets furent aussi présentés dans le même but, tels que le système des passages subsidiés réglémentés par l'Etat, ou la conclusion de contrats avec les compagnies de navigation italiennes faisant à la fois le service des voyageurs et celui des marchandises ; mais les fonds de l'Etat parurent insuffisants. Pour diminuer les frais, le Dr Costa proposa d'utiliser les navires transportant le bétail, lesquels auraient pu être employés pour le retour des immigrants, moyennant un service de désinfection et de transformation. Mais la question était de savoir si ce plan était réalisable et si ce système aurait évité des dépenses au Trésor.

Une circonstance inattendue délivra le gouvernement de tous ces soucis. La récolte de 1899 s'annonça bonne et les blés se vendirent très chers en Europe. L'immigration ne se fit pas attendre. En cette même année, 6558 familles, dont 4416 d'agriculteurs et 20.000 personnes isolées, revinrent en Argentine. ⁽¹⁾

Depuis 1898, l'immigration italienne s'est maintenue presque continuellement au même niveau, ainsi que nous l'indique le tableau suivant.

Années	Hommes	Enfants	Femmes	Total
1897	28624	2367	11365	44678
1898	24425	3574	8708	39235
1899	35838	4260	3286	53295
1900	35066	4280	3228	52243

(1) Malaspina di Carbonara. *Emigrazione nell'Argentina*, nel 1898, Bollett. du Ministère des Affaires extérieures. Février 1908, page 46 et 1900, page 263.

Pour peu qu'on observe les données statistiques de l'immigration italienne et celle des autres pays, la comparaison démontre que l'apport de l'immigration italienne dépasse par son contingent numérique, comme d'ailleurs par son importance exceptionnelle, au point de vue de l'agriculture, toutes les autres nationalités. Ainsi dans la seule année 1908, le mouvement migratoire accuse les proportions suivantes :

Italie,	46.601 arrivées	24.714 départs,	63,12 %
Espagne,	15.235 »	7.029 »	33,45 %
France,	9.626 »	3.827 »	2,93 %
Brésil,	9.204 »	1.939 »	2,75 %
Allemagne,	2.122 »	508 »	87 %
Angleterre,	941 »	96 »	56 %
Belgique,	332 »	171 »	16 %
Portugal,	203 »	29 »	10 %
Autres nation.	176 »	61 »	09 %
Total 84.442 arrivées		38.395 départs	

En considérant l'immigration générale, on peut dire que l'Italie fournit à l'Argentine, une moyenne ordinaire de 50.000 individus par an. En comptant ce chiffre depuis 1898 et en ajoutant celui de 1.093.000 qu'indique M. Einaudi, pour la période de 1857 à 1898, nous obtenons un total de un million d'immigrants en Argentine.

Le vrai mouvement d'expansion coloniale commence à l'aube du XX^e siècle ; la culture de la terre avait suivi une marche ascendante, hors de proportion avec celle de la population. En 1895 l'étendue cultivée était de 4.892.004 hectares et, 15 ans plus tard, soit en 1910, elle était de 20.367.082 hect. ⁽¹⁾ L'agriculture s'était développée par suite de la construction à l'intérieur de plusieurs lignes de chemins de fer. La province de Cordoba seule, depuis la mise

⁽¹⁾ Coletti. *Condizioni generali della Rep. Argentina in rapporto all'immigrazione italiana*. Nov. 1908, page 10.

en vigueur de sa loi de 1896, avait livré jusqu'en 1907, plus de 3 millions d'hectares à la culture. L'immigration italienne suivit une marche parallèle et atteignit son maximum (127.000 individus) en 1906. Une partie considérable de cette immigration se fixa sur le sol argentin, contribuant ainsi à en accroître la population. Cependant le mal de l'« assenteismo » tendait à empirer par suite de l'afflux continu du capital étranger ; ce système est, comme dit M. Coletti, le plus grand inconvénient pour l'économie argentine. ⁽¹⁾ Il est regrettable que le gouvernement national et les gouvernements des provinces n'aient pas fait leur possible pour étouffer cette formation dès le début, en encourageant le développement de la petite propriété qui retient l'immigrant et attache le colon au sol qu'il cultive.

Ce phénomène relativement récent de l'immigration temporaire doit préoccuper le gouvernement argentin ; il semble signifier, comme dit M. Martinez, une perturbation grave dans la faculté d'assimilation du pays. Il ne se l'explique pas autrement puisque, depuis 1900, toutes les autres causes qui pourraient produire ce phénomène, ont disparu, grâce aux bonnes récoltes et à la période de grande expansion économique dans laquelle est entrée la République Argentine. ⁽²⁾

Mais, à notre avis, il ne faut pas recourir à des spéculations philosophiques pour trouver la raison de ce phénomène ; elle est une conséquence fatale de notre idéo-sincère individualiste, capable de tout, sauf de coopérer aux intérêts généraux et aux hautes fins de l'Etat. Cette immigration temporaire ne doit pas être attribuée à la mauvaise situation des agriculteurs italiens, mais bien

⁽¹⁾ D'après les dernières statistiques, la superficie cultivée en Argentine atteint le chiffre de 24 millions d'hectares.

⁽²⁾ Martinez et Lewandowski. *L'Argentine au XX^e siècle*, 1902, page 100.

plutôt à notre mauvais système foncier. ⁽¹⁾ Le mal dépend aussi en grande partie de la législation, en rendant possible la spéculation sur la terre.

Le gouvernement, désireux d'apporter un remède à ce mal qui menaçait de devenir endémique, a promulgué deux lois pour réformer la situation : la loi du travail, qui réglemente l'entrée des immigrants, et la loi des terres N° 4161, élaborée en 1905 et modifiée par le décret du 8 novembre 1906. Nous reparlerons de cette dernière dans la seconde partie de notre ouvrage. Ces lois ont dû être faites pour assurer aux immigrants européens le maximum de protection possible.

La loi du travail, du 6 mai 1904, était nécessaire pour protéger la société et la défendre contre certains éléments pernicieux, qui entraient au pays par l'immigration ordinaire. Cette loi, qui fut le premier essai de codification sur la matière, contenait les dispositions suivantes :

L'entrée au pays est interdite aux idiots, épileptiques et aux personnes atteintes de maladies dangereuses ; la même défense est faite aux mendiants de profession et aux individus à moralité suspecte. Le gouvernement peut aussi interdire l'immigration de personnes n'appartenant pas à des races européennes. Des sanctions pénales frappent sévèrement les compagnies de transport et les agents qui contreviendraient à ces défenses.

Il est défendu à toute personne, société, etc., de favoriser l'entrée du pays à des étrangers, au moyen de promesses ou d'informations fausses, ou par des renseignements trompeurs sur la situation du marché ou des salaires.

Les avis destinés au recrutement des ouvriers étrangers contenant des promesses faites sur des franchises, des salaires ou des récompenses de la part du gouverne-

⁽¹⁾ Franceschini. *L'immigrazione italiana nell' America del Sud*, O. c., page 282.

ment, devront être visés par les autorités publiques désignées à cet effet. Les avis publiés dans l'intérieur des provinces, dans le but de recruter des ouvriers ou des laboureurs, pour les transporter dans un autre lieu du pays, doivent porter les mêmes signatures.

Tout contrat ayant pour but le déplacement ou l'immigration d'ouvriers, doit être fait par écrit et contenir clairement, sous peine de nullité, le genre du travail pour lequel l'engagement est conclu ; à ce défaut, l'employeur est responsable des frais de rapatriement et autres pouvant résulter dans la suite. ⁽¹⁾

Après la mise en vigueur de ces dispositions légales et la réforme de la loi sur les terres, la route de l'Argentine fut ouverte à la bonne immigration italienne, car ce pays, comme le nôtre, avait le même intérêt à voir résoudre un problème qui touchait directement à la destinée des deux nations.

A n'en pas douter, la situation actuelle de l'immigration italienne est généralement bonne ; au point de vue économique, elle représente dans l'échange international un total de 270.000.000 liras ; au point de vue social elle a une très grande importance, la collectivité italienne étant intimement liée à tous les éléments qui constituent l'organisation sociale de l'Argentine. (Rapport de consanguinité, de communauté, d'intérêt et de solidarité).

Depuis 1905, l'immigration italienne a suivi sa marche normale, avec une moyenne annuelle de 100.000 individus. Elle ne fut interrompue que par le regrettable conflit sanitaire de 1911, né de la susceptibilité des deux nations amies. L'arrêt momentané de l'immigration fut la conséquence du conflit qui donna naissance à la loi italienne du 30 juillet 1911. Néanmoins, l'immigration clandestine qui se fit par les ports de Marseille, du Havre, d'Anvers et de Hambourg, fut assez considérable pour

(2) *Bollettino dell Ufficio del Lavoro*. Rome juillet 1904, page 934.

comblare les vides de la main-d'œuvre, d'autant plus que celle-ci s'unissait aux forts contingents d'immigration flottante des autres Etats.

Le 17 août 1912, les deux gouvernements adoptèrent une convention, à teneur de laquelle les déclarations faites par les Consuls respectifs des deux nations seraient reconnues valables (faisant foi) par les autorités sanitaires, et par les préposés aux ports de la République Argentine.

Voici le texte de cette convention :

« I due Governi si riservano il Diritto di adoperare
« nelle misure speciali per le navi in cattive condizioni
« igieniche come incombe. Non potranno però essere
« considerate le navi di emigranti provenienti da un
« porto italiano e aventi a bordo le installazioni pronte
« dalle italiane argentine sull'emigrazione, non che
« gli apparecchi registratori delle stufe (appareils de
« désinfection) e il numero dei passeggeri et emigranti
« e sistenti a bordo non oltropassi il massimo previsto
« delle leggi suddette. I due governi riconoscono come va-
« lide le misure applicate alle navi in ciascuno dei due
« paesi sempre che siano conformi a requisiti determinati.
« In questa misure deve essera compresa la distruzione
« dei topi che è obbligatoria per tutte le navi che fanno
« servizio regolari per i porti dei due paesi; la distruzione
« dei topi deve essere eseguita al meno una volta ogni
« sei mesi. Le autorità dei porti in ciascuno dei due paesi
« devono rilasciare al capitani e all'armatore o al suo agente
« sempre che ne faccia domanda, un certificato che indichi
« la natura delle misure di profilassi nell'interno del pro-
« prio territorio. Le navi che corrispondano tutte le pres-
« crizioni contemplate nella presente convenzione non po-
« tranno usufruire delle facilitazioni che ne deriverebbero.
« La durata della presente Convenzione, sarà di tre anni.
« Se non è denunciata entro sei mesi prima della scadenza da
« uno dei due governi contraenti, si intende prorogato per
« un altro periodo di tre anni ».

Nous ne connaissons pas les chiffres de l'immigration italienne à partir de 1912. Nous espérons cependant qu'ils auront conservé leur importance habituelle, en raison de la bonne entente entre les deux gouvernements italien et argentin et en raison des bonnes récoltes faites en Argentine ces dernières années. Il est dans l'intérêt de l'Italie d'unir ses forces dispersées dans l'immigration, pour les concentrer et les utiliser plus avantageusement sur le marché du travail. Nul pays mieux que l'Argentine ne peut, à notre avis, offrir aux italiens plus de chance de succès, étant donnée la place considérable que l'élément italien a déjà conquise dans les diverses industries nationales de ce pays. D'autre part, l'émigration aux Etats-Unis est devenue toujours plus difficile, à cause des lois qui tendent à l'interdire. Qu'on se rappelle, en effet, les divers projets présentés aux Chambres américaines contre l'immigration des « undesirables » au nombre desquels figurent les italiens, et l'aversion de la population américaine pour l'immigrant de l'Europe méridionale ; quel dédain l'américain n'a-t-il pas pour l'italien en particulier ?

Toutes ces entraves fermeront un jour aux Européens, les portes de la grande Confédération nord-américaine ; un demi-million d'hommes seront ainsi contraints de chercher un autre chemin.

L'alarme jetée par les écrivains italiens montre à l'évidence l'imminence d'une crise, qui obligera le gouvernement à faire de nouveau appel à l'hospitalité de l'Argentine et du Brésil, pour ses nombreux émigrants. Cette situation sera peut-être avantageuse, car elle aura pour conséquence de démontrer à l'Italie la puissance de ses forces, de lui faire augmenter son prestige et son influence morale comme nation, et de développer sûrement son commerce.

TABLEAU SYNTHÉTIQUE
DE L'IMMIGRATION ITALIENNE EN ARGENTINE 1857-1912

Années	Immigration totale	Immigration italienne	Classif. par période
1857	4.951	3.020	} Fièvre jaune.
1858	4.656	2.976	
1859	4.735	3.009	
1860	5.676	3.349	
1861	6.301	4.807	
1862	6.726	4.902	
1863	10.408	7.836	
1864	11.682	8.422	
1865	11.767	7.697	
1866	13.696	9.162	
1867	17.046	7.221	
1868	29.234	18.937	
1869	37.924	21.419	
1870	39.967	23.101	
1871	20.933	8.170	
1872	37.037	14.769	
1873	36.332	26.876	} Guerre civile.
1874	68.277	23.904	
1875	42.066	9.130	
1876	30.965	6.950	
1877	36.325	7.556	
1878	42.958	13.514	} Période du développement de la colonisation.
1879	55.155	22.774	
1880	41.651	18.412	
1881	47.484	20.506	
1882	51.503	29.587	
1883	63.243	37.043	
1884	77.805	31.983	
1885	108.722	63.501	} Expansion économique et financière.
1886	93.116	43.328	
1887	120.842	67.139	
1888	155.632	75.029	
1889	260.909	88.647	

(SUITE)

Années	Immigration totale	Immigration italienne	Classif. p. période
1890	110.594	39.132	Paroxysme de prosp.
1891	52.097	16.511	
1892	73.294	27.815	Crise.
1893	84.420	37.977	
1894	80.671	37.699	Reconstitut. agraire et économique.
1895	80.988	41.203	
1896	135.205	75.204	
1897	105.143	44.678	
1898	95.190	39.135	Période de réorganisation et consolidation financière et économique.
1899	111.083	53.295	
1900	105.902	52.143	
1901	125.951	58.314	
1902	96.080	30.484	
1903	112.671	42.386	
1904	161.078	67.598	
1905	221.622	88.950	La grande production.
1906	302.249	127.348	
1907	257.924	90.282	
1908	290.514	100.000	
1909	305.000		
1910	301.593		
1911	250.112		
1912	323.403		

* * *

Nous avons étudié jusqu'ici le phénomène de l'immigration italienne dans les trois différentes périodes de son évolution historique.

Nous l'avons suivie dans sa marche parallèle aux changements graduels, brusques parfois, survenus à l'intérieur de la Confédération Argentine. Nous avons vu qu'à cause de la guerre civile et de la domination des dicta-

teurs, elle n'arrivera à s'enraciner et à prospérer que dans la nouvelle période de paix et de consolidation.

C'est l'immigration, surtout l'immigration italienne, qui fit prospérer le pays et qui le mit à la tête de la civilisation sud-américaine. Il est donc logique que dans cette seconde partie, nous parlions de son rôle économique et notamment de son influence dans l'agriculture.

Nous ne pourrions mieux le faire qu'en analysant les conditions et le milieu dans lesquels les italiens ont déployé leur activité. C'est pourquoi nous traiterons tout d'abord, dans les deux premiers chapitres, de la question principale de l'occupation de la terre par la colonisation, soit de la législation foncière et de la colonisation.

Nous terminerons enfin par un examen des effets médiats et immédiats de la colonisation au point de vue de la production agricole, au point de vue des immigrants eux-mêmes (leur condition actuelle dans le pays) et enfin au point de vue de l'influence de l'immigration italienne dans le commerce international avec la mère-patrie.

Nous ajouterons un rapide aperçu sur les réformes que nous croyons nécessaires pour augmenter les rapports économiques et fortifier l'entente mutuelle entre la République Argentine et l'Italie.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le fait de la colonisation.

Importance de l'immigration italienne dans la colonisation. — Les colonies agricoles de Santa Fe. — Buenos-Ayres. — Entre-Rios. — Cordoba. — La colonisation agricole dans les territoires nationaux.

L'extraordinaire prospérité industrielle qui se généralisa en Europe dans le cours du XIX^e siècle, fit péricliter l'agriculture et favorisa l'exode des campagnards vers les pays du Nouveau-Monde.

Nous avons vu comment ces pays, au nombre desquels se trouvait l'Argentine, surent tirer profit de cette circonstance pour coloniser leurs terres incultes.

Pour les raisons que nous avons mentionnées dans la première partie de notre ouvrage, l'Italie, depuis 1852, était le pays où l'émigration était le plus sensible. L'Argentine la canalisa vers elle, au moyen de l'immigration artificielle, pratiquée jadis par les gouvernements du Brésil et des Etats-Unis. Cette politique, qui coïncidait d'ailleurs avec la crise italienne fut excellente, car les résultats dépassèrent toutes les prévisions. En peu de temps, le nombre des arrivants italiens surpassait celui des autres nationalités.

Il est à regretter que les limites étroites de notre ouvrage ne nous permettent pas de traiter plus en détail une question qui remplirait plusieurs volumes. ⁽¹⁾

* * *

Le gouvernement de Sante Fe fut le premier qui imprima à l'immigration une orientation nouvelle, selon le plan systématique des groupes coloniaux, tels qu'ils existaient aux Etats-Unis et au Canada.

Ce plan consistait dans la distribution régulière de la terre aux colons, sous réserve de certaines obligations de culture et d'élevage du bétail en quantité déterminée.

Les conditions de ce contrat variaient selon qu'il y avait un intermédiaire ou suivant l'importance du lot. L'intermédiaire pouvait être une compagnie de colonisation ou un propriétaire de latifundia.

En 1856, fut fondée la première colonie à Santa Fe, par Aaron Castellanos ; elle était située sur la rive droite du fleuve « Salado », distante de 36 km. du chef-lieu de la province. Vinrent ensuite, en 1858 et 1859, les colonies allemandes de San Carlos et San Geronimo, fondées par Foster et Bek.

La première de ces colonies, nommée Esperanza, comprenait une étendue de trois lieues carrées, divisées en 210 concessions de 20 cadres (32 hect.) chacune, avec une partie réservée à recevoir une « pueblo » ou centre urbain, devenu aujourd'hui la ville d'Esperanza.

(1) Voir à ce sujet les monographies publiées par le prof. Charles D. Girola. Carrasco *la colonisacion agricola en la Provincia de Santa Fe*. Tomezzoli Francisci. *Le colonie agricole nella provincia di Cordoba*, in Bollettino Minist. aff. esteri aprile 1901. Campoluti. *La colonizzazione italiana nell'Argentina* 1902. Galli. *Cenni statistici nell'emigrazione en colonizzazione*. Wiken. *Informe sobre las colonias* 1872. De la Fuente. *Tierras, colonias y agricultura* 1898. André. *Colonies agricoles de l'Entre-Rios*. Paris 1890, etc., etc.

Chaque concession coûtait de 20 à 40 piastres or. Les premiers colons furent de toutes les nationalités : français, allemands, suisses, italiens, etc.

Au début, beaucoup de colons fuirent devant les malheurs qui frappaient la colonie : mauvaises récoltes, invasions des sauterelles, irruptions continuelles de sauvages, etc. L'avenir de la colonie aurait été compromis, si les autorités n'étaient pas intervenues pour l'affranchir de ses dettes qui s'élevaient à fr. 200.000. ⁽¹⁾

Cette colonie devint plus tard très florissante ; sa population atteignait 1942 personnes en 1873, dont 1024 italiens ; la valeur des concessions était de 50 à 800 piastres.

De 1856 à 1871, le gouvernement fédéral fonda 34 colonies semblables, dont 31 dans la province de Santa Fe et 3 à Entre-Rios. 16.698 étrangers dont 4157 italiens, étaient occupés dans ces colonies.

La colonie de *San Carlos*, fut fondée par le gouvernement de Santa Fe en 1857, sur une étendue de 20 lieues carrées dont la concession fut octroyée à Bek et Herzog de Bâle (Suisse), sous la condition d'y établir 200 familles européennes. En 1872 la population comptait 1992 personnes réparties d'après les nationalités suivantes :

Italiens	1024	Anglais	6
Suisses	501	Espagnols	8
Argentins	305	Belges	9
Français	117	Polonais	1
Allemands	48		

La prospérité de cette colonie dépassa celle d'Esperanza ; la terre acquit une valeur moyenne de 500 piastres par hectare.

La colonie de *San Geronimo*, fondée en 1858 par un riche propriétaire M. Forster, entre San Carlos et Espe-

(1) La dette coloniale comprenait les dépenses de transport, d'alimentation et d'installation, que le gouvernement avançait aux immigrants. Cette dette était amortissable par annuités, dès la seconde année.

ranza, était composée de 200 familles d'agriculteurs, qui avaient reçu chacune un lot gratuit de 33 hectares.

La Guadalupe, fut fondée par le gouvernement de Santa Fe en 1864 et colonisée par 100 familles du Hanovre.

L'Helvetia, érigée sur la côte du fleuve San Javier, fut occupée par 125 familles, en majorité suisses et italiennes. Les premiers lots leur furent vendus à raison de 50 à 150 piastres. Cette colonie se développa très rapidement, pour devenir un centre important de production agricole, car il a de très bonnes voies de communications fluviale.

Les colonies de *Californie*, de *Cayasta* et *La Francesa*, doivent leur création à des entrepreneurs de colonisation qui ont obtenu du gouvernement la terre à bon compte, à condition de la peupler de familles européennes. Nous ne parlons ici que des principales ; nous en citerons d'autres plus loin.

La colonie *Jesus Maria* fut fondée en 1870, par MM. Joseph Cullen et Camille Aldao, sur une étendue de sept lieues carrées. Les terres destinées à cette colonie furent divisées en lots égaux de 20 cadres chacun (33 hectares), qui se vendaient à un prix fixe de 600 piastres, payables en trois annuités avec la condition de contribuer, par 1 % à la construction des écoles et des églises. Cette colonie débuta avec 180 familles, comprenant : 768 personnes italiennes, 130 argentines et 52 françaises. Beaucoup de familles italiennes, parmi lesquelles se trouvaient les Grasso, les Bastore, les Fraire, les Colmeno, réussirent à se faire de belles fortunes.

La colonie *San José*, fondée en 1856 par le général Upuiza, ne se développa que depuis 1870, à raison des luttes politiques et du défaut de protection de la part du gouvernement. En 1891, elle comptait 332 familles agricoles, comprenant : 792 personnes suisses, 618 françaises, 534 italiennes, 24 allemandes, 23 argentines.

La colonie *Emilia* porte le nom de son fondateur

Emile Cabal, qui avait donné gratuitement les premières concessions de 33 hectares de terre cultivable. Il en vendit dans la suite à 250 piastres, payables par annuités. La population de cette colonie était de 279 italiens, 156 argentins et 2 orientaux.

La colonie *Tortugas*, fondée en 1871, comptait 172 colons (160 italiens, 6 français et 6 argentins). La prospérité actuelle de cette colonie est due au travail intelligent et persévérant de ses habitants, presque tous italiens.

Nous voyons donc que dans ces temps difficiles, la colonie italienne est partout la première à apporter le développement dans les provinces de l'Argentine. La remarque en fut faite par les représentants du gouvernement, dans leurs rapports annuels. Ainsi M. Wiken écrivait en 1872, ⁽¹⁾ dans son « Informe sobre las colonias » : « L'immigration italienne nous est fournie presque exclusivement par les habitants de la Lombardie. Leurs aptitudes au travail sont remarquables ».

Un autre auteur, M. Escalera, écrivait aussi : « Les italiens du nord se distinguent surtout par leur travail et leur intelligence. Les piémontais sont, entre tous les immigrants, les plus capables et les plus constants dans leur activité » ⁽²⁾

En 1885 la population totale de Santa Fe était de 221.332 habitants, dont 136.117 argentins et 84.215 étrangers, soit .

Italiens	57.665	Allemands	2.846
Suisses	5.729	Anglais	2.199
Espagnols	5.477	Autrichiens	1.676
Français	4.081	Uruguayens	1.586

En 1895, d'après le rapport de la commission chargée du recensement de Santa Fe, le chiffre de l'immigration italienne avait déjà doublé :

⁽¹⁾ Cfr. Petich. O. c. page 609.

⁽²⁾ Cfr. *Immigrazione nella Republ. Argentina.*

Argentins	235.642
Italiens	106.582
Autres nationalités	55.408

Le nombre des colonies existantes dans le territoire provincial était de 341, distribuées comme suit : ⁽¹⁾

Départements	Nombre des colonies	Hect. cultivés
Castellanos	36	472.179
Las Colonias	42	472.102
La Capital	10	47.543
Belgrano	18	186.004
Caseros	23	167.229
General Lepôz	29	186.196
Rosario	11	27.244
Iriondo	15	111.883
San Cristobal	40	686.122
Reconquista	14	263.434
San Javier	28	107.524
Constitucion	8	38.683
Vera	5	87.756
Santa Justo	6	94.052
San Martin	13	190.107
San Lorenzo	18	138.576
Garay	22	27.686

Le brillant succès de la colonisation dans la province de Santa Fe, doit être attribué à l'activité de son gouvernement, qui n'épargna aucun sacrifice pour attirer les colons européens. De pays d'élevage, il est devenu pays agricole ; sa production en blé représente aujourd'hui le tiers de l'exportation totale. La terre atteignit par conséquent

⁽¹⁾ Franceschini. *L'emigrazione italiana nell'America del sud*. Roma 1908, page 369 et suivantes.

Alsina. *La Emigracion europea en la Republ. Argentina 1898*. Buenos-Ayres, page 192. 204 - voir le cadre général et le nom des colonies existantes dans la province de Santa Fe jusqu'en 1897.

une valeur très considérable. Dans les nouvelles transactions, le prix courant d'un lot de 25 hectares était de 2 à 3 milles piastres, soit environ à 5 à 6.000 francs.

L'exemple de Santa Fe fut imité dans la suite, spécialement dans les provinces de Cordoba, Entre Rios et Corrientes, qui sont devenues, par ce fait, de nouveaux centres de l'industrie agricole argentine.

Le tableau suivant nous fait voir la situation démographique des colonies agricoles de Santa Fe, dans la période de 1870 à 1880. Il met en évidence le rôle de l'immigration italienne dans la colonisation de cette province.

COLONIES DE SANTA FE

PÉRIODE 1875-1880

Colonies	Années de fondat.	Population	Colons italiens
Espérance	1856	3299	en minorité
San Geromino	1858	1233	75 %
San Carlos	1859		
Guadalupe	1864		
Helvetia	1865	3910	75 %
California	1866	596	70 %
Cayasta	1867	2103	en minorité
Francesa	1867	268	»
Corondina	1867	501	»
Tuna	1868	520	tous italiens
Humbolot	1868	1002	italiens et suis.
Emilia	1868	520	ital. et allem.
Cabone	1869	600	500 italiens
Grütli	1869	180	3/4 italiens
Santa Ivito	1869	81	major. ital.
Alesandra	1870	362	minor. ital.
Canada de Gomez	1870	1020	angl. et ital.
Sance	1870	1910	minor. ital.
Cardaria	1870	721	95 % ital.
Roldan	1870	1035	minor. ital.
Candelaria	1870	2125	60 % ital.

(SUITE)

Colonies	Années de fondat.	Popula- tion	Colons italiens
Jésus Maria	1870	1380	lombards
Franck	1870	550	
San Augusto	1870	1050	tous italiens
Santa Maria	1870	1516	1110 italiens
Germania	1870	130	
Reconquista	1872	2030	80 % ital.
Romans	1873	613	minor. ital.
S. Saverio	1873	1146	50 % ital.
Vercelli	1873	500	italiens
Gessler	1873	578	italiens
Busteriza	1874	1938	75 % ital.
San Lorenzo	1874	1806	minor. ital.
S. Urbano	1874	260	»
Matilda	1874	924	»
Pilar	1876	1516	900 ital.
S. Teresa	1876	500	italiens
Iriondo	1876	470	ital. et suis.
S. José	1876	1010	major. ital.
39 nouvelles col.	1877	25416	
Torino	1876	320	italiens
Rivadavia	1876		minor. ital.
Feliza	1877		ital. et suis.
Pujol		107	major. ital.
Largina		374	»
Lubar	1875	220	200 italiens
Nuova Italia	1872	80	italiens
S. Martin	1874	468	»
Téodolinda	1875		
Piquète	1870		minor. ital.

Le véritable mouvement de colonisation à Santa Fe date de 1880. En 1883, cette province comptait à peine 80 colonies avec une population de 60.000 cultivateurs ; en 1886, le nombre des colonies montait à 105 avec 80.000

agriculteurs, sur une étendue de 720.000 quadres de 120 m² et 9 ans plus tard, soit en 1895, le nombre des colonies s'élevait à 365, répandue sur une étendue de 3.695.933 hectares. Cette dernière date marque l'apogée de la colonisation dans cette province, car quoique de nombreuses colonies se soient fondées dans la suite, elles n'eurent jamais l'importance des premières. Le système de répartition de la terre avait déjà changé et l'immigration des cultivateurs se faisait vers les provinces de Cordoba et de la Pampa centrale, où il y avait encore possibilité d'acquies de la terre à très bon compte.

Aujourd'hui, le système d'exploitation qui domine à Santa Fe est celui de la location, soit à prix fixe, soit avec abandon d'une partie de la récolte à titre de fermage, soit encore avec participation du propriétaire aux récoltes, dans la proportion de 40 %. Le fermier n'est donc plus agriculteur, mais simple entrepreneur.

Bien que cette dernière forme de fermage soit la plus répandue, elle est néanmoins désavantageuse pour l'économie du pays, car le laboureur ne devient que difficilement maître du sol qu'il cultive et il n'est pas stimulé par la perspective de devenir un jour propriétaire pour s'attacher au pays. De plus, par la culture intensive qui se produit nécessairement, le sol s'épuise et la production du pays en souffre, à tel point que les dernières statistiques enregistrent le fait, surtout dans les provinces de Joséphina, Pilar, Humbolt et Espéranza. Le courant d'immigration paraît même en souffrir.

* *

BUENOS-AYRES. — Si nous passons à la province de Buenos-Ayres, nous devons remarquer que sa situation géographique, ses ports, la fertilité de son sol et le centre de son commerce intérieur, lui ont assuré la première place parmi les diverses provinces argentines.

Elle occupe une étendue de 305.121 km² de superficie. Sa principale industrie est l'élevage du bétail ; l'agriculture n'occupe que le second rang.

Buenos-Ayres fut le lieu de la première concentration de l'immigration européenne. La colonisation ne s'y développa que depuis 1863, car les familles qui s'y établirent précédemment ne formèrent point de colonies, mais de simples agglomérations auxquelles le Baradéro doit sa création (1856), ainsi que Chivilcoy y Mercedes.

La colonisation de Buenos-Ayres suivit son cours naturel, sans subir de fluctuations, favorables et défavorables, réservées à Santa Fe. Le gouvernement n'eut pas trop à intervenir directement, grâce à la situation privilégiée des terres de cette province et aux voies de communication, tant sur terre que sur mer. Comme centre, Buenos-Ayres se prêtait tout particulièrement à jouer le rôle d'entrepôt de toutes les productions du pays.

L'action privée contribua beaucoup à activer ce développement. Le gouvernement avait distribué ses terres aux officiers et aux soldats de la Garde nationale, en récompense des services rendus dans la guerre du Paraguay. ⁽¹⁾ A part cette répartition, qui comptait environ 3.512.900 hectares, il restait au gouvernement quelques autres terrains qu'il destina à la colonisation officielle, dont les essais furent désastreux.

La loi « Egidos » du 2 novembre 1870 marqua la date de la fondation de colonies, aujourd'hui très prospères. ⁽²⁾ Cependant, malgré la forte population étrangère, il existe encore d'énormes latifundia et il n'est pas rare de rencontrer des fermiers possédant beaucoup de bétail et cultivant deux lots de 30 hectares chacun.

Il existe dans cette province plusieurs entreprises

⁽¹⁾ Alsina. *La inmigracion europea en la Rep. Argentina*. O. c. page 215.

⁽²⁾ Graziani. *La emigracion italiana nella Rep. Argentina*. O. c. page 98.

de colonisation, dirigées par des entrepreneurs italiens. La principale est l'entreprise « pastorile » dirigée par Nolasco et Guazzone, comprenant, selon la statistique de 1909, une population de 218.509 italiens agriculteurs. ⁽¹⁾

Si autrefois les terres se vendaient à des prix très bas, de nos jours elles sont presque introuvables, par suite de la hausse de la valeur de la propriété et de la possibilité de se faire fermier. ⁽²⁾ Le dernier recensement officiel de 1911 évalue à 8.440.300 hectares, la superficie des terres cultivées, sans compter la pampa centrale, dont l'étendue ensemencée est de 1.125.800 hectares. Le tiers de l'exportation totale du blé est produit par la province de Buenos-Ayres. Il faut aussi ajouter que pour elle, l'élevage du bétail est encore plus important comme rendement économique.

* * *

ENTRE RIOS. — A Entre Rios, la première colonie fut fondée en 1857 par le Président de la Confédération, Justo Jose Urquiza, dont elle porte le nom (San Jose). Les gouvernements postérieurs favorisèrent cette colonie afin de la développer.

Ces premières tentatives ne furent cependant pas heureuses, à cause de l'insuffisance de son immigration et de l'incapacité de sa population indigène.

Son véritable mouvement démographique ne commença qu'avec le développement des colonies de Santa Fe. Quand celles-ci furent peuplées, l'immigration agricole se déversa dans les provinces voisines, où les terres étaient cédées à meilleur compte.

Deux lois, concernant la création de commissions

⁽¹⁾ Franceschini. O. c. pages 319-347.

⁽²⁾ Parmi les sociétés qui ont survécu à la spéculation effrénée des terres, nous citerons la « Curumalan », société au bénéfice de 238.000 hectares de terre, située dans le sud. Une autre, la « Strøder », était aussi importante.

pour encourager et protéger l'immigration, furent successivement promulguées. Elles fixent l'étendue de chaque colonies à quatre lieues au maximum. Cette superficie est divisée en lots et le colon est exempt, pendant cinq ans, de toute charge fiscale ; la vente des terres provinciales (*Estancias del Estado*) à des entreprises de colonisation est autorisée, sous la réserve d'y établir des familles d'agriculteurs étrangers. C'est de cette époque que date la compagnie « *Yewish colonization Association* » qui a fondé un nombre considérable de colonies dans la province de Entre Rios.

L'importance de ces colonies est dans l'industrie agricole et l'élevage, qui se sont développés parallèlement, grâce aux excellents moyens de transport.

La province de Entre Rios compte plusieurs lignes de chemins de fer, dont les plus importantes sont les suivantes :

S. F. Primo entierriano, mettant en communication la ville de Gualequay avec le port Riuz.

« *Argentino de l'Est* » le Central Entre Rios, qui traverse une zone immense de culture.

Nogoya à Victoria.

Rosarion à Gualequay.

Basalvilbaso à Villaquay.

En outre, elle possède les ports de Parana, Diamento, La Paz, Victoria, Gualequay et Concordia sur l'Uruguay et plusieurs autres de moindre importance.

L'immigration italienne est devenue considérable depuis 1890, par suite de la crise agricole dans les provinces limitrophes, mais son importance est moindre, comparativement à celles des provinces de Cordoba et Santa Fe.

En 1901, la population agricole s'élevait à 6900 habitants et, nous pouvons dire, qu'en 1915, elle sera de 15 à 20 mille dans la seule province d'Entre Rios, sans compter l'immigration golondrine qui séjourne pendant l'époque de la récolte.

Selon les dernières statistiques faites en 1911, l'étendue des terres cultivées dans la province de Entre Rios est de 802.175 hectares.

Nous donnons dans le tableau suivant les noms des colonies fondées dans la province de Entre Rios.

COLONIES FONDÉES A ENTRE RIOS

DE 1857 A 1898

Départements	Nombre de colonies	Contenance en hectares
Parana	17	132.446
Diamante	7	74.567
La Paz	3	36.200
Feliciano	1	10.500
Fédération	9	42.643
Concordia	5	85.375
Colon	16	72.151
Uruguay	9	57.889
Gualezuaychi	42	
Gualequay	34	
Victoria	11	29.713
Négoya	14	42.473
Zala	12	23.722
Villaguay	6	73.800

* * *

CORDOBA. — Cette province, située dans le centre du pays, est la troisième de la République par son étendue et sa population. Selon le géographe Latzine, sa superficie serait de 174.767 km².

Les départements du nord-ouest et du centre sont en grande partie traversés par des chaînes de montagnes et les vallées, occupées par les Salines « Grandes ». Ils sont en général peu aptes à la culture.

Par contre, les Départements orientaux et méridionaux sont plus fertiles. D'importantes voies ferrées favo-

risent la colonisation dans les départements de San Justo, Rio Segundo, Tercero, Abajo, Tercero Arriba, Union Marcos, Juares, Rio Cuarto et Général Rucca.

En 1870, la compagnie anonyme du Central Argentina, fonda la première colonie, nommée « Tortugas », sur la voie du chemin de fer, et continua son œuvre à Santa Fe (colonies Bernsta Carcarana et Canada de Gomez). Elle fut encouragée par le Gouvernement qui promulgua sa première loi de colonisation du 23 septembre 1871.

Cette loi dotait la colonie d'une administration civile et judiciaire, divisait les terres et les répartissait entre chaque famille composée de 3 personnes au moins, à raison de 33 hectares par famille et à condition de résider sur le lot.

Mais la véritable expansion coloniale de Cordoba date de la promulgation de la loi du 2 août 1876, qui stipulait que les terres seraient mises en vente et que nul ne pourrait en acheter plus de quatre lots. La colonie de Vetez Salsfield fut fondée à cette époque, ainsi que celles de Eldorado, Celina, Bella vista, Confianza, Genovesa, Tala, Octavio Barbezat, San Meliton, Santa Maria, toutes élevées dans les « fortines ». ⁽¹⁾

Plusieurs compagnies s'occupèrent aussi de la colonisation dans cette province. Nous ne citerons que les principales : Compania Argentina de Terras y colonias, Compania de Tierras Santa Fe et Cordoba, Société anonyme, colonisation Strøder, Banco agricole y commercial del Rio de la Plata, Compania anonima de la colonizacion y tierras, etc.

Toutes les nationalités étaient représentées dans la population de ces colonies. Depuis 1870, l'élément italien prédomina, pour atteindre le chiffre de 55.000 colons en 1902. Pour donner une idée de l'immigration italienne

⁽¹⁾ Notari. *La province de Cordoba*, vol. III, page 59. Rapports consulaires. Minist. degli affari est. • *Emigrazione e colonia*.

dans ces colonies, nous empruntons le tableau suivant à la statistique dressée pour l'année 1905-1906.

POPULATION

Familles argentines	4.737
» italiennes	10.291
» françaises	346
» espagnoles	362
» allemandes	244
» suisses	224
» autrichiennes	134
» russes	45
» d'autres nationalités	17

« La province de Corboda, dit justement M. Marti-
 « nez, est une autre révélation de la richesse de l'Argen-
 « tine. Négligée il y a peu de temps encore par le courant
 « colonisateur qui se dirigeait de préférence vers Santa Fe
 « et les provinces voisines, la région de Cordoba attira
 « bien vite l'attention des travailleurs, quand les calamités
 « de toute nature amoindrirent les récoltes de ces provin-
 « ces. La fertilité de son sol, le peu de profondeur de ses
 « nappes d'eau, le régime des pluies, le bas prix des ter-
 « res, la proximité des centres de consommation et des
 « ports, tout invitait les travailleurs à venir planter là
 « leur tente. La transformation qui suivit fut si rapide,
 « qu'elle ne laissa pas d'étonner les indigènes eux-mêmes ». (1)

Voici le nombre des colonies fondées de 1870 à 1900 :

Années	Colonies	Années	Colonies	Années	Colonies
1870-82	5	1890	10	1896	7
1885	2	1891	7	1897	6
1886	6	1892	37	1898	3
1887	12	1893	17	1899	4
1888	11	1894	17	1900	4
1889	6	1895	11		

(1) Martinez et Sewrandowski. *L'Argentine au XX^e siècle*, 4 éd. 1912, page 128-129.

TERRITOIRES NATIONAUX — La colonisation des territoires nationaux en est encore à ses débuts. Quelques tentatives ont été entreprises avant 1890, mais sans résultat. Les colonies fondées alors dans le Formosa, le Chaco et Misiones furent abandonnées, car les cultivateurs ne trouvaient pas à écouler leurs produits dans des contrées dépourvues de toute voie de communication.

La loi nationale de 1872 établissait un gouverneur dans le territoire de Chaco et ordonnait la mesure et la division des terrains en lots de 100 et 200 hectares, qui pouvaient être distribués aux familles de cultivateurs. Cette loi ne put entrer en vigueur qu'en 1878, à la fondation de la première colonie Resistencia, devenue aujourd'hui la capitale du Chaco. Ses premiers habitants furent argentins, italiens, autrichiens, espagnols, anglais et français, voire même indiens.

Les terres du Chaco sont propices à l'agriculture et à l'élevage, mais les bras manquent encore pour la culture. Les dernières statistiques évaluent la population du Chaco à 35.000 habitants, tous indigènes, sauf le 10 % d'étrangers. Les italiens sont tout au plus un millier, répandus dans toute la région.

Ce qui va contribuer à donner de l'essor à cette contrée, c'est la construction de la ligne de chemin de fer allant de la station Rosario de la Frontera (prov. de Salta) à Resistencia, en traversant une importante campagne sur une longueur de 462 km. Cette dernière ville sera ainsi reliée avec les centres commerciaux de Santa Fe, Salta et Santiago del Estero.

Selon la statistique de 1911, le Chaco possède 306.441 têtes de bétail et 20.292 hectares de terre cultivée.

* * *

FORMOSA. — Le territoire de Formosa est dans la même situation que le Chaco. La colonisation n'a pas

fait de grands progrès, malgré la fertilité de son sol. Sa population atteint aujourd'hui le chiffre de 16.200 habitants, ce qui ne représente qu'une densité de 0.14 par km², sa superficie étant de 107.258 km². Les étrangers, presque tous italiens, sont au nombre de 500.

Le gouvernement s'est appliqué par différentes mesures, à attirer l'immigration, mais inutilement. Seule, la création d'une ligne de chemin de fer conduisant du nord-est au sud-est pourrait changer la situation.

La première colonie Formosa fut fondée en 1878, sur une étendue de 20 km²; elle devint la capitale du territoire national du même nom. Ses premiers habitants furent Lombards et autrichiens.

Les terres de Formosa sont en grande partie propriété de l'Etat et sont en vente à des conditions très avantageuses, d'après la loi de 1903. Une partie est déjà affectée par contrat à l'exploitation du bois de yerbales. ⁽¹⁾

* * *

LE TERRITOIRE DE MISIONES. — Plus important que les autres, Misiones tend à devenir le centre préféré des immigrants européens. De bonne heure, des familles austro-polonaises se sont fixées dans cette région et ont donné naissance à deux importantes colonies « Santa Anna » et « Candelaria »

Déjà au XVIII^e siècle, le territoire de Misiones avait été le siège d'une nombreuse population indigène qui fut le noyau des anciennes réductions des Jésuites. L'agriculture a donc précédé notre vie économique. Aujourd'hui, la principale richesse de cette contrée réside dans l'exploitation des bois de construction ou des « yerba-mate » employés dans les autres provinces de la République.

⁽¹⁾ Cfr. Cadre général des terres de l'Etat dans les territoires nationaux, jusqu'au 1 janvier 1910, dressé par la Direction des terres et Colonies de la Répub. Argent.

La population actuelle de Misiones est de 44.950 habitants, dont le tiers est formé par des étrangers de diverses nationalités. Il y a 2045 familles d'agriculteurs, dont 72 italiennes, 810 austro-polonaises, 502 brésiliennes, 311 argentines, 116 du Paraguay, 79 russes, 38 espagnoles, 6 suisses et 15 d'autres nationalités. ⁽¹⁾

L'étendue cultivée du territoire de Misiones, au 31 décembre 1903, était de 12.000 hectares.

COLONIES AGRICOLES DU TERRITOIRE DE MISIONES

Jusqu'en 1904

Noms des colonies	Hectares
Posadas	3.690
Conception de la Sierra	12.750
Santa Ana	5.400
Candelaria	3.900
San José	5.400
Cerro Cora	10.100
San Ignacio	10.000
Apostoles	10.000
Azara	20.000
Martinez	—
San Pedro	—

* * *

TERRITOIRES DE LA RÉGION MÉRIDIONALE.

— Ces territoires comprennent les gouvernations de la Pampa centrale (Neuquen, Rio Negro, Chubut, Santa Cruz et Terra del Fuego) dans lesquels réside un gouverneur nommé directement par le Congrès National.

La plus grande partie de ces territoires est encore occupée par l'industrie de l'élevage et par l'agriculture, en attendant l'arrivée des capitaux et de la main-d'œuvre.

Plusieurs causes d'ordres divers enrayent le progrès

(1) Bollett. del minist. de l'agricult. Buenos-Ayres Mai 1904, N° 3.

de la colonisation, malgré les mesures législatives prises par le gouvernement fédéral. La principale est l'absence complète des moyens de transport et le manque de sûreté pour la personne et pour les biens des habitants. D'autre part, il faudrait encore l'apport de grands capitaux pour donner à ces régions un système d'irrigation artificielle qui permettrait de concentrer l'agriculture autour des nouvelles colonies.

La valeur de ces terres augmentera lorsque les ports seront ouverts au trafic commercial et que des lignes de chemins de fer traverseront l'intérieur du pays. Le désert cédera la place à la civilisation qui commence déjà à pénétrer.

La population italienne a rapidement augmenté depuis 1894 ; la plupart des colons ont reçu gratuitement, du gouvernement, un lot de terrain à cultiver, d'une superficie de 20 à 100 hectares. Dans la capitale, à Santa Cruz, la collectivité italienne est devenue assez considérable pour fonder une société de secours mutuels.

Dans l'espace de vingt ans, la Pampa, qui était considérée comme un territoire stérile, presque impropre à la colonisation, s'est considérablement développée. Elle compte aujourd'hui plus de 80.000 habitants dont un quart d'européens, 20 centres de population, environ 370.000 hectares de culture, 464.645 bêtes à corne, 4.809.077 moutons et 281.537 chevaux. L'exportation annuelle représente une valeur de 15 millions de piastres, soit 32 millions de francs. (1) Les terres ont augmenté de prix : la lieue carrée de 2500 hectares, se vend ordinairement fr. 220.000.

Les autres territoires du sud restent à peu près fermés à l'immigration européenne. Quelques tentatives de colonisation ont été faites, mais sans succès. En 1896, un

(1) Martinez et Lewandowski. *L'Argentine au XX^e siècle*, O. c. page 130.

syndicat milanais s'est formé pour l'achat de ces terrains d'une étendue de 62 lieues carrées, mais le plan de colonisation reste encore à faire. ⁽¹⁾

A Rio Negro, la population actuelle est de 34.000 habitants, dont 4000 étrangers (3000 italiens).

Chuchut compte aujourd'hui 30.000 habitants. Une importante colonie s'y est formée en 1865, sous le nom de de Rawson, devenue plus tard la capitale du territoire.

⁽¹⁾ Malaspina di Carbonaro. *Colonizzazione del Argentina*. Bollet. du Minist. des affaires étrangères, octob. 1899, page 340.

CHAPITRE II

La législation argentine en matière de colonisation.

La politique foncière du gouvernement argentin. — A) Période antérieure à 1852. — B) Période de 1852 à 1912. — Différentes formes de colonisation mises en pratique durant ces périodes. — Loi de Hogar de 1884. — Loi de Escatante de 1903. — Loi de 1908 «de fomento» des territoires nationaux. — Etude comparative de la politique coloniale argentine avec les systèmes adoptés aux Etats-Unis et au Canada.

Le problème de la colonisation, dans la République Argentine, se réclame étroitement de celui de l'immigration, car en effet, de l'harmonie de ces deux grands facteurs, dérivent en grande partie sa prospérité de son bien-être actuel.

La richesse d'une nation ne dépend pas seulement de ses terres, mais bien plus de l'élément vital qui les cultive et les fertilise par son travail. Sans la population, la terre n'a qu'une valeur relative. C'est un capital improductif qui a besoin du travail de l'homme.

Dans un pays neuf comme la République Argentine, ne possédant qu'une population de 7 millions d'habitants pour 2.952.551 km² de superficie, soit trois habitants par km², il paraît à l'évidence que la principale mission du peuple est de fertiliser cette terre avec les divers éléments qui font plétore en Europe. Il suffit pour cela que le gouvernement offre les garanties que réclament les circonstances.

Ces garanties, les hommes d'Etat argentins s'efforcèrent de les donner au moyen des nombreux décrets qu'ils promulguèrent. Le gouvernement, qui avait pris pour maxime « *Gobernares poblar* » de J. B. Alberdi, eut un programme invariable. Le fait qu'il n'a épargné au Trésor aucune dépense, si coûteuse fut-elle, pour réaliser son idéal, montre l'importance que l'on attribuait à la question de l'immigration.

Nous donnons donc un aperçu très sommaire des différents essais faits avant 1852, pour nous étendre plus longuement sur les divers systèmes mis en pratique après cette date, en vue de coloniser les terres incultes. Si nous examinons plus en détail cette seconde période, c'est parce que les essais de colonisation, dans le sens moderne du mot, ont été entrepris dans la République pendant ce temps.

La colonisation, d'après l'esprit moderne de la loi qui la régit, suppose certaines obligations du colon concessionnaire de la terre, envers l'Etat qui la cède. Cette conception juridique semble inexistante dans l'ancienne législation.

Sous l'empire des anciennes lois, dans les années qui ont suivi la fondation de la République, l'unique et principale préoccupation des gouvernements dans leurs décrets, fut d'attirer la population européenne pour assurer la stabilité du nouvel Etat et donner plus d'essor à l'industrie et au commerce. On attendait avec assez de raison, que la fusion des races formerait plus tard la nationalité argentine.

Cette idée apparaît clairement dans les actes du Président Sarmiento, l'homme le plus marquant de notre histoire, lorsqu'il disait : « Ce n'est pas notre territoire
« qui peut nous constituer en nation, mais bien les hom-
« mes qui l'habitent et les richesses accumulées autour
« d'eux. Avec des terres désertes, nous resterons toujours
« sous l'influence étrangère, car seuls, les hommes et leurs

« intérêts sont capables d'opposer une efficace résistance ».

*
*
*

A la base de la politique foncière du gouvernement argentin, pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, nous trouvons une série de décrets plus ou moins explicites sur la division et sur la répartition des terres disponibles, à l'immigrant européen.

Au mois de mai 1813, le pouvoir Exécutif fut autorisé à disposer, sans restriction, du domaine de l'Etat et, en août de la même année, on déclarait libres les terres de « majorazgo » ou de main-morte et on accordait les mêmes garanties aux étrangers qu'aux nationaux.

Les lois postérieures (celles de 1814 sur la fondation des peuples, de 1817, 1818, 1819 et 1820) avaient pour but d'encourager le peuplement, d'élargir les limites territoriales de la nation et d'occuper les terres conquises sur les sauvages.

Pour atteindre le but que ces lois se proposaient, il n'y avait qu'à mettre les terres à la disposition des travailleurs européens.

Le premier système employé fut celui de la donation de la terre à l'ouvrier qui manifestait le désir de se faire agriculteur et cela sans exiger aucune obligation en retour. Rien de plus génial, semble-t-il, dans ces temps où il fallait des hommes pour s'opposer aux invasions des indiens. On récompensait par ce moyen le sacrifice de ces gens qui se hasardaient dans ces entreprises, sans posséder d'autre garantie que celle que lui octroie la loi du plus fort.

Dans les déclarations du Congrès National qui ont motivé l'acte dictatorial de 1818, on insiste sur les avantages de telles donations pour l'avenir de la République « car, pour elles, le gouvernement procure directement le bien-être au pays, en développant l'immigration qui est

« la source de la richesse nationale ». Faisant siennes ces considérations, le Directeur suprême offrit, gratuitement, des terres situées dans la limite des frontières de Buenos-Ayres, Santiago del Estero, Guyo, Jusuy et Cordoba. ⁽¹⁾

Ce système de donation fut supprimé en 1822, pour donner des garanties hypothécaires au crédit anglais. Le décret y relatif interdisait les donations et les ventes de terres publiques, ordonnant que, depuis le mois de février, les terrains de l'Etat ne seraient livrés aux travailleurs que sous forme de location, pour un délai de 20 ans. ⁽²⁾

Cette interdiction allait ralentir l'immigration. Pour prévenir ce danger, on décida de concéder la terre au moyen d'un contrat emphytéotique. Ce contrat ressemblait à celui du droit romain ou à celui de notre fermage actuel, mais il était soumis à certaines formalités particulières qui le distinguait des deux autres. ⁽³⁾

Par le contrat emphytéotique, le concessionnaire payait une rente à l'Etat, sous forme de contribution directe, variant suivant la qualité du terrain et selon qu'il s'agissait de terre cultivée ou de pâturage. Sa durée était de 20 ans. Il donnait au titulaire un droit de préemption en cas de vente par l'Etat et lui accordait récompense pour les améliorations.

Quels que furent les avantages de ce système, ils n'eurent pas le temps de se faire apprécier, car la réforme de 1829 rétablit les anciennes donations.

Survient ensuite la dictature de Rosas, laquelle dura jusqu'en 1852. Il fit table rase de tous les essais faits jusqu'alors et cessa de protéger l'immigration ; les terres qui ne jouissaient plus de la protection et de la garantie de

⁽¹⁾ J. A. Alsina. *La inmigracion europea en la Repu. Argentina*. 1898, page 152.

⁽²⁾ *Bulletin of the Bureau of the American Republic*. Washington, 1896, pages 2-8.

⁽³⁾ F. Linares. *Inmigracion, thèse pour le Doctorat*, 1908, Buenos-Ayres, page 28.

l'Etat, rentrèrent de nouveau dans le domaine public par suite de l'abandon qu'en faisaient les cultivateurs.

En 1853 fut proclamée la nouvelle Constitution nationale. La formation de la Confédération des quatorze provinces amena une décentralisation dans le domaine de l'Etat, car chacune d'elles se réserva des droits sur les terres situées dans les limites territoriales.

Il n'existe aucun registre pouvant nous renseigner sur la superficie que l'Etat a cédée aux particuliers, soit par domaine, par contrat emphytéotique ou par vente, ni aucun plan de division des terres appartenant à l'Etat.

Dans la règle, chaque cultivateur possédait autant de terrain qu'il pouvait en cultiver. La Estancia, ou terre de clôture, ne connaissait d'autres limites que celles de la volonté de l'acquéreur et des capacités qu'il possédait pour la défendre.

Avec un système aussi rudimentaire, il était presque impossible à l'Etat de connaître les limites du terrain qu'il pouvait et voulait concéder aux agriculteurs. Plus tard cependant, la propriété fut constatée dans les registres, en faveur de ceux qui étaient au bénéfice soit d'une donation, soit d'une paisible possession. L'origine d'une grande partie de la propriété privée en Argentine doit remonter à ces mesures.

Nous omettons volontairement de citer quelques actes arbitraires du gouvernement, au sujet de la répartition d'énormes étendues de territoires à des particuliers, en récompense de services rendus à la Nation, pour ne nous occuper que de la colonisation en Argentine.

* * *

Le vrai mouvement de colonisation en Argentine commença à la chute de la tyrannie de Rosas, le 3 février 1852. Le gouvernement qui lui succéda donna une forte

impulsion à l'agriculture et à l'immigration européenne. Il mit les terres vierges à la disposition des capitaux et de la main-d'œuvre que l'immigration apportait au pays.

Les premiers pas furent des tâtonnements ; l'orientation prise ne fut pas uniforme ni bien définie et ne rentrait dans aucun système scientifique adopté dans les autres pays colonisateurs. Ce manque de programme amena de faibles résultats, malgré les efforts évidents que l'on faisait pour attirer la population. Cela dura jusqu'en 1876, soit jusqu'à la création du Bureau central des terres et des colonies.

Les ressources manquaient aussi au gouvernement pour inscrire dans son budget les fonds nécessaires à l'organisation d'un service régulier de transport et à la création d'un fonds d'immigration.

Enfin, une grande partie des terres étaient grevées d'hypothèques en faveur d'étrangers. En 1855, le Congrès autorisa le Gouvernement fédéral à vendre quelques terrains pour rembourser les capitalistes anglais et dégager ainsi les fonds grevés.

A force de grands sacrifices d'argent pour payer les frais de transport, les premiers frais d'assistance, l'établissement et les outils aux nouveaux arrivés, l'immigration reprit un nouvel essor. Les ventes, les donations, qui se firent alors sans fixation de limites, donnèrent naissance à la grande propriété, aux latifundia existant encore aujourd'hui.

La loi de 1862 autorisa la distribution gratuite de lots de terre, à raison de 25 hectares par famille, à tout colon qui voudrait s'établir sur les territoires nationaux, à la seule condition d'y demeurer pendant deux ans. En Patagonie, la superficie du lot pouvait être de 100 hectares. ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Ford. *La République Argentine*, 1867, p. 40-49. Alsina. *La inmigracion europea*. O. c. p. 59.

Malgré ces libéralités, la colonisation de ces contrées si lointaines se fit très difficilement, en raison surtout du défaut de voies de communication. Les contrées du littoral réussirent mieux, car les immigrants préféraient ces terres aux autres, à cause des avantages résultant du trafic et du commerce avec les centres urbains.

Les principaux systèmes de colonisation admis en Argentine sont au nombre de quatre :

A. La colonisation de l'Etat. L'initiative avait été prise par le Gouvernement national et les Gouvernements provinciaux. Ces colonies dites de l'Etat, dépendaient directement et respectivement de l'administration centrale ou provinciale.

B. La colonisation privée. Elle était due à des entreprises particulières ou compagnies de colonisation.

C. La colonisation individuelle. Elle fut faite par les propriétaires.

D. La colonisation entreprise par les groupes de bienfaisance.

La première colonisation, que nous appellerons officielle, se réclame du vieux système américain mais avec des résultats bien différents. Le Gouvernement national et le Gouvernement des provinces, furent autorisés à encourager et à promouvoir l'immigration et la colonisation dans tous les territoires nationaux et provinciaux. Dans ce but, on conseillait l'octroi de privilèges aux particuliers (*concesiones temporares de privilegios y recompensas de estimulo*). On encourageait aussi les institutions privées qui s'adonnaient à augmenter la population au moyen de l'immigration.

Durant la présidence de Mitre et Sarmiento, on favorisait l'immigration spontanée. L'immigration artificielle revint en honneur sous la présidence du général Roca et Juarez Celmann. Après la crise de 1890, les Présidents Pellegrini, Saenz Pena, Urburu, Guintana, Figueroa Al-

corta et l'actuel Dr Roque Saenz Pena, ont repris l'ancien système.

Ces premiers essais de colonisation ont presque tous échoué, malgré les grandes dépenses qu'ils ont entraînées pour l'Etat. Cette colonisation officielle avait pourtant réussi aux Etats-Unis et en Australie. En Argentine, cet échec n'était donc point dû au système, mais bien plutôt aux mauvais moyens employés, à l'inexpérience du gouvernement et surtout à l'imprévoyance dans les distributions de terres remises à des gens peu disposés au travail, et sans aptitudes pour l'agriculture.

* * *

La genèse de la colonie officielle commença avec la démarcation et l'arpentage des terres libres par les ingénieurs de l'Etat.

Les terrains étaient divisés en lots de 20 à 50 quadras. Chaque famille, composée de trois personnes adultes, obtenait sur sa demande, un lot à bas prix ou même gratuitement, à la condition de le cultiver et de s'y établir à demeure. De l'accomplissement de ces conditions dépendait l'acquisition définitive du droit de propriété.

Cette distribution de terres avait pour but d'établir des colonies agricoles dans les contrées limitrophes de chaque province. La législation en cette matière pouvait différer d'un Etat à l'autre, en vertu de l'autonomie provinciale reconnue par la nouvelle constitution. Le Gouvernement fédéral exerçait toutefois une surveillance générale sur les contrats passés entre les colons et les autorités provinciales.

Pour mener à bien son programme de colonisation officielle, le Gouvernement adopta avec les entrepreneurs de colonisation, le système des contrats écrits, très répandus dans le centre et le midi de l'Europe. Ces contrats donnaient lieu à des spéculations et à des marchandages

regrettables et beaucoup furent résiliés avant d'avoir été exécutés.

Deux seulement eurent quelques résultats : celui passé le 29 janvier 1852, entre le gouverneur de Corrientes et deux français, le Dr Brougues et John Lelong, et celui du 15 janvier 1852, conclu par le gouverneur de Santa Fe avec D. Aaron Castellanos, l'un des plus zélés propagandistes de la colonisation.

L'exécution du premier contrat n'eut lieu qu'en 1854, avec l'arrivée de plusieurs familles de Bordeaux. Ces colons créèrent de gros ennuis au Gouvernement, en refusant de demeurer sur leurs lots et en manifestant contre les spéculations dont ils disaient être victimes.

Cette dernière réclamation était en partie fondée. En effet, l'Etat contractait avec l'entrepreneur qui distribuait les lots à chaque colon. Celui-ci, au lieu de cultiver sa propriété, travaillait en réalité pour son entrepreneur qui ne lui donnait pour toute rétribution, qu'une somme de Fr. 400 par an. Ces abus firent émigrer ces travailleurs, et il ne resta pas trace de leur séjour, bien que le gouvernement ait respecté ses engagements. ⁽¹⁾

L'exécution du second contrat donna de meilleurs résultats, grâce au patriotisme de M. Castellanos, appelé avec raison « l'apôtre de la colonisation ».

M. Castellanos fut le fondateur de la colonie « Esperanza » dans la province de Santa Fe. Nous aurons l'occasion de nous occuper en détail dans le chapitre suivant, de l'œuvre de la colonisation dans cette province, où prospéra, mieux qu'ailleurs, l'immigration européenne.

Les compagnies de colonisation qui apparurent déjà à cette époque, rendirent de grands services à la cause, en joignant le concours de leurs capitaux à celui de la

⁽¹⁾ Alsina. *La emigracion europea en la Rep. Argent.* O. c. page 59-155.

Economista d'Italia, 9 août 1896, cité par Chaudéze : *de l'intervention des pouvoirs publics dans l'imm. et l'ém.* 1898, page 234.

main-d'œuvre. Elles pratiquaient la culture extensive et vendaient des terrains aux colons qui, fortune faite, voulaient se procurer un lot.

Nombreuses sont les colonies fondées sur ce système. Beaucoup réussirent à s'émanciper en morcelant les terres pour les vendre aux immigrants. ⁽¹⁾ De tels succès engagèrent les provinces de Cordoba, Buenos-Ayres, Entre Rios et Corrientes à voter des subsides en faveur de ces sociétés, pour encourager leur dévouement au bien public.

L'Etat faisait cession de ses terres aux compagnies à des prix dérisoires, à charge par celles-ci d'introduire un certain nombre de familles étrangères. Les frais de voyage étaient garantis par les deux contractants ; l'Etat avançait en outre l'argent pour l'achat des outils et la construction des maisons : c'est ce qu'on désignait par dette coloniale des immigrants.

Ce système, comme d'ailleurs tous les autres, avait le grave défaut de permettre aux compagnies de créer un véritable domaine privé dans les terres de l'Etat et cela souvent au préjudice des véritables intérêts de la colonisation.

De nombreux propriétaires des latifundia de l'intérieur ont eu recours à la colonisation pour cultiver et améliorer leurs terres. Une grande partie de ces propriétés, pour ne pas dire toutes, dénommées « Estancia », étaient de vastes pâturages qui nourrissaient le bétail faisant la richesse du pays. ⁽²⁾

Une petite partie de l'« Estancia » servait à la culture de la luzerne pour le bétail à l'engrais et le reste était distribué par lots de 20 à 30 hectares et affermés aux agri-

⁽¹⁾ L'hectare de bonne terre valait fr. 3, 2, 1 et même 10 cent. suivant la distance des pampas. Le général Mitre, le premier, comprit le profit à tirer des terres des Pampas et favorisa ce développement. (Cfr. Louis Guillaîne, p. 94. Chaudèze.)

⁽²⁾ Ford. *La Républ. Argent.* O. c. 1897.

culteurs. Ce fermage consistait à faire certains travaux dans les propriétés du patron. Cette pratique existe encore aujourd'hui dans les provinces du nord et constitue un véritable système de féodalité agraire.

Les colonies, fondées par les particuliers, ne sont pas arrivées à une grande prospérité, à cause de l'inhibition dont la terre était grevée par rapport aux agriculteurs.

Il faut aussi attribuer peu de mérite à la colonisation faite par les œuvres de bienfaisance. Les premiers essais de ce genre furent faits par le baron Maurice Hirsch qui dépensa 50 millions pour fonder en Argentine, des colonies d'israélites, alors chassés de leur patrie par les persécutions. Nous ne trouvons nulle trace de quelque succès.

. . .

Passons maintenant à l'analyse des lois subsidiaires, les seules à notre avis qui méritent une étude spéciale, en raison des systèmes scientifiques de colonisation dont elles se sont inspirées. Elles étaient basées sur des lois similaires, promulguées au Canada et aux Etats-Unis.

L'attention du Gouvernement fut attirée par le gaspillage général de la terre et par la formation de grands latifundia ; il s'empessa de réglementer les concessions de domaines sous une forme plus propice à la colonisation.

Une première loi fut élaborée le 19 octobre 1876 (dite loi d'immigration et de colonisation) par le Congrès National, établissant les principes fondamentaux pour la distribution régulière des terres dans toute la République.

Cette loi, qui forme encore la base de notre législation foncière actuelle, prescrivait une nouvelle démarcation des terres et leur division en 400 lots de 100 hectares chacun, destinés à être vendus aux colons. Pour assurer l'exécution de ces prescriptions, on créa le Bureau central

de « *tierras y Colonias* » dépendant du Département général de l'immigration.

Selon le plan de cette division, on réserva dans chaque section, 4 lots destinés à la création de centres urbains. Le reste fut vendu aux immigrants à raison de deux piastres forts l'hectare (2 dollars), payables en dix mensualités, dès la seconde année, sous la condition toutefois que le colon y élirait domicile et cultiverait ce fonds deux années au moins. Ce prix monta, en 1882, à trois dollars. ⁽¹⁾ Le Bureau central pouvait céder gratuitement un lot de 100 hectares à chaque famille fondatrice d'une nouvelle colonie.

Pour empêcher la spéculation, la loi défendait sous peine de nullité, l'achat de plus de quatre lots par personne et le morcellement inférieur au quart d'un lot.

Deux ans après l'occupation, si le colon avait rempli toutes les conditions du contrat, il pouvait demander d'entrer en possession de son bien et la remise du titre lui conférant la propriété. Dans le cas contraire, la terre retournait à l'Etat.

Une seule exception était permise dans la répartition des terres : les compagnies de colonisation pouvaient acquérir plusieurs lots (une section entière), sous réserve d'établir sur les terres cédées, dans le délai maximum de deux ans, des familles européennes, à raison d'une par 50 à 100 hectares de superficie et de leur accorder les premiers secours, tant en argent qu'en outillage agricole. ⁽²⁾

⁽¹⁾ *Il regime e le Concessione delle terre nelle colonie moderne*, in Archivio Guiridico 1905, page 60.

⁽²⁾ A teneur de la loi de 1876, à côté de chaque section de 40.000 hectares, on devait en laisser une autre libre, destinée à recevoir :

- 1° les pâturages,
- 2° la colonisation des compagnies privées,
- 3° la réduction des indiens.

Pour obtenir une concession de l'Etat, les compagnies de colonisation étaient soumises :

- 1° au paiement d'une taxe légale,

Cependant, malgré tout ce qu'avait prévu le législateur dans la loi de 1876, quelques lacunes restaient encore à combler. Une nouvelle loi du 24 octobre 1882 modifia les conditions de vente des terrains à pâturage, en ce sens que le prix en fut fixé à raison de fr. 0,20 l'hectare, payable dans un délai de cinq ans.

Une autre loi (Ley del Hogar) entrée en vigueur le 2 octobre 1884, autorisa le pouvoir exécutif à céder gratuitement un lot de terrain d'un quart de lieue, à tout citoyen argentin ou naturalisé, aux conditions suivantes :

1. Être majeur, âgé de 22 ans et ne posséder aucun autre immeuble dans la République ;
2. être seul bénéficiaire du lot demandé en son propre nom et non pour le compte d'un tiers ;
3. prendre l'obligation d'occuper personnellement (ou en cas de mort, ses héritiers), le lot concessionné ; d'y fixer sa demeure pendant au moins 5 ans et d'y placer (en travail ou outillage) un capital d'au moins 250 piastres ;
4. assumer l'obligation de cultiver au moins dix hectares de terre (durant les cinq années) et de planter deux cents arbres fruitiers ;
5. le concessionnaire recevait un titre provisoire de

2° à l'obligation d'établir 140 familles européennes dans les terrains concédés, et cela dans le terme de deux ans,

3° de vendre à chaque famille d'agriculteur un lot de bonne terre d'au moins 50 hectares,

4° de construire un bâtiment pour l'administration, d'une capacité suffisante pour y loger 50 familles avec les denrées et l'outillage,

5° de fournir aux colons qui le demandaient, les matériaux, l'habitation et les animaux nécessaires, sans exiger un intérêt plus élevé que le 10 %,

6° le prix de vente de la terre ne pouvait être exigible que la troisième année à compter dès la prise en possession,

7° la compagnie devait reconnaître à l'administration du Bureau central le droit d'intervenir dans l'exécution des contrats, pour protéger les colons et surveiller l'application de la loi,

8° lors de la conclusion du contrat, la société devait effectuer en banque un dépôt de 4000 piastres forts (4000 dollars) en garantie de la bonne exécution de ses obligations.

propriété, remplacé par l'acte définitif, une fois les conditions remplies.

En revanche, la loi garantissait au détenteur la paisible possession de la terre et le dispensait de payer les impôts y relatifs. Le titre de propriété était insaisissable, et il interdisait la vente ou l'hypothèque.

Selon l'opinion très autorisée du Dr Escatante, ancien ministre de l'agriculture de la République Argentine, cette loi était la plus parfaite qui ait existé en la matière, mais il avait soin d'ajouter qu'elle était plus théorique que pratique.

Les gouvernements des provinces travaillaient aussi à l'élaboration des lois agraires, selon les besoins et les conditions géographiques de chaque région.

Il serait inutile de les citer toutes : nous ne mentionnerons que celle élaborée en 1887, par le gouvernement de Buenos-Ayres, sous le nom de « centros agrícolas », dont le but était de combattre les latifundia qui s'étaient formés sous les auspices des anciennes législations.

Cette loi fut avantageuse pour la colonisation. Elle facilita aux colons l'accès de la terre provinciale ; elle accorda aux compagnies de colonisation des crédits hypothécaires jusqu'à concurrence des trois quarts de la valeur de leur propriété avec, en outre, la facilité de se libérer en trente annuités.

Le résultat fut immédiat. L'immigration se développa rapidement. Sur 116.000 propriétaires étrangers, 63.000 étaient italiens. ⁽¹⁾

La loi « centros agrícolas » aurait dû, nous semble-t-il, enrayer les spéculations sur les terres de l'Etat, mais il n'en fut rien, grâce à l'inexpérience des hommes auxquels était confié la gestion du domaine public dans les provinces. Pendant la période qui précéda la crise de 1890, les terres des provinces passèrent aux mains de quelques

(1) Alsina. *Segndo censo de la Rep. Argent.*, page 115.

rares propriétaires qui, sans les améliorer, espéraient les revendre avec bénéfice aux propriétaires voisins. Les gouvernements furent dans l'impossibilité de trouver des terres disponibles pour occuper les désœuvrés des villes.

Il faut avouer que la loi de 1876 n'a pas donné les résultats espérés, si l'on considère les grands sacrifices et les dépenses qu'elle occasionna. Ainsi que le dit justement M. Linares dans sa dissertation doctorale : « Cette loi avait le grave défaut d'être en avance sur son époque. Elle supposait la parfaite connaissance de la nature et de la configuration du sol pour éviter une application arbitraire de ses dispositions ».

* * *

Nous arrivons à la loi du 8 janvier 1903, qui est encore en vigueur, sauf quelques petites modifications apportées ultérieurement.

Cette loi a été dictée par l'expérience de cinquante ans d'insuccès dans le domaine de la législation coloniale, par l'idée de sauver le patrimoine de l'Etat d'une prochaine débâcle ; c'est à notre avis la plus parfaite comme système scientifique. En l'élaborant, le législateur abandonna l'ancienne routine qui avait causé le déséquilibre de la propriété foncière, pour établir des prescriptions salutaires contre la tendance à créer des latifundia.

Elle prescrit :

A. Une nouvelle division et répartition des terres de l'Etat en lots de pâturages et en lots de culture, dont la superficie dépend de la topographie de chaque région.

B. Les lots de culture ne pourront dépasser 100 hectares de superficie et les pâturages 2500 hectares. La même personne ne pourra détenir plus de deux lots de culture et plus d'un lot de pâturage. Les lots restants seront affermés ou vendus à un prix minimum de fr. 2,30 l'hectare, payable en cinq ans, avec 6 % d'intérêt.

C. Les acquéreurs recevront le titre définitif de propriété après versement du sixième du prix de vente

et dès que toutes les conditions stipulées dans le contrat auront été remplies. Jusqu'à ce moment, les terres sont grevées d'une hypothèque légale en faveur de l'Etat. Les titres de propriété doivent être inscrits dans les registres publics.

D. Le nouveau colon s'engage à cultiver son lot, à lui apporter des améliorations pour une valeur estimative de 500 piastres et à construire sa maison sur un lot destiné à un centre urbain. Le non-accomplissement de ces conditions entraîne la rescission du contrat et par voie de conséquence, la perte des améliorations apportées au fonds.

Nous passons sur d'autres dispositions de cette même loi, relative à la création de missions, au refoulement des indiens à la frontière de chaque province et à la destination de terrains aux « yerbales » et pour l'exploitation des bois.

Au moment où ces dispositions furent prises, l'Etat possédait encore 90 millions d'hectares de bonne terre dont il pouvait disposer en faveur de l'immigration. La colonisation fut rapide : en quelques années, de vastes régions situées dans les pampas furent ouvertes à la culture.

Si cette situation continue, on peut espérer qu'en moins de 50 ans, les immenses territoires du Sud seront couverts de travailleurs qui exploiteront les grandes richesses de ce sol jusqu'ici improductif.

Comme on le voit, ces mesures étaient bonnes, mais elles eussent été meilleures si les capitaux avaient accompagné la main-d'œuvre. Aussi le Gouvernement concéda-t-il à la compagnie « Germanico Argentina », société qui disposait de gros capitaux, un terrain de 1.500.000 hectares, dans le territoire national de Santa Cruz. Cette compagnie, malgré son caractère d'entreprise privée, reconnaissait à l'Etat le droit de devenir actionnaire.

Cependant, les ports et les voies de communication faisaient défaut. Pour en créer, le Congrès décida, en 1908, par la loi dite « fomento de los territorios naciona-

les », de vendre les terres du voisinage pour se procurer les fonds nécessaires. Pour faciliter ces ventes, il supprima temporairement certaines restrictions que la loi apportait dans les contrats.

Cette politique, bien qu'excusable, n'est pas sans mériter des reproches. Elle n'a pas su résoudre le problème de la distribution régulière de la terre par la formation de petites propriétés. Les meilleurs lots situés à proximité des voies de communication, ont été achetés par des spéculateurs qui se sont fait de grosses fortunes. Par contre, les terrains de second ordre, distants des centres commerciaux et des voies ferrées sont restés à l'Etat.

Telle est la situation actuelle du domaine public. Elle aurait été bien différente si l'on avait encouragé la formation de petites propriétés. C'est la perspective de devenir propriétaire qui aurait stimulé le travailleur de l'Europe à émigrer en Argentine. Ce stimulant était nécessaire pour attirer l'immigration. Or, l'Argentine négligeait ce moyen en vendant ses meilleures terres, renonçant par le fait même à sa principale mission colonisatrice.

Dans le cas particulier, il est, à notre humble avis, plus opportun d'appliquer rigoureusement la loi que de suivre un système. Si le gouvernement a bien l'intention de réparer les fautes du passé, il doit reconstruire l'édifice « ab imis fundamentis ».

Une telle réforme peut paraître impossible, en raison des sacrifices énormes qu'elle entraînerait, des perturbations qu'elle produirait, des atteintes qu'elle porterait aux intérêts particuliers et aux droits acquis; mais le gouvernement dispose de moyens légitimes pour résoudre ce grave problème d'intérêt général.

Des projets de réforme présentés au Gouvernement émettent l'avis qu'il y aurait lieu d'exproprier 200 lieues carrées dans les zones des céréales, pour être réparties en petits lots aux immigrants. Ce serait certainement là un moyen de développer l'immigration.

Nous l'avons dit plus haut, c'est la petite propriété qui attire l'étranger. Or, dit M. Citela : « combien d'immigrants venus au pays avec la ferme intention d'acheter une parcelle de terre, ont dû abandonner ce rêve en présence des difficultés qu'ils rencontraient ; le Gouvernement, loin de pousser à la petite propriété, encourageait les latifundia ».

Quelle politique foncière devait suivre l'Argentine, elle qui possédait d'énormes étendues de terres libres et fertiles et une population insuffisante ?

La réponse est simple : une distribution régulière de la terre en petites propriétés ; la vente de ces lots, à des prix modiques, directement aux colons venus d'Europe. Eventuellement, ces ventes auraient été faites en Europe, en guise de réclame, comme l'ont fait précédemment les Etats-Unis et le Canada. Cette certitude de pouvoir posséder de la terre immédiatement, aurait eu pour effet de canaliser vers l'Argentine le flot d'émigrants qui, chaque année, quittait l'Europe.

La création de petites propriétés : voilà le principe de colonisation. Par ce moyen, les Etats-Unis ont combattu la naissance des latifundia. Dans ce pays, une grande partie du sol est la propriété de petits cultivateurs. Voilà pourquoi l'immigration, campagnarde surtout, se fit si rapide pendant le courant du XIX^e siècle, dans la Confédération nord-américaine, alors qu'elle languissait dans les Etats du sud.

Au début, les Etats-Unis et le Canada avaient procédé de la manière suivante :

Jusqu'en 1870, les terres publiques des Etats-Unis étaient réparties en lots de 640 acres chacun, sans qu'aucune limite légale soit fixée à l'acquéreur. Ce défaut de limitation donna naissance à des spéculations nombreuses et diverses ; c'est pourquoi on promulgua la loi de 1800 pour y mettre fin. Cette loi fixait à 2 dollars le prix de l'acre, payable un quart au comptant, un quart dans les

40 jours, un quart dans l'année et le solde dans le délai des 4 années suivantes.

Quoique bonne, cette loi ne fut pas assez efficace pour refréner la spéculation. Il fallut imposer le paiement au comptant dans toutes les ventes. Ceux qui ne purent s'acquitter entièrement vis-à-vis de l'Etat durent lui restituer des terres pour une valeur équivalente au montant non encore versé, et cela dans un délai de huit ans.

Nous voyons donc que toute l'importance de ce système consistait à limiter la faculté d'acquérir afin de combattre les latifundia.

Grâce à ces mesures, les petites propriétés augmentèrent prodigieusement pendant la première moitié du siècle dernier. Sur quatre millions de propriétaires ruraux, trois millions travaillaient eux-mêmes leur lot.

Le Canada a aussi traversé une période de désorganisation agraire dont il n'a pu se relever complètement. Mais de bonne heure, il adopta un système uniforme, capable d'arrêter les funestes effets de son ancienne politique coloniale. Pour entraver la spéculation et les latifundia, son gouvernement eut recours à la fameuse théorie de Wkefield. ⁽¹⁾ Cette théorie consiste dans le système de la vente, à prix fixe et relativement bas, de terrains du domaine public pour permettre au colon l'acquisition immédiate d'un fonds de terre. Ce système suppose l'existence d'une puissante organisation foncière.

Actuellement, les terres du Canada appartiennent au domaine privé et au domaine public de chaque Etat. Il existe aussi des terres nationales dans le nord-west de Manitoba et Saskachewau.

Pour la colonisation, le gouvernement distribua les terrains des divers domaines de la façon suivante :

La terre provinciale divisée en acres est cédée gratuitement ou à un prix très bas aux immigrants, sous cer-

⁽¹⁾ Revue *Italie al Estero* du 16 avril 1912.

taines restrictions légales. Les lots les mieux situés, par exemple ceux de New-Brunswick, se vendent de 1 schilling à 3 dollars.

Les terres du domaine de l'Etat, par contre, sont divisées en grands carrés, comprenant chacun 36 sections d'un mille anglais (1609 m.). Une section carrée compte 640 acres et se divise en quatre parties de 160 acres chacune, qui peuvent être à leur tour subdivisées en quatre parties de 40 acres.

Les sections qui portent un numéro pair sont concédées gratuitement, tandis que les autres sont destinées à la vente à des sociétés de colonisation ou à des entreprises de chemins de fer.

En 1910, 18 millions d'acres avaient déjà été distribués dans le Manitoba, et il en restait encore 87 millions à répartir.

Tout homme âgé de 18 ans (ou toute femme qui avait famille), pouvait obtenir un lot, à la condition de se faire naturaliser anglais et de fixer son domicile pendant trois ans dans le Canada ou durant six mois sur son lot. Ces conditions remplies, on pouvait obtenir un titre de propriété définitif, et acheter un autre lot, au prix de trois dollars l'acre, payable par annuités. ⁽¹⁾

* * *

Pour terminer notre étude sur la législation en matière de colonisation, nous devons faire remarquer que la prospérité et l'avenir d'un système de colonisation quelconque dépendent évidemment de la législation, mais que les circonstances les plus variées, voire même le hasard, jouent aussi un rôle important pour sa réussite.

En Argentine, la question de la distribution de la terre est la base de la politique économique du pays. Elle

⁽¹⁾ La législation du Canada, ne se différencie guère de celle des Etats-Unis. Le principe du Homestead fut introduit avec la loi du 14 juin 1872. Cfr. *Statuts de la Province du Canada*, 1872 page 59-70.

demeure un problème important à résoudre, tant au point de vue juridique qu'au point de vue économique. Sa solution sera d'autant plus difficile qu'il faudra mettre ces théories juridiques et économiques en harmonie avec les usages, les mœurs, les traditions populaires et avec les conditions sociales et matérielles du pays.

Si donc le côté capital du problème foncier repose sur les concessions terriennes, il est important de savoir comment elles doivent se faire : par la vente ou la cession gratuite ?

La distribution gratuite a toujours fasciné les immigrants. Elle est donc à première vue, le meilleur moyen de colonisation. D'aucuns même, prétendent que la donation peut seule attacher l'immigrant au pays pour la colonisation de son lot. Combien de familles pauvres, émigrant sans ressources, sont heureuses de changer leur condition médiocre en Europe, contre celle de propriétaire colonial en Argentine.

Cependant les concessions de terre par voie de vente sont la règle : c'est à notre avis la meilleure solution.

Tout d'abord, il ne faudrait pas prétendre que telles terres sont nulles comme valeur, parce que l'homme ne les a pas fécondées par son travail. Elles ont une valeur intrinsèque, indépendante du travail du cultivateur. Le seul fait qu'elles sont la propriété d'une nation civilisée, capable de se développer et de les faire produire dans la suite des temps, leur confère une valeur. L'utilité qu'offrent ces terres, au fur et à mesure que la nation se développe, augmente par ce fait même leur valeur. Leur plus-value est constituée par la quantité de capitaux disponibles, par la création de chemins de fer et de voies de communications.

Cette valeur justifie la vente.

Au point de vue financier, le système de la vente est le plus rationnel ; c'est la meilleure source d'impôts qu'on puisse établir.

Au point de vue colonisateur, l'expérience a démontré l'avantage des ventes, en ce sens qu'elles créent la petite propriété, empêchent la formation des latifundia et donnent à l'acheteur des droits plus étendus sur le fonds. En effet, la concession gratuite est souvent accompagnée de conditions restrictives, tandis que les concessions achetées sont définitives et ignorent souvent la possession provisoire.

Si nous comparons les résultats de ces deux formes d'acquisition en Argentine, nous constatons que les latifundia sont nés de la donation, tandis que le morcellement graduel qui s'opère aujourd'hui dans les provinces de Buenos-Ayres, Santa-Fe et Cordoba dérive de la vente régulière et systématique de la terre.

CHAPITRE III

L'immigration italienne et l'agriculture.

Les trois zones de culture ; leurs principaux produits ; comparaison entre les surfaces cultivées de chaque zone, de 1895 à 1912. — Dernières statistiques de la production agricole de 1911-1912. — Rapport entre le capital employé, la main-d'œuvre italienne et le rendement de la terre.

Il est aisé de déduire de ce que nous venons de dire au sujet de la colonisation, l'influence que celle-ci exerce dans le domaine des grandes industries de l'Argentine et tout particulièrement dans le domaine de l'agriculture.

Nous n'avons pas la prétention de retracer dans tous leurs détails, les diverses phases de l'évolution de l'agriculture qui, malgré son origine relativement récente, a déjà pris des proportions colossales. Qu'il nous soit simplement permis d'emprunter quelques notes aux statistiques officielles du Ministère de l'agriculture pour donner une vue d'ensemble sur la marche ascendante de cette industrie dans la courte période que nous étudions.

Nous verrons que ce développement est dû en grande partie à l'immigration italienne.

Constatons tout d'abord le développement parallèle de l'agriculture et de la colonisation. Ce fait nous paraît intéressant pour expliquer la grande différence existant entre les trois zones de culture en Argentine : celles du nord, du centre et du sud.

Jusqu'à nos jours, l'immigration fut relativement

faible dans les régions du nord et du sud, tandis qu'elle est parvenue à s'enraciner définitivement dans celles du centre où se sont formées de nombreuses colonies.

Dans ces zones, l'agriculture est restée à l'état primitif. Ce retard doit être attribué sans doute au manque de cultivateurs, à l'insuffisance des moyens de transport, comme aussi à la négligence qu'ont mise les gouvernements à répartir la terre entre les immigrants. Ces diverses causes ont nui à la formation de nouvelles colonies et ont facilité la constitution et le développement des latifundia, tout en laissant d'immenses étendues de terres incultes. La production des céréales suffisait à peine à la consommation.

La principale industrie des contrées du nord est celle des bois de construction. Des forêts d'arbres gigantesques, de toutes les espèces, représentant une valeur incalculable, couvrent encore d'énormes étendues. Dans la seule année 1910, l'exportation des bois de l'Argentine représentait une valeur de 10.564.525 piastres or, soit 52.822.725 fr. ; ces bois provenaient en grande partie de la région du nord.

Les principales cultures de ces régions du nord sont celles du maïs, de l'orge, de la canne à sucre, du tabac, du coton et du riz. La culture du riz tend à se développer dans les provinces de Tucuman, San Juan, Mendoza, Salta, La Rioja, Jujuy, Corrientes et dans les territoires nationaux de Formosa, du Chaco et des Missiones. La canne à sucre a pris aujourd'hui une importance considérable dans les provinces de Salta, Tucuman et Jujuy, où de nombreuses fabriques fournissent le sucre à toute la République ; la seule province de Tucuman en comptait soixante-neuf en 1905 et l'étendue cultivée est de 60.000 hectares. Cette culture a fait la richesse de cette province.

Les immigrants italiens, malgré leur petit nombre, sont parvenus à se créer une situation importante dans l'industrie de la canne à sucre ; plusieurs d'entre eux sont

devenus propriétaires de terres cultivées et de fabriques, se plaçant ainsi au rang des producteurs en gros.

On trouve de la vigne dans les régions de Mendoza et de San Juan, où les conditions du climat et la nature argileuse du sol sont favorables à cette culture.

Les italiens occupent le premier rang dans l'industrie viticole ; ce sont eux qui l'ont introduite en Argentine. Au nombre des propriétaires et producteurs en gros, nous trouvons les établissements italiens de Brandi, Giol, Tomba, Gargantini et Raphaelli, tous propriétaires de plusieurs centaines d'hectares de vigne. De nombreuses fortunes se sont déjà édifiées grâce à cette industrie, dont la prospérité ira croissant en raison des nouveaux capitaux qu'on y consacre.

La plupart du personnel occupé aux travaux du vignoble est d'origine italienne. Les salaires élevés et les belles récoltes attirent chaque année un fort courant d'immigrants des provinces du nord et du midi de l'Italie, augmentant ainsi considérablement le nombre des cultivateurs. L'industrie viticole a fait, en peu d'années, des progrès étonnants ; ainsi, la seule province de Mendoza compte plus de 48.500 hectares de vigne dont les meilleurs crus sont ceux de Malvec, Semillon, Penet, Sauvignon, etc. Le rendement moyen est de 280 hectolitres par hectare. En 1910, les 1427 établissements viticoles ont produit 2.942.000 hectolitres de vin.

La vigne prospère aussi à San Juan, Catamarca, Salta et Entre Rios. Avec ses 30.000 hectares de culture, San Juan produit annuellement 750.000 hectolitres de vin.

* * *

Les terres de la zone centrale sont utilisées pour la culture des céréales ; elles ont été colonisées par des Européens, en particulier par les Italiens. La situation privilégiée de cette région, les nombreuses voies de communi-

cation qui la traversent et les connaissances techniques de ses habitants, ont assuré à cette contrée une remarquable supériorité sur le reste du pays. Cette zone, d'une étendue de 80 millions d'hectares, comprend les provinces de Buenos-Ayres, Santa-Fe, Cordoba, Entre Rios et le territoire national de la Pampa.

L'essor qu'a pris l'agriculture argentine est de date toute récente : il coïncide avec l'apogée de la colonisation. Nous avons à ce sujet un document très intéressant qui peut nous fixer approximativement : c'est le rapport fait en 1888, par le directeur du « Censo agropecuario », qui s'exprimait en ces termes : « Il n'y a guère plus de douze « ans que la production agricole argentine dépasse les besoins de la consommation. Les productions de blé, par « exemple, qu'on destinait à l'exportation étaient si minimes qu'il ne valait pas la peine d'en tenir compte dans « les statistiques. Par contre, dans le cours de ces onze « dernières années, cette exportation a atteint 237.865.925 « kilos (froment en 1887) et 6.392.442 kilos de farine en « 1888. En 1887, l'exportation du maïs était de 361.844.305 « kilos et celle de la graine de lin, de 81.208.076 kilos. « L'examen de ces chiffres nous donne une idée du chemin parcouru, peut-être un peu trop rapide ! » (1)

L'étendue des terres cultivées, en 1888, n'était pourtant que de 2.422.995 hectares, situées presque exclusivement dans les provinces du littoral et du centre.

Ainsi l'agriculture n'a véritablement progressé, dans la province de Buenos-Ayres, qu'à dater de 1895. Jusqu'alors, on croyait que cette province ne pouvait s'adonner qu'à l'élevage du bétail, et cette fausse conception était tellement enracinée dans l'esprit du peuple que la province de Santa Fe seule était sensée capable de faire quelques cultures. En effet, tandis que la province de Santa Fe

(1) Latzina. L'agriculture et l'élevage dans la République Argentine. 1889.

comptait en 1888 et 1895, respectivement 401.652 et un million d'hectares ensemencés en blé, celle de Buenos-Ayres n'en avait que 242.000 et 367.000. On observe un phénomène analogue pour la culture du lin : dans ces deux mêmes années, elle comptait 73.000 et 266.000 hectares à Santa Fe et 44.000 et 65.000 à Buenos-Ayres. L'unique culture importante de la province de Buenos-Ayres, était celle du maïs, qui dépassait celle des autres provinces.

Aujourd'hui, la plus grande étendue ensemencée de blé se trouve dans la province de Buenos-Ayres : elle mesure 2.503.700 hectares ; elle a ainsi augmenté de 1.188.269 hectares depuis la saison 1901-1902 et de 2.256.000 hectares depuis 1888. Selon les derniers renseignements fournis par la Direction de la Statistique d'Economie rurale, le total de la surface réservée aux diverses cultures dans cette province pour l'année 1911, était de 8.440.300 hectares.

Ce superbe essor est dû à l'immigration italienne ; nous avons vu que la colonisation de cette province a été entreprise par elle et que c'est elle qui a su monopoliser l'agriculture à son profit. A part les deux grandes compagnies italiennes, possédant chacune un capital de plusieurs millions et une étendue de terre de plus d'un million d'hectares, la terre est cultivée par plus de 300.000 agriculteurs italiens, dont les deux tiers sont des fermiers ou petits propriétaires, et le reste, des ouvriers de campagne.

* * *

La province de Cordoba occupe le second rang au point de vue de l'importance agricole ; il y a une vingtaine d'années, elle n'était pas même classée parmi les centres de moyenne production. Mais les bonnes récoltes des années 1905 à 1910, lui ont assuré une remarquable supériorité sur sa rivale, la province de Santa Fe. Dans les neuf départements qui constituent la zone des ensemencements, on compte, pour l'année 1910-1911, 4.343.666 hectares de

culture, répartis comme suit : blé 1.927.000 hectares, lin 240.300 hect., maïs 398.800 hect., avoine 10.000 hect., orge 3950 hect., alpiste 500 hect., luzerne 1.500.000 hect., tabac 60 hect., vigne 1605 hect., arachides 1.500 hect., riz 800 hect., légumes 4924 hect., vergers 77.750 hect. et 175.977 hectares réservés à d'autres cultures.

Il y a lieu de remarquer que les rapides progrès réalisés dans cette province au point de vue agricole, sont dus presque exclusivement au bon système de colonisation adopté par le gouvernement ; la propriété est, mieux qu'ailleurs, divisée en petits lots et elle est régie par une sage législation.

En 1895, la province de Cordoba comptait à peine 351.223 habitants et 1958 km. de lignes de chemins de fer ; en 1911, ces chiffres ont presque doublé : la population était de 610.475 habitants et les voies ferrées de 3060 km. Ces voies de communication offrent de grands avantages à l'agriculture en lui facilitant les débouchés.

Le développement agricole de cette province s'est opéré sous deux formes simultanées : par l'accroissement de l'étendue cultivée d'une part, et par l'accroissement des genres de culture d'autre part.

Ainsi que le dit M. Martinez, ces considérations font augurer un bel avenir réservé à l'agriculture dans cette région en nous laissant entrevoir le vaste horizon encore ouvert au travail agricole.

La population italienne de la province de Cordoba est actuellement de 76.000 habitants, répartis dans 200 centres agricoles. Dans ce chiffre ne sont pas compris les nombreux ouvriers temporaires évalués à 15.000, annuellement, et qui n'arrivent que pour les récoltes.

* * *

La province de Santa Fe, berceau de la colonisation argentine, est le plus ancien centre agricole de la Répu-

blique. Elle compte plus de 200.000 italiens ; c'est la province où l'élément italien est le plus nombreux, après, toutefois, la province de Buenos-Ayres.

Son agriculture a progressé régulièrement, sans interruption. En 1895 la surface cultivée mesurait 1.684.937 hectares pour atteindre, le 31 décembre 1910, 3.954.864 hect., ainsi répartis : blé 1.202.370 hect., lin 580.700 hect., orge 1200 hect., maïs 998.500 hect., avoine 10.000 hect., alpiste 3470 hect., seigle 1000 hect., luzerne 880.000 hect., canne à sucre 960 hect., vigne 350 hect., arachides 6.450 hect., coton 127 hect. riz 2.200 hect., légumes 27.157 hect., vergers 48.300 hect. et 241,280 hectares d'autres cultures.

* * *

Dans la province de Entre Rios, l'agriculture a suivi une marche analogue. La surface cultivée de cette province était de 430.593 hectares en 1895 et de 802.794 hectares en 1911. Le blé occupait une superficie de 285.000 hectares, le lin 190.000 hect., le maïs 51.000 hect., l'avoine 20.000 hect., l'orge 2000 hect., la luzerne 125.000 hect., la vigne 5000 hect., les arachides 2500 hect., le riz 700 hect., les légumes 8300 hect., les vergers 39.700 hect., l'alpiste 200 hect. et les autres cultures 39.700 hectares. Ces chiffres sont plus modestes que les précédents. Ils nous démontrent que la province d'Entre Rios est encore à une époque de transition entre l'élevage du bétail et la culture proprement dite. Cette transformation exigera de nombreuses années d'efforts ; mais elle se fera, grâce à l'activité et aux capitaux de quelques compagnies de colonisation qui ont acheté de l'Etat une vaste étendue de terrain cultivable pour le revendre aux agriculteurs à prix modérés.

Les premiers essais faits jusqu'ici ont été heureux ; ils tendent à attirer l'immigration italienne vers ces contrées. Plus de 5000 étrangers, en majorité ita-

liens du Piémont, sont venus se fixer dans la contrée pendant ces deux dernières années. Cette immigration sera très favorable au pays, car nous savons que les colons piémontais excellent dans les travaux agricoles. Entre Rios jouit aussi d'une situation avantageuse pour l'écoulement de ses produits. Pour tous ces motifs, il est permis d'espérer un brillant avenir économique à cette province, prête à devenir un grand centre de cultures.

* * *

La productivité de la terre de la Pampa centrale fut une véritable surprise pour l'agriculteur. Il y a quinze ans à peine que le gouvernement offrait ces terres en vente, à un très bas prix, comme il le fit pour les terres du Chaco et de la Patagonie. Il décida même de les distribuer gratuitement, par lots de 100 hectares, aux immigrants qui en feraient la demande, dans le seul but d'étendre la zone de culture de Buenos-Ayres et de peupler cette région. En présence des difficultés qu'avaient les colons de se procurer de la terre dans les contrées déjà colonisées, plusieurs profitèrent de ces offres et vinrent planter leur tente au milieu des Pampas. Le gouvernement leur vint encore en aide par des avances de fonds, propres à faciliter leur établissement. Les résultats furent rapides. Les chiffres suivants nous donneront une idée de la prodigieuse transformation qui s'opéra en peu d'années : en 1908, la surface cultivée était à peine de 470.000 hectares ; en 1912, ce chiffre quadrupla, atteignant un total de 1.225.000 hectares, répartis comme suit : blé 450.000 hectares, lin 26.700 hect., avoine 45.300 hect., orge 1150 hect., seigle 1000 hect., luzerne 400.000 hect., canne à sucre 100 hect., vigne 300 hect., riz 100 hect., légumes 1900 hect., vergers 15.900 hect., alpiste 100 hect. et 98.750 hect. d'autres cultures.

Les moyens de communication augmentent de jour en jour dans cette région, par suite du prolongement des

voies ferrées des provinces limitrophes, aboutissant à Bahia Blanca. Ce port, où se concentre le commerce d'importation et d'exportation d'une zone assez importante du sud et du centre, tend à devenir le concurrent de celui de Buenos-Ayres.

. . .

La région méridionale est une vaste zone encore inculte, dont une grande partie sert à l'élevage du bétail. Ces terres seraient néanmoins très propres à la culture si on y entreprenait un système d'irrigation artificielle. Des essais de ce genre ont été faits dans les territoires du Chuchut et de Rio Negro, et ils ont donné de bons résultats. Il est donc certain que les projets du gouvernement, tendant à coloniser et à doter cette région de voies de communication seront excellents. S'ils sont exécutés, un champ d'activité immense sera ouvert au capital et au travail des colons étrangers.

Nous donnons ci-après quelques statistiques, empruntées au dernier recensement agraire de 1911, pour mettre en relief la situation rudimentaire de l'agriculture dans ces régions.

NEUQUEN. — Superficie : 105.000 km². Population : 27.000 habitants. Chemins de fer : 34 km. Surface cultivée en blé 5800 hect., en maïs 600, en avoine 360, en orge 280, en luzerne 18.000, en vigne 25, en légumes 590, en vergers 7370, en autres cultures 4603, soit au total, 37.628 hectares.

RIO NEGRO. — Superficie : 206.750 km². Population : 34.000 habitants. Chemins de fer : 601 km. Surface cultivée : blé 1700 hect., maïs 1600, avoine 180, orge 100, luzerne 15.000, vigne 380, légumes 410, vergers 2000, autres cultures 41.484, soit au total, 62.355 hectares.

CHUCHUT. — Superficie : 242.039 km². Population : 30.000 habitants. Chemins de fer : 118 km. Surface cultivée : blé 4000 hect., maïs 100, avoine 35, orge 10, luzerne

4300, légumes 160, vergers 2480, autres cultures 3735, soit au total, 14.820 hectares.

SANTA CRUZ. — Superficie . 282.750 km². Population : 6500 habitants. Surface cultivée : luzerne 1050 hect., vergers 1480, autres cultures 1050, soit au total, 3580 hect.

TERRE DE FEU. — Superficie : 21.499 km². Population : 2500 habitants. Surface cultivée : 3580 hectares.

Voici maintenant les chiffres des récoltes des deux années consécutives, selon les données de la Division de la Statistique du Ministère de l'Agriculture.

	ANNÉE 1910-1911		ANNÉE 1911-1912	
	Tonnes	Val. en piast.	Tonnes	Val. en piast.
Blé	3.973.000	317.850.000	4.642.000	174.000.000
Lin	595.000	105.000.000	638.000	51.000.000
Avoine	685.000	34.754.000	883.000	25.000.000
Maïs	703.000	49.000.000	7.000.000	150.000.000
	5.956.000	506.604.000	13.163.000	400.000.000

Le tableau suivant indique la production par zone et permet de comparer les diverses provinces entre elles, durant deux années consécutives.

ANNÉE 1910-1911

Provinces	Blé	Lin	Avoine	Maïs
	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Buenos-Ayres				
section nord	73.746	156.170	12.871	1.000
section ouest	967.567	52.820	279.015	22.000
section sud I	337.233	5.070	129.571	38.000
section sud II	391.454	9.840	164.153	46.000
Buenos-Ayres, tot.	1.770.000	223.900	585.610	107.000
Santa Fe	523.000	167.000	21.000	283.000
Cordoba	1.295.000	120.200	13.000	88.000
Entre Rios	130.000	75.000	25.000	35.000
Pampa centrale	295.000	7.900	39.000	1.000
Autres prov. et ter.	60.000	300	1.000	180.000
Total	4.073.000	594.300	684.610	694.000

ANNÉE 1911-1912

Provinces	Blé	Lin	Avoine	Mais
	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Buenos-Ayres				
nord	60.000	160.000	160.000	
ouest	620.000	9.000	180.000	
sud	1.230.000	32.000	544.000	
	1.910.000	201.000	884.000	(6 mil- lions, calcul approxi- matif)
Santa Fe	672 000	190.000	150.000	
Cordoba	1.180.000	125.000	15.000	
Entre Rios	245.000	110.000	50.000	
Pampa centrale	180.000	8.000	60.000	
Autres provinces	85.000	4.000	3.000	

Pour compléter ces tableaux, il faudrait ajouter les chiffres de la production forestière, sucrière, horticole et fruitière. Nous nous bornerons à reproduire un passage du rapport présenté en 1911, par le dévoué chef de la division de statistique et d'économie rurale, au Ministère de l'Agriculture. M. Lahite disait dans ce rapport :

« Dans la région du nord, les industries forestière, « sucrière, horticole et fruitière, donnent un produit annuel de 85 millions pesos or. Dans les provinces du centre, la production du vin, des fruits, etc., atteint une valeur de 48 millions or. Le riz, le coton, le tabac, le « maté et l'exportation des fruits frais ou conservés, sont « autant de branches annexes qui augmentent la valeur « de la production générale ».

Il y a beaucoup de produits dont la valeur de production est insignifiante, mais dont il faut néanmoins tenir compte, parce qu'ils servent à la nourriture de la population. Au nombre de ces produits, nous citerons la pomme de terre, cultivée sur une étendue de 100.000 hectares ; la valeur de la récolte peut s'évaluer à 14 millions pesos or. Nous devons mentionner aussi la luzerne, dont les 5 millions de tonnes, produites sur une surface de 600 mille hectares, peuvent être évaluées à 50 millions de piastres.

tres ; dans ces chiffres n'est pas comprise la luzerne de pâture, occupant 5 millions d'hectares et dont la valeur se confond avec celle de la production de la viande.

* * *

Telle est, dans ses grandes lignes, la production agricole argentine où l'immigration européenne et particulièrement italienne, joue un grand rôle tant au point de vue de la main-d'œuvre qu'à celui de l'apport des capitaux ; nous savons, en effet, que cette main-d'œuvre représente les deux tiers du travail utilisé dans l'agriculture et que 32.000 propriétés rurales appartiennent à des colons italiens. L'immigration italienne qui trouve en Argentine un milieu propice à son développement, est parvenue à se créer dans l'industrie agricole une situation très avantageuse. Elle pourra maintenir cette position longtemps encore, car le capital étranger et la main-d'œuvre italienne sont deux éléments qui se secondent mutuellement pour faire triompher l'action agricole argentine.

Le colon italien trouvera un nouveau champ d'activité dans les vastes territoires de la Pampa centrale, dans celle du sud et en Patagonie, régions nouvelles très propices à la colonisation. Depuis une dizaine d'années, la production du grain dans ces contrées, est devenue d'une importance telle qu'elle influe sur la balance générale de la production.

Peu d'années suffiront pour transformer ces contrées en centres agricoles importants, analogues à ceux de Cordoba et de Buenos-Ayres. Des compagnies particulières, disposant de grands capitaux se sont déjà mises à la tâche ; les résultats sont satisfaisants. De son côté, le gouvernement a un véritable intérêt à livrer ces terres à la culture, afin d'augmenter la production générale. C'est pour lui le seul moyen possible d'assurer son triomphe dans la concurrence mondiale.

L'avenir de la République Argentine dépend en grande partie de sa capacité d'absorption et d'assimilation de forces productives nouvelles, tout particulièrement de la main-d'œuvre italienne, si propre au travail agricole.

* * *

Dans les autres domaines, tels que l'élevage, la sucrerie, la minoterie, les industries frigorifique et forestière, l'influence de l'immigration italienne est bien inférieure à ce qu'elle est dans le domaine de l'agriculture. C'est dans cette dernière industrie que le colon italien a pu déployer toute son énergie et donner ainsi la preuve de sa force et de son aptitude au travail.

Cette constatation s'explique aisément par le fait que les italiens, manquant de capitaux, n'ont pu se vouer à d'autres occupations qu'à celles de la culture. Ces immigrants durent abandonner aux français, aux anglais et aux allemands l'exploitation des autres richesses qui abondaient dans le pays. Nous ne trouvons que quelques rares exceptions à cette règle. Quelques tentatives, assez heureuses ont été faites dans l'élevage, par des anciens colons italiens, dans les provinces de Entre Rios et Buenos-Ayres. Mais leur nombre est si restreint, il représente une partie si minime de la production générale, qu'il ne vaut pas la peine d'en parler ici. Mais, avec le perfectionnement du système de l'élevage et l'introduction de la culture scientifique, on recherche la main-d'œuvre italienne pour la substituer aux vieilles habitudes du « gaucho ». Dans beaucoup d'« estancias » cette réforme est déjà introduite ; tout au moins, les travaux qui nécessitent le plus d'intelligence sont confiés aux ouvriers italiens.

* * *

Malgré la prépondérance de l'immigration italienne dans l'agriculture de l'Argentine, elle a cependant son

point faible dans le fait qu'elle manque de capitaux suffisants.

Dans la production agricole, trois facteurs entrent en jeu : ce sont le capital, la terre et la main-d'œuvre. Examinons le rôle qu'y joue le capital.

Les capitaux étrangers et nationaux ont exercé une influence considérable sur le développement agricole de l'Argentine, soit sous forme de crédit agricole soit comme fonds de colonisation.

Le capital est nécessaire à l'agriculture sous trois rapports : pour l'amélioration des terrains et le défrichement des bois dans les terrains incultes ; pour l'acquisition ou la location de machines et autres outillages agricoles, l'achat du bétail, etc., enfin pour les frais généraux (ensemencement, nourriture du colon, etc.).

Jadis, pour le colon, la grande difficulté était de se procurer les fonds indispensables aux travaux préparatoires. Cette difficulté était parfois si grande qu'elle entraînait si elle ne le rendait vain, le travail du colon, et compromettait le succès de la production. Souvent pour obtenir une petite avance, le colon campagnard devait passer sous les fourches caudines du marchand du village qui lui imposait des conditions bien dures, telles qu'un intérêt usuraire, l'obligation de se fournir chez lui des denrées de première nécessité, de devenir en quelque sorte le client obligé de son magasin, etc. Ces exigences étaient trop dures pour le débiteur et, pour y satisfaire, il devait abandonner les trois quarts de sa récolte à son créancier.

Aujourd'hui, cette situation s'est notablement améliorée grâce à l'institution du Crédit agricole dans presque toutes les localités de la campagne. Le commerçant, en sa qualité d'intermédiaire onéreux, est ainsi supprimé. Ces institutions de crédit sont subventionnées par l'Etat et fonctionnent sous la garantie de la Banque Nationale.

Avec le Crédit agricole, les capitaux anglais, français, allemands et autres, ont aussi contribué à éliminer

cet intermédiaire vampire, en mettant à la portée du colon, sous la forme de crédit hypothécaire et à un taux avantageux, les capitaux dont il avait besoin. En outre, toutes les bonnes initiatives ont la faveur des capitalistes ; ainsi, ils ont constitué une association en faveur de la colonisation et entrepris, pour leur compte, les travaux de défrichement et d'amélioration de terrains incultes. Fait curieux à signaler : malgré la hausse naturelle de la valeur des terres, les colons préfèrent cependant la situation de métayer ou de locataire.

Le capital italien s'est toujours montré réfractaire à ces sortes d'entreprises. L'Italie, plus que tout autre pays, aurait pourtant intérêt à consolider ses positions en Argentine, et à tirer profit de la situation privilégiée que lui crée son importante émigration ; ses capitaux seraient accueillis avec les meilleures chances de succès.

L'introduction de capitaux italiens en Argentine présenterait encore un autre avantage pour l'Italie : son commerce en subirait l'heureuse conséquence et il ne tarderait pas à prendre un développement qu'il ne peut atteindre aujourd'hui.

Son émigration aurait ainsi un appui précieux, dont l'action économique serait bien supérieure à celle qui consiste uniquement à fournir la main-d'œuvre aux capitaux anglais ou français.

C'est grâce aux capitaux indigènes et surtout étrangers que l'agriculture argentine a pu se développer si rapidement et résister aux crises périodiques qui ont failli amener sa ruine. Ce sont eux qui ont supporté et supportent encore les risques des mauvaises récoltes. Outre les travaux de canalisation, la construction de canaux d'irrigation et de lignes de chemins de fer, l'ouverture de ports dans les fleuves de l'intérieur qui profitent exclusivement à l'agriculture, il faut encore tenir compte du capital consacré à l'acquisition des machines, — les plus perfectionnées qui puissent exister à ce jour, — et d'un outillage complet qui

facilite grandement la culture. Les renseignements suivants, puisés dans la statistique publiée chaque année par la Société agricole argentine, nous donneront une idée approximative de la participation du capital national ou étranger à l'industrie agricole argentine. Selon ce document, l'étendue cultivée en céréales serait de 102.472 km² représentant, avec les machines et l'outillage, une valeur de 20 milliards de francs.

Ensuite des splendides récoltes de ces dernières années, depuis 1905 spécialement, et du facile écoulement des produits sur les divers marchés, on constate en Argentine un constant accroissement des capitaux. Ces nouveaux placements prouvent la confiance qu'inspirent ces deux industries principales : l'agriculture et l'élevage.

Il serait intéressant d'entreprendre ici une étude détaillée des différents instituts financiers, pour mettre en évidence leur développement graduel et parallèle avec l'augmentation de la production ; malheureusement les étroites limites de notre ouvrage ne nous permettent pas d'entrer dans ces détails ; le petit aperçu suivant suffira.

Parmi les plus anciens établissements financiers fondés avant la crise de 1890, nous devons citer. 1° la banque espagnole du Rio de la Plata, au capital de 20.000.000 de piastres, porté en 1907, à 50.000.000 soit 110.000.000 frs ; 2° la banque française del Rio de la Plata, porta son capital de 8.000.000 de piastres or (40.000.000 fr.) à 12.000.000 (60.000.000 fr.) ; 3° la banque Nationale argentine au capital de 50.000.000 piastres, constitué par une émission de monnaie fiduciaire garantie par l'Etat ; enfin, 4° l'ancienne banque de la province de Buenos-Ayres qui réapparaît avec un capital de 20.000.000 de piastres de papier, soit 44.000.000 fr.

L'activité des banques du groupe anglo-saxon se traduit par des accroissements similaires de capitaux. La London and River Plata Bank augmenta, en 1906, son capital social qui était alors de 500.000 L. (livres sterlings.) Cette même année la Zarapaca and Argentine Bank augmenta

son capital de 1 million de L. ; la London and Brazilian Bank, de 200.000 L. et la Britisch South American Bank de 500.000 L.

D'autre part, en 1906, la Banque d'Italia et Rio de la Plata émit de nouvelles actions pour un montant de 6 millions de piastres or. Deux autres banques virent encore le jour : la Banque de Galicia et de Buenos-Ayres, au capital de 3 millions de piastres or et la banque Nuovo Banco Italiano au capital de 6 à 7 millions de liras. (1907). D'autres banques furent fondées dans la suite, avec des capitaux, pour la plupart étrangers. Depuis 1890, l'argent français tend à concurrencer les capitaux anglais et il se lance sans crainte dans des entreprises nouvelles de colonisation, de chemins de fer, etc.

Il est assez singulier de constater que le capital étranger est presque entièrement affecté au crédit hypothécaire ; cette particularité nous explique son étroite relation avec le mouvement de la production agricole. D'après M. Martinez, le capital étranger placé sur des immeubles se montait, au 31 décembre 1904 à 225 millions de francs. Une dernière statistique de 1907 indique un chiffre de 375 millions et selon les prévisions de la Société agricole argentine ce chiffre ascendrait à 500 millions pour l'année 1910. Les conditions paraissent donc avantageuses au placement des capitaux. Pendant cinq années, de 1902 à 1907, les opérations de prêts hypothécaires sur des immeubles exclusivement ruraux, s'élevaient à Fr. 877.500.000.

A côté de ces grands établissements de crédit, il existe encore une foule d'autres compagnies privées faisant des placements de fonds identiques.

Ces établissements financiers contribuent naturellement à améliorer la situation du colon et de l'ouvrier, en écartant les spéculateurs plus ou moins honnêtes. En s'associant librement au capital, le travail aura la juste part qui lui revient. En outre, l'afflux continu du capital dans un pays essentiellement agricole comme la République

Argentine, entraîne nécessairement l'emploi illimité de la main-d'œuvre.

Nous rencontrons des divergences d'opinion frappantes entre les différents auteurs sur l'économie de l'Argentine. Nous avons principalement en vue ceux qui considèrent le phénomène de l'immigration temporaire en Argentine comme une preuve du déséquilibre financier dans la production ; c'est là une erreur qui doit être désormais écartée. Ce déséquilibre n'existe pas, à preuve la confiance que le capital étranger place dans les ressources du pays et dans la certitude de son développement économique. Il est de toute évidence que pour réussir et devenir productifs, ces deux éléments, capital et travail, doivent nécessairement se combiner, car de la prospérité de l'un dépend la prospérité de l'autre. L'immigration temporaire s'explique par le fait que la terre améliorée, a acquis une plus-value, qui empêche le nouveau venu de s'en rendre acquéreur ; elle n'a donc pas d'influence sur les progrès agricoles que nous venons de constater. D'autre part, en présence de la transformation de la propriété foncière, l'immigrant qui n'apporte que son travail, a plus d'intérêt à entrer en condition pour jouir des salaires élevés, lui permettant de faire des épargnes, plutôt que de cultiver pour son propre compte et courir ainsi les risques de la production.

En ce qui concerne l'immigration italienne, nous constatons en Argentine un phénomène analogue à celui qui s'est produit aux Etats-Unis : régulièrement, la main-d'œuvre arrive pour les récoltes, puis elle rentre au pays avec les économies faites pendant la saison. Ces sommes épargnées sont déposées dans les Banques de l'Etat italien et augmentent ainsi leur encaisse. Le gouvernement italien juge ce système favorable et il ne s'empresse pas de résoudre le problème qui lui incombe, c'est-à-dire d'assurer à son émigration une place stable à l'étranger. Un million d'italiens à peu près quittent chaque année leur patrie pour chercher du travail à l'étranger, et plus de la moitié

s'en va dans les pays d'outre-mer. En présence d'un pareil flot de travailleurs, on peut se demander quelle serait la situation de l'Italie si, par suite d'une crise comme celle qui s'est déclarée aux Etats-Unis en 1907, ces immigrants ne trouvaient plus de travail dans ces contrées.

Il est donc certain que plus l'immigration temporaire italienne augmente, plus l'influence économique de ce pays diminue. Pour maintenir son prestige, l'Italie aurait donc intérêt à conserver ses anciennes positions et à ne pas demeurer tributaire du capital étranger.

Il nous reste encore quelques mots à dire sur le troisième élément concourant à la réussite de l'agriculture argentine : la fertilité et le bon rendement du sol.

Pour donner une idée approximative du rendement de la terre en Argentine, nous ne saurions mieux faire que de citer quelques chiffres comparatifs. Nous les extrayons d'un relevé qui a été fait dernièrement par la propriété dénommée « La Vizcama » dans la province de Buenos-Ayres. ⁽¹⁾

Ces chiffres sont ceux d'une surface de 100 hectares ensemencés en blé.

DÉPENSES

1. Préparation du terrain, 2 labours et un ratissage	Fr. 704,—
2. Ensemencement, répartition des grains et ratissage, à fr. 0,88 l'hectare	» 88,—
3. Graine, 6500 kg. à fr. 22 les 100 kg.	» 1.430,—
4. Récolte, fauchage et mise en meules à fr. 13,20 l'hect.	» 1.320,—
5. Battage, 120.000 kg. à fr. 2,20 les 100 kg.	» 2.640,—
6. Sacs, 1500 à fr. 0,44	» 660.—
7. Transport au dépôt, au port ou à la gare, 120.000 kg. à fr. 1,10 les 100 kg.	» 1.320,—
A reporter Fr. 8.162,—	

⁽¹⁾ Martinez et Lewandowski. O. c. page 137.

	Report	Fr. 8.162,—
8. Loyer, 100 hect. à fr. 26,40 environ.	»	2.640,—
9. Frais généraux, réparations, outillage, amortissement, administration, machines, etc.	»	1.320,—
Total des dépenses	Fr.	12.122,—

RECETTES

1. Vente de 120.000 kg. de blé à fr. 15,40 les 100 kg.	Fr. 18.480
Total des recettes	Fr. 18.480,—
Bénéfice net pour le colon	Fr. 6.358,—

Ce rendement n'a rien d'extraordinaire ; il est le même partout où la terre a conservé sa fertilité, comme dans les provinces de Cordoba, Buenos-Ayres et la Pampa centrale. Plusieurs agriculteurs ont réussi à faire fortune en peu d'années et plusieurs colons sont devenus propriétaires de grandes étendues de terre où la culture tend tous les jours à se développer par suite des bonnes récoltes et du bon prix de vente des céréales.

Les données du tableau précédent sont corroborées par les résultats d'une enquête faite en 1904, sous les auspices du Ministère de l'Agriculture. Cette autorité avait décidé de faire les recherches utiles afin d'établir le prix de revient du grain dans les provinces de Buenos-Ayres, Santa Fe et Entre Rios. Bien qu'insuffisante, parce que trop rapide, cette enquête confirma néanmoins les calculs établis dans le cas particulier que nous venons de citer, à cette seule différence près, que le prix du blé en 1904, était à peine de 10 à 12 francs les 100 kg. (aujourd'hui 16 à 22 fr. sur les marchés d'Europe).

Le plus grand avantage pour le producteur est de produire beaucoup ; les systèmes mis en pratique pour la culture des céréales, permettent à une seule famille de colons de cultiver une étendue de 100 à 150 hectares, grâce à l'emploi de machines perfectionnées qui simplifient énor-

mément les travaux. Il faut aussi tenir compte de la rapide maturité et de la fertilité naturelle du sol. Ces deux conditions permettent de recommencer immédiatement une nouvelle culture, dès la première récolte terminée.

L'enquête à laquelle nous avons fait allusion nous fournit encore les renseignements suivants : Pour la province de *Buenos-Ayres* : dans une ferme où travaillent des colons, et en admettant une production moyenne de 1000 kilos par hectare, les frais d'ensemencement, d'achat de grains et de récoltes, s'élèvent à fr. 6,85 par 100 kg. ; si l'on compte avec un rendement de 800 kg., ces frais se montent à fr. 8,20. Si le colon occupe des journaliers, ces mêmes frais s'élèvent à un maximum de fr. 9,— et 10,65.

Pour la province de *Santa Fe* : dans une chacra cultivée par des colons propriétaires et rendant une moyenne de 1000 kg. par hectare, les frais précités s'élèvent à fr. 6,50 les 100 kg. ; si la ferme est cultivée par des métayers, ils sont de fr. 8,60, et si la terre est travaillée par des colons aidés par des salariés, ces frais se montent à fr. 10,45.

Pour la province de *Entre Rios* : pour un même rendement de 1000 kg. par hectare, les frais de production sont de fr. 8,75 par 100 kg. de blé.

Ces prix n'ont évidemment rien d'immuable ; ils peuvent varier et varient, en effet, chaque année, par suite de la demande exagérée de la main-d'œuvre étrangère ; mais la hausse du prix du grain sur les marchés européens rétablit l'équilibre. Il varie actuellement entre fr. 16 et fr. 22 les 100 kg., assurant ainsi au colon un gain de 20 à 25 %. Ce bénéfice peut être encore plus élevé, car il est des contrées où le rendement est de 3000 kg. par hectare.

Si nous comparons d'une part, la quantité de blé qu'une seule famille peut produire en Argentine, en prenant pour base une étendue de 150 hectares au maximum et un rendement moyen de 700 kg. par hectare avec, d'autre part, la quantité produite dans d'autres pays, sur une

étendue de 25 hectares de terrain cultivé intensivement et rendant 1650 kg. par hectare, nous obtiendrons un résultat de 105.000 kg. pour l'Argentine et 41.250 pour les autres pays. Et puisque dans les deux cas, le prix du blé est sensiblement le même, il en résulte qu'une seule famille produira, en Argentine, pour une valeur de fr. 20.790, tandis que dans les autres pays, aux Etats-Unis par exemple, cette production n'atteindra qu'une valeur de fr. 8.165.

CHAPITRE IV

Situation actuelle des immigrants italiens en Argentine.

Tutelle légale de l'immigrant. — Instituts d'assistance privée. — Loi de 1901. — Le commissariat et les patronages pour immigrants. — Sociétés de secours mutuels. — Condition économique des agriculteurs. — La classe des salariés. — Exportation des épargnes en Italie. — Organisation ouvrière et patronale. — La nouvelle législation sur le travail.

Après avoir fait connaître les grandes manifestations du phénomène de l'immigration italienne dans les différentes formes de son activité, il nous reste à poursuivre notre étude sur les conditions particulières dans lesquelles son action évolue. Nous les examinerons au double point de vue social et économique.

La bonne réussite de l'immigration dépend entièrement de la protection qui lui est accordée tant par l'Etat d'origine que par l'Etat qui la reçoit, surtout si elle jouit dans ce dernier pays d'une certaine liberté. Nous envisageons même cette protection comme un devoir découlant du rôle de l'immigration dont doivent profiter les deux pays. Cette règle est d'ailleurs admise en fait, puisqu'il existe des conventions internationales relatives à la tutelle de ces groupes qui se déplacent d'un pays à l'autre pour y aller répandre leur influence morale et économique.

A ce sujet, nous remarquons un véritable progrès dans la législation. Jadis, le droit d'émigrer était entravé par une foule de restrictions. L'Italie même, malgré sa

grande émigration clandestine, avait maintenu ces restrictions jusqu'en 1888. En effet, le gouvernement croyait jusqu'alors n'avoir aucune obligation envers ceux qui s'expatrient, car ils étaient considérés comme des déserteurs.

Comme conséquence de ces restrictions, l'émigration italienne fut abandonnée à son propre sort, n'ayant à sa faveur que l'esprit libéral de l'Etat qui la recevait. Nous verrons dans la suite quelle action exerce actuellement l'Etat en matière de tutelle sur les immigrants, soit en Argentine, soit en Italie.

* * *

Dans le chapitre III nous avons déjà parlé de la loi fédérale de 1876, créant le Département d'immigration sous la dépendance du ministère de l'Agriculture. Ce département fut chargé de la protection immédiate des immigrants pour veiller à l'exécution de leurs contrats passés avec les engagistes ou les commissionnaires des différentes entreprises industrielles ou agricoles. En outre, on ouvrit un crédit annuel destiné à l'érection et à l'entretien d'asiles pour les immigrants qui en faisaient usage. Tout immigrant, à son arrivée, a le droit d'être logé et nourri gratuitement avec sa famille, pendant un délai de cinq jours, temps jugé nécessaire pour trouver un patron auprès duquel il peut s'engager. Il existe en outre un bureau chargé de fournir tous les renseignements concernant les salaires et les conditions du travail dans les différentes parties du pays. Lorsqu'un immigrant s'engage pour aller à l'intérieur, on lui délivre un billet de chemin de fer gratuit pour n'importe quel point de la République qu'il aura choisi pour y fixer sa résidence. Pour parer à toute difficulté, plusieurs autres maisons de logement (hoteles de immigrantes) ont été fondées dans les principaux centres, tels que Bahia Blanca, Buenos-Ayres, Rosario et Cordoba.

Le Département de l'immigration a le droit d'intervenir comme juge dans toutes les questions touchant les

contrats comme aussi pour protéger les intérêts des immigrants.

Une succursale de la Banque Nationale est installée dans l'hôtel même pour faciliter l'échange de la monnaie étrangère en monnaie du pays et vice-versa. Cette opération, d'après la loi, doit être faite sans prélever la moindre commission. Elle a évidemment le grand avantage de délivrer les nouveaux venus de la nécessité de recourir aux agences particulières, où d'ordinaire ils sont exploités sans contrôle.

L'Office central d'immigration a sous sa dépendance des commissions auxiliaires établies dans les centres où les étrangers affluent en grand nombre ; elles ont à remplir les mêmes fonctions de tutelle que l'office central qu'elles représentent dans chaque localité.

L'institution dont nous venons de parler a rendu depuis sa fondation les plus grands services au pays, à l'immigration italienne surtout, et cela à un double point de vue, d'abord comme organe de tutelle immédiate et ensuite comme centre de distribution des forces pour tout le pays. Il suffit de dire que dans un délai de 45 ans, cette institution a recueilli dans les établissements de sa dépendance plus des deux tiers de l'immigration totale, favorisant ainsi le placement de plus d'un million d'ouvriers dans les différents centres coloniaux de la République. ⁽¹⁾

* * *

Mais à côté de l'action tutélaire de l'Etat pour la sauvegarde des intérêts de l'immigration, il y en a encore une autre plus précieuse, c'est la tutelle sociale ; elle embrasse un grand nombre d'œuvres d'assistance publique et privée. Quel que soit le caractère et l'origine de ces

⁽¹⁾ Voir Statistiques du Département de l'immigration de la République Argentine pour l'année 1910-11.

œuvres, elles remplissent une fonction coopératrice importante en perfectionnant la mission sociale de l'Etat.

Ces institutions d'assistance ou de charité ne font aucune distinction de nationalité lorsqu'il s'agit de venir en aide aux malades ou de secourir les indigents, victimes de la lutte pour la vie.

L'ouvrier étranger a chez nous les mêmes droits que les nationaux à la protection et à l'assistance de l'Etat. C'est un principe humanitaire de justice sociale, consacré par la législation.

Rien de plus naturel, semble-t-il à notre avis, que ceux qui ont épuisé leurs énergies pour la prospérité du pays, trouvent chez nous un soulagement à leurs misères ou à leur incapacité de travail. Pour cette raison, l'immigration italienne s'est acquis chez nous des droits sacrés. Citons à ce sujet un témoignage officiel :

Dans le dernier Congrès international, tenu à Milan du 23 au 28 mai 1906, sous la présidence de Casimir Perrier, les délégués Chiliens et Argentins ont déclaré que les autorités civiles et sanitaires, ainsi que les nombreuses sociétés de bienfaisance privée de leur pays, secourent tous les étrangers indigents, comprenant bien que les souffrances de ces derniers sont aggravées par le fait qu'ils sont loin de leur pays et que c'est une raison de ne pas les abandonner.

« L'Italie n'a signé aucun traité de réciprocité avec notre pays, mais une longue habitude et un accord tacite règlent la question d'après les principes du droit humanitaire. — Nous pouvons dire comme les Français : « L'Hôtel-Dieu est ouvert à toutes sortes de malades, de quelles contrées de la terre et de quelle religion qu'ils soient. On y reçoit même des Turcs. »

* * *

Nous croyons cependant qu'il ne faut pas tout abandonner à l'initiative des gouvernements des pays d'immigration.

gration ; la coopération du pays d'origine est également indispensable. En effet celui-ci doit s'intéresser vivement au sort de ses nationaux afin de faciliter, dans la mesure du possible, la réussite de leur entreprise, en écartant dès le début les difficultés inévitables que rencontrent les immigrants en pays étranger. Il doit surtout s'intéresser à eux lorsqu'ils ignorent encore les habitudes, les mœurs et la législation du pays où ils vont se fixer. Une action prudemment exercée dans ce sens, leur éviterait des pertes de temps et d'argent, surtout dans les premières tentatives, ordinairement les plus risquées et les plus périlleuses.

Le Gouvernement italien a déjà beaucoup fait à ce sujet par l'intermédiaire de son Commissariat, l'organe supérieur de tutelle de son émigration à l'étranger. Son action s'exerce sur les cinq millions de nationaux répandus dans le monde entier.

Il serait intéressant de faire à ce sujet une étude approfondie de la loi de 1901, car elle embrasse un vaste plan de tutelle légale de l'Etat en faveur de l'émigration italienne. C'est grâce à cette loi que les choses sont aujourd'hui notablement meilleures qu'elles n'étaient autrefois.

Mais vu la brièveté de notre travail, nous nous contenterons de l'envisager ici dans ses grandes lignes et dans ses traits caractéristiques.

L'insuccès de l'ancien système, par trop libéral, obligea le Gouvernement à s'en occuper, afin de réformer radicalement cette situation, si peu favorable à ses propres intérêts et à ceux de l'immigration. La loi de 1901 régla en détail la question des immigrants ; elle créa le Commissariat d'immigration chargé de leur protection immédiate, en lui conférant des attributions assez étendues lui permettant de déployer son activité dans tous les pays où l'immigration gagne en intensité. Dans une intéressante conférence du savant professeur Pasquale di Fratta, nous trouvons une étude systématique de la loi de 1901 ; nous

en extrayons quelques-unes des considérations suivantes :⁽¹⁾ La loi présuppose, dit-il, l'incapacité de l'émigrant comme un fait attesté par l'expérience, étant données la condition sociale et la qualité de l'immigration, comme autrefois le *rusticus* était considéré à Rome comme un incapable. L'émigrant est d'ordinaire naïf et ignorant et, comme tel, il devient facilement la victime des exploiters. D'autre part, l'émigration en tant que phénomène des masses, intéresse non seulement ceux qui partent, mais aussi tout particulièrement ceux qui restent : la famille compte sur le soutien de celui qui part, la patrie lui réclame ses fils ; il doit coopérer le plus efficacement possible à la réalisation des destinées de son pays d'origine. Voilà pourquoi l'Etat doit le protéger.

Il résulte donc de ce qui précède que la loi prend l'immigrant dans son propre pays et le confie à la surveillance active d'un comité nommé par le Gouvernement ; il est conduit au port d'embarquement où un inspecteur d'émigration est chargé de le conseiller et de le protéger en cas de nécessité. Il trouve en outre des agents chargés de lui fournir tous les renseignements dont il a besoin soit pour la traversée, soit au sujet du pays où il se rend. A son arrivée, il est confié à la protection immédiate des consuls et des institutions créées dans le but exclusif de rendre son établissement plus aisé. L'Etat en outre s'est réservé la réglementation du « *nolis* » pour éviter la fraude et la spéculation de la part des compagnies de transport. Ainsi, la question qui concerne le voyage des immigrants, a été l'objet d'une étude détaillée dont il est résulté d'excellentes réformes parfaitement en harmonie avec le but principal que la loi de 1901 s'était proposé. Cette seule disposition, selon l'opinion de M. di Fratta, a produit de très grands bienfaits,

(1) Pasquale di Fratta : « *La loi de 1901 dans le Bolletino de l'Emigrazione*, (juillet 1912.)

absolument inattendus. En une dizaine d'années une transformation complète s'est opérée dans la question du transport des immigrants, surtout au point de vue de la sécurité, de la commodité, du traitement et de l'hygiène à bord ; cette disposition a fait plus que toutes les primes accordées aux Compagnies de navigation.

Cette loi ne peut avoir de portée que pendant la période préparatoire et pendant le voyage des immigrants ; son influence trop restreinte devait cependant être complétée par l'activité des associations de patronage que l'Etat subventionne et des institutions de bienfaisance publiques ou privées. Ces institutions ont pris jusqu'ici un tel développement et jouissent d'une si grande popularité, qu'elles offrent les conditions les plus avantageuses pour atteindre le but visé. Mais pour ne pas élargir le cadre de notre étude, nous nous occuperons davantage des associations qui ont leur siège en Argentine, laissant de côté le grand nombre d'institutions du même genre fondées en Europe et dans le reste de l'Amérique.

En Argentine, la fondation des patronages d'immigrants est d'origine relativement récente ; elle ne date, en effet, que de la mise en vigueur de la loi de 1901. Jadis, la protection des immigrants italiens était à la charge de l'Etat ou abandonnée à l'initiative privée des sociétés philanthropiques de secours mutuels. Mais celles-ci, malgré leur situation prospère, ne pouvaient cependant aspirer à remplir le rôle des patronages, bien que leur action fût très précieuse dans les circonstances du moment.

Le cercle d'activité des patronages fondés par le Commissariat fut d'abord très restreint et malgré tous leurs efforts, ils ne parvinrent pas, grâce à l'insuffisance de leurs ressources, à satisfaire à toutes les demandes des familles qui désiraient être rapatriées. Mais ces institutions de caractère officiel furent subventionnées plus tard par le gouvernement italien avec les fonds destinés à l'immigration. En outre, des dispositions récentes, en

introduisant de nouvelles formes d'assistance et de protection, permirent aux patronages d'étendre davantage leur action en faveur des immigrants.

La plus ancienne de ces institutions, celle de Buenos-Ayres, compte aujourd'hui un nombre considérable de membres ; elle reçoit annuellement une somme de 77.000 francs en subvention et subsides ; son personnel, fixé par les nouveaux règlements est maintenant suffisant. Elle est ainsi à même d'exercer une protection très large en faveur des immigrants qui réclament son appui. En outre, ce patronage comprend pour les nouveaux venus, un bureau de placement qui intervient directement dans l'élaboration des contrats de travail. Il rend ainsi des services éminents comme organe de protection immédiate.

Le nouveau règlement entré en vigueur le 1^{er} janvier 1907, a introduit des normes rigoureuses quant à l'octroi de subsides et l'admission temporaire des indigents dans les maisons de retraite. Ces normes sont les suivantes :

Sont à la charge du patronage :

a) Les dépenses de rapatriement et d'assistance légale des veuves sans secours, des enfants mineurs et des orphelins ;

b) Les indigents incapables de tout travail ou frappés d'une maladie qui, suivant l'avis du médecin, nécessite leur rapatriement ;

c) Les indigents âgés de plus de 60 ans qui n'ont personne pour les secourir.

Il existe un autre patronage à Parana dépendant également du Commissariat. Il y a quelques années, sa mauvaise administration et la sortie de la plupart de ses membres l'empêchèrent de remplir sa tâche, jusqu'à ce que le Commissariat eut ordonné une enquête sur place par un de ses inspecteurs. L'intervention opportune de l'autorité rétablit l'ordre et modifia heureusement sa réputation vis-à-vis de l'opinion publique. Sur la proposition du consul général de Rosario, le subside du patronage

du Parana pour l'année 1908 fut porté de 3000 à 8000 fr.

Dans la vaste zone d'influence du consulat de Cordoba qui comprend dix provinces et un territoire national, le consul sollicita la création de nouveaux patronages dans les centres les plus importants de population italienne tels que Rosario et Santiago del Estero. D'après le projet présenté par le consul cav. Notari, trois sections autonomes furent fondées, une dans la ville de Santiago et dans la colonie italienne de Monteros (prov. de Tucuman) et deux autres dans la circonscription de Rosario devenu aujourd'hui le premier centre italien après ceux de Buenos-Ayres et de San Luis. Par la fondation de ces nouveaux patronages, l'œuvre de protection légale en faveur des immigrants était bien près d'être complète.

Voici pour la période triennale de 1907 à 1909 les différents subsides accordés par le Gouvernement italien aux patronages et aux institutions d'assistance privée de la Rép. Argentine en faveur de ses immigrants.

Patronage et association de rapatriement d'immigrants italiens à	1907	1908	1909
Buenos-Ayres :	25.000	44.000	63.000
Patronage de Cordoba	3.000	3.000	8.000
» » Rosario	3.000	3.000	8.000
» » Parana	3.000	3.000	30.000
Hôpital italien de Santa Fé	3.000	5.500	8.000
» » Garibaldi à Rosario	3.000	3.000	3.000
» » à Cordoba	3.000	3.000	10.000
	43.000	64.500	130.000

Nous pouvons avoir confiance dans le succès final de tant d'initiatives heureuses qui tendent aujourd'hui au même but. Ces initiatives ne manquent ni de l'appui ni de la sympathie du Gouvernement argentin qui voit en elles un bienfait très précieux pour le bien-être de l'immigration. L'action des patronages, alliée à la coopération intelligente de tant d'œuvres de bienfaisance, de mutualité

et de charité, viendront couronner l'œuvre de protection sociale de l'immigration dont la nécessité se faisait sentir depuis si longtemps.

* * *

A côté de l'œuvre des patronages, il faut citer les associations de secours mutuels des immigrants italiens. Elles sont, dit M. Franceschini, comme le fruit spontané du patriotisme italien, maintenant et fortifiant l'esprit de solidarité entre ses membres.

Leur origine est fort simple ; elle est due à la nécessité de créer un moyen efficace de défense et de prévoyance contre les risques du travail et de l'infortune. Beaucoup de sociétés poursuivent aussi un but économique combiné avec leur but social, par exemple l'établissement des écoles pour les enfants des immigrants ou des hôpitaux pour les malades.

Ces institutions de secours mutuels n'ont pu trouver, pour se développer, un pays plus propice que la République Argentine où il existe actuellement plus de 300 sociétés, avec une moyenne de 250.000 membres, disposant d'une réserve de plus de 10 millions de francs. Elles ont sous leur dépendance immédiate trois grands hôpitaux et plusieurs Instituts de Crédits et de Caisse d'Epargne situés dans la plupart des centres de population italienne, de nombreuses sociétés de bienfaisance, trois patronages pour émigrants, des asiles, des maisons de retraite, etc. ⁽¹⁾

Par le nombre des membres et les capitaux disponibles, le tableau suivant nous montrera l'importance de ces associations dans les différentes circonscriptions.

(¹) S. Coletti. *Condizioni Generali della Repubblica Argentina in rapporto all'Immigrazione italiana*. — Ministère des affaires ext. *Emigr. et Col.* V. III. P. II. page 25-27.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS EN ARGENTINE (1900)

Circonscriptions	Nombre de sociétés	Nombre d'associés	Capitaux en francs
Buenos-Ayres	66	66.246	4.616.677,70
Cordoba	26	2.522	201.963,62
La Plata	121	36.809	2.857.545,06
Rosario	89	16.966	1.854.768,53
	302	122.543	9.530.954,91

Poursuivant l'étude de la situation actuelle de l'immigration en Argentine d'après le plan que nous nous sommes tracé, nous aborderons sommairement la question de la condition économique des agriculteurs et des salariés pour donner ainsi une idée de la part du travail dans la répartition de la richesse nationale. Il serait inutile de rappeler ici ce que nous avons déjà dit au sujet de la colonisation. Mais ce que nous constatons tout d'abord, c'est que, de ce fait, le droit de propriété a opéré une remarquable transformation qui a eu des conséquences immédiates dans l'économie générale du pays. Il y a cinquante ans, le vieux système foncier de la République Argentine se rattachait, à quelques petites différences près, au féodalisme agraire du Moyen-âge ; le patron, unique propriétaire et capitaliste, comptait dans ses vastes domaines une servitude nombreuse qu'il faisait travailler à son profit. Semblable à celui de la Russie actuelle, le travailleur menait une vie stationnaire, sans pouvoir changer de condition et sans même l'espoir de voir son travail récompensé plus tard par la possibilité d'acquérir un lopin de terre. Mais la colonisation a rendu possible le parcellement progressif de la terre et la constitution de la petite propriété. L'agriculteur devenu libre peut disposer du produit de son travail comme bon lui semble. C'est ainsi que, à côté des grands capitalistes, des anciens feudataires sont nés

de petits propriétaires possédant machines et outillage de travail ; ce sont de nouveaux concurrents dans le vaste champ de la production argentine, constituant à la fois des éléments de force, de productivité et d'équilibre. La situation actuelle du colon Argentin n'a rien de semblable à celle d'autrefois, car non seulement son travail lui permet d'avoir chaque jour le vivre en abondance, mais souvent, il peut encore se rendre acquéreur en peu de temps, de la terre qu'il cultive. Son heureux sort, d'après l'expression de M. Martinez, n'a rien de commun avec celui du paysan russe, véritable serf de la glèbe qui n'arrive même pas à manger la plus petite partie du blé qu'il a récolté. L'un travaille sous un ciel bénin qui ne l'expose pas aux rigueurs des températures extrêmes et dans une ambiance de liberté et de confraternité productrice d'énergie, tandis que l'autre ouvre son sillon dans un climat rude et inégal et sous une oppression politique qui déprime l'individu et diminue la valeur de son effort.

Dans un pays neuf comme la République Argentine, on ne peut espérer, pour le moment, une division semblable à celle qui existe en Europe ; les grands latifundia semblent être encore une conséquence inévitable de la configuration géographique du pays et de la rareté relative de sa population. Il faudra encore de longues années pour que l'augmentation graduelle de notre population puisse annexer une transformation de la propriété. Mais c'est déjà le moment d'envisager cette future évolution dont nous trouvons les signes certains dans les dernières statistiques sur la propriété rurale en Argentine.

Cette tendance s'est accentuée considérablement dans les dix dernières années, soit de 1901 à 1910. Nous constatons par province la proportion suivante :

NOMBRE DE PROPRIÉTÉS

Provinces	Année 1901	Année 1910	Augmentation en %
Buenos-Ayres	39.532	60.228	52,4
Santa Fé	20.256	37.281	84,1
Cordoba	19.966	27.955	40,0
Mendoza	6.689	12.178	82,1
San Luis	13.635	16.657	22,2
Pampa Centrale	3.496	6.043	72,9

Mais la conséquence logique de l'augmentation des propriétés est beaucoup plus le parcellement qui est rapide dans les terres à culture agricole ; le fait est qu'en une dizaine d'années les propriétés de moins de 300 hectares ont augmenté dans la région des céréales de 68.734 en 1901 à 104.697 en 1910 (52 %). Cela prouve que des petits agriculteurs qui ont débuté comme fermiers, sans capitaux, sont devenus facilement propriétaires malgré la constante plus-value des terres. Ces chiffres montrent à l'évidence le tort de beaucoup d'écrivains italiens qui ont lancé un cri d'alarme en affirmant contre toute évidence l'impossibilité absolue pour le colon de devenir propriétaire. Ils n'ont pas fait remarquer ce phénomène si naturel de la hausse de la valeur des terres, par suite du rapide progrès de l'industrie agricole, de l'introduction de nouveaux capitaux destinés à améliorer l'exploitation du sol, de l'augmentation des moyens de transport en facilitant les débouchés et le commerce des produits. La difficulté d'acquérir la terre à bas prix trouve sa compensation dans les avantages immédiats qu'on en retire. Autrefois, le concessionnaire d'un lot octroyé par l'Etat ou par une Compagnie privée de colonisation, avait à sa charge un immense travail de défrichement et de préparation avant de le rendre productif. Aujourd'hui, dans la majorité des cas, le colon achète son terrain prêt à produire ; il bénéficie en outre de tous les avantages qui accompagnent l'entrée de capitaux. Ainsi pourrions-nous répondre à nos contradic-

teurs, leur citant ce fait qu'un seul agriculteur peut produire le double et parfois le triple de ce qu'il produisait à l'origine de la colonisation. D'autre part, la difficulté pour le colon italien d'acquérir de la terre dès le début n'est pas un signe d'incapacité comme le prétendent certains auteurs de l'immigration qui ne voient que le côté fâcheux du problème économique de l'immigration ; la cause en est très simple : elle est tout entière dans ce fait, qu'étant donnée la transformation de nos industries et en particulier de l'industrie agricole, il faut joindre dorénavant à ses capacités au travail un petit capital que d'ordinaire, l'immigrant italien n'apporte pas. Telle est la raison de ce phénomène qui nous semble parfaitement logique, et par lequel ont dû passer tous les pays qui, comme le nôtre ont déjà acquis quelque expérience du processus des industries agricoles. Le même fait s'est produit aux États-Unis, au Canada et même en Australie où l'industrie agricole manque surtout de bras.

Un organe important de Buenos-Ayres, publié en anglais, le *Standard*, a établi que le prix des terrains à Victoria (Australie), où l'hectare se paye de 250 à 560 fr., est bien supérieur aux prix payés en Argentine pour les terres prêtes à êtreensemencées de luzerne, notamment dans le sud de Cordoba et à San Luis, à mi-chemin des marchés européens, où il n'y a ni invasion de lapins, ni sécheresse. Cette comparaison a fait ressortir la valeur insignifiante des terres argentines : situées à proximité de stations de chemins de fer, on peut les acheter dans les prix de 55 à 66 fr. l'hectare. ⁽¹⁾

Pour les raisons que nous avons indiquées, tous les colons ne sont pas propriétaires. Mais un moyen relativement facile pour une famille d'immigrants composée de 3 à 5 personnes, c'est de prendre à ferme ou de louer un morceau de terre apte à toute culture. Ce système, au-

(1) Cf. Martinez et Lewandowski. *L'arg. au XX^e S. O. c.*

jourd'hui le plus en usage en Argentine et le plus avantageux, permet au colon de réaliser en peu de temps des épargnes suffisantes pour acquérir de la terre et devenir ainsi lui-même propriétaire.

Les conditions du contrat de fermage le plus en usage en Argentine, consistent à abandonner au propriétaire à la fin de la récolte annuelle une partie du produit ; ordinairement la partie à céder varie entre le 30 et le 50 % de la récolte. Dans les bonnes années, le bénéfice liquide que touche le colon est assez considérable pour lui permettre d'acheter pour son propre compte les matériaux et animaux nécessités par les travaux agricoles, diminuant ainsi pour les années subséquentes les charges de son contrat jusqu'à libération complète vis-à-vis de son patron.

Dans la province de Santa Fé et généralement dans la zone des céréales, on adopte le système suivant : Le propriétaire remet au fermier la terre libérée de toute charge foncière, avec l'habitation, les animaux et l'outillage nécessaires pour l'exploitation de la ferme, ainsi que la semence. Le fermier, à la fin de son contrat, d'une durée variant entre 3 et 5 années, doit rendre ces matériaux en bon état, car il en est rendu responsable en cas de perte ou de détérioration par sa faute. Souventes fois, lorsque le colon ne dispose d'aucun capital, le propriétaire même ou le banquier lui fait une avance en proportion de sa solvabilité. Si le propriétaire a consenti par contrat à être payé en espèces, les dépenses sont supportées au

(1) Voici à titre d'exemple une forme de contrat de fermage très en usage dans la province de S. Fé, et passé avec une famille de « medieros ». Entre MN. propriétaire d'une part et NN. a été convenu ce qui suit : 1) MN. propriétaire donne en fermage pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} mai 191..., un lot de terrain situé dans le département (X. prov. de B. A.) et mentionné sur le plan de sa propriété N° O. du cadastre. — 2) Le prix de la location est fixé à 1000 fr. pour 200 hectares (étendue mesurée du lot). — 3) Le paiement doit s'effectuer le 1^{er} mars de chaque année et le propriétaire aura le droit de l'exiger sitôt après

prorata du produit des récoltes. Le produit de la moisson est partagé proportionnellement entre le propriétaire et son colon, mais d'ordinaire le partage se fait par moitié, d'où le nom de « mediero » donné au fermier. ⁽¹⁾ Ce contrat offre un grand avantage pour une famille de colon composée de plusieurs personnes, car la famille toute entière coopère au travail de la ferme ; elle n'a donc pas besoin de faire des dépenses extraordinaires pour occuper des journaliers. Un colon habile et intelligent, apte aux travaux agricoles, peut tout de suite s'engager comme fermier, même s'il ne possède aucun capital. Dans la région de la Pampa Centrale, une seule famille peut obtenir un lot de 50, 100 ou 200 hectares et, d'après un calcul fait en 1904 par les soins du Ministère de l'Agriculture, cette famille-là peut aisément se tirer d'affaire. Le colon peut facilement remplir ses obligations envers le propriétaire de la terre, et toucher un revenu net de 1500 à 2000 fr. par année, étant donné le rendement de la terre qui oscille autour d'une moyenne de 1000 kilos par hectare.

Un autre système, non moins généralisé, consiste à intéresser le colon au résultat final ; bien qu'il travaille sous la dépendance de son patron, soit à la journée, soit à la tâche, le colon recevra en compensation de son assiduité au travail, le produit net d'une superficie de 8 à 10 hectares, sans compter la nourriture et le logement toujours à la charge du patron. Ce système permet au colon de disposer chaque année de ses épargnes, soit pour les envoyer intégralement à sa famille qu'il a laissée en Europe, soit pour les placer dans une banque en attendant qu'il ait un capital suffisant pour devenir lui-même fer-

la vente de la récolte. — 4) Le colon s'abstiendra de toute culture dans les terres réservées aux chemins déjà indiqués sur le plan de la propriété. — 5) Le colon s'engage à ne pas transférer à un autre son droit à la terre pour plus d'un tiers sans le consentement préalable du propriétaire.

Pour rendre le contrat effectif et valable, les parties intéressées conviennent de signer en double exemplaire le présent document.

mier ou même propriétaire foncier. En nous appuyant sur des données officielles, nous pouvons dire que la moyenne du revenu annuel d'un « zantero » (ainsi s'appelle l'agriculteur qui s'engage par cette forme de contrat) est ordinairement de 600 à 800 fr.

Le reste des ouvriers agricoles, fourni par l'immigration temporaire, arrive avec l'intention bien arrêtée de ne se fixer en Argentine que pour une courte durée, c'est-à-dire pendant la période de la récolte du maïs, du blé, du lin, qui dure de 5 à 6 mois, et après avoir économisé quelques sous jour par jour ou mois par mois, ils rentrent chez eux pour se livrer aux travaux agricoles de leur propre pays, profitant ainsi de l'alternance des saisons entre l'Europe et l'Amérique du Sud.

Ces ouvriers, n'ayant aucun intérêt à posséder des terres, s'engagent naturellement comme simples journaliers auprès d'un colon propriétaire ou fermier qui doit les payer en espèces, rarement en nature. Le fait que chaque année plus de 40 à 50 mille ouvriers, la plupart italiens, se déplacent pour venir chez nous chercher du travail, montre à l'évidence les avantages d'un salaire élevé et suffisamment rémunérateur pour que les émigrants, tous frais déduits, (voyage, etc.), l'estiment encore appréciable. Le prix élevé de la main-d'œuvre étrangère est anormal, car il n'est nullement en rapport avec les prix payés pour les produits argentins sur les marchés étrangers ; mais ce fait, comme nous l'avons vu, a sa cause dans l'excès de la demande, surtout dans la période des semailles et des récoltes. C'est la raison pour laquelle les colons se plaignent de ce qu'ils appellent la *tyrannie des salaires*. L'industrie agricole doit supporter ce grave déséquilibre jusqu'à ce qu'on puisse utiliser la main-d'œuvre indigène à un prix moins onéreux. Nous croyons qu'on pourrait y parvenir en organisant une ligue de patrons qui enverraient à l'intérieur des commissaires ou des agents de toute confiance pour recruter des ouvriers. En outre, les

patrons devraient s'entendre avec les compagnies de chemins de fer pour leur assurer le libre parcours jusqu'à destination. L'Etat qui possède plusieurs lignes de chemins de fer reliant les principaux centres de la République, pourrait appuyer efficacement cette initiative par l'octroi de permis spéciaux. Cette mesure, tout en permettant au travail indigène de concurrencer le travail étranger, offrirait du même coup à l'élément ouvrier argentin une sérieuse protection. En outre, ce dont nous avons besoin, c'est de créer et de développer chez nous simultanément le travail indigène à côté du capital également indigène, de sorte que nous possédions en propre tous les éléments nécessaires pour satisfaire aux besoins de notre production. Alors seulement nous pourrions entrevoir un grand avenir ; car l'agriculture reposera sur une base solide et indépendante de toute influence adventice. Malheureusement tout reste encore à faire en faveur de nos ouvriers, car l'esprit routinier de nos agriculteurs les incite à croire encore à la nécessité inéluctable de la main-d'œuvre étrangère. Mais ils oublient que cette dépendance prive le pays d'une forte somme de numéraire qui s'expatrie sous forme d'épargnes que les émigrants envoient en Europe.

On ne pourrait pas affirmer que l'élévation exagérée des salaires agricoles soit une conséquence inévitable du coût de la vie comme M. Tomezzoli, Inspecteur de l'immigration italienne, et beaucoup d'autres l'ont prétendu. Qui connaît notre campagne, sait très bien que les exigences de la vie peuvent facilement être satisfaites avec une dépense minime qui ne grève pas trop le salaire. Un ouvrier honnête, avec ou sans famille, trouve le moyen d'épargner la moitié de ce salaire, car bien souvent les dépenses de nourriture et de logement sont à la charge du patron. Rien n'empêche donc le travailleur qui s'engage ainsi, de pouvoir disposer d'une somme assez considérable à la fin de son contrat de travail. Les chiffres qui suivent, tirés des statistiques de 1911, donneront une

idée du taux des salaires qu'on paye aux journaliers pour les travaux agricoles dans la République ; il peut varier plus ou moins, selon les zones et le nombre des travailleurs qui affluent chaque année, mais on constate que ces chiffres se sont maintenus constant, pendant les cinq dernières années et tendent plutôt à augmenter.

TAUX COURANTS DES SALAIRES

PAYÉS AUX OUVRIERS AGRICOLES PENDANT LA RÉCOLTE ET LES SEMAILLES DANS LA ZONE DES CÉRÉALES

Journaliers, pour les travaux de la terre et l'ensemencement des céréales : par mois. . . .	Fr. 88,—
Conducteurs de machines, de faucheuses : par jour	» 12,10
Journaliers, pour la récolte en général : par jour	» 6,80
Surveillant des moissonneuses ou semeuses etc. : par jour	» 16,50
Journaliers, pour la récolte du maïs, etc. : par jour	» 6,90
Journaliers pour la récolte du blé avec machines : par jour	» 9,90
Journaliers, travaillant avec leurs propres char- rues : par jour	» 22,—
Tâcherons travaillant à la récolte du maïs ou du blé par 100 kilos : par jour	» 0,80

Il faut tenir compte que le salaire d'un ouvrier adventice représente toujours un gain net qu'il encaisse tout entier, car d'ordinaire dans tous les contrats, les dépenses de nourriture et de logement sont à la charge du propriétaire ou du colon qui l'emploie. D'après M. Martinez, le revenu annuel d'un ouvrier adventice peut être évalué à 750 fr. Ainsi, tous frais de voyage d'aller et retour, etc., déduits, avec la grande réduction résultant du nolis pour les émigrants italiens, il reste à chacun d'eux environ de

300 à 400 fr. de bénéfice sur les quatre mois que durent les récoltes.

Le salaire que l'on paye pour la récolte du raisin dans la zone des vignobles à San Juan, La Roja et Mendoza ne sont pas moins élevés. Prenons également quelques chiffres des statistiques les plus récentes du Ministère de l'agriculture ; ainsi pendant la récolte de 1911 :

Journaliers, pour la récolte du raisin et la mise dans les dépôts de 65 kilos de capacité (canecas) pour chaque caneca . .	Fr. 0,45 à 0,65
Journaliers, pour le transport des canecas avec chars	» 5,50 à 7,75
Pour travaux dans les établissements, par jour	» 5,50 à 7,75

La récolte du raisin dans les canecas est faite d'ordinaire par les femmes et les enfants qui peuvent remplir de 10 à 12 canecas dans une journée, et gagner ainsi de 5 à 7 fr. par jour.

La tyrannie des salaires agricoles semble même vouloir s'accroître au point d'alarmer sérieusement les agriculteurs ; ceux-ci seront obligés de s'organiser pour défendre leurs intérêts menacés par les exigences toujours grandissantes des immigrants italiens. Un mouvement d'unification tend à grouper les petits propriétaires en syndicats pour la fixation du prix de vente des produits. Pressés par la nécessité, ils ne tarderont pas à fixer eux-mêmes le prix maximum de la main-d'œuvre étrangère.

Toute mesure énergique dans ce sens aura pour résultat médiat ou immédiat d'équilibrer les intérêts des colons et ceux de la main-d'œuvre et de diminuer le chiffre de l'immigration temporaire. Il vaut mieux réduire la production et se contenter d'un moindre profit plutôt que de solder ses comptes avec perte. D'autre part, une diminution graduelle et rationnelle du taux des salaires, basée sur une politique de défense et de protection mutuelles

des agriculteurs serait, croyons-nous, le moyen le plus opportun et le plus efficace pour améliorer la situation du colon. L'ouvrier journalier aurait alors tout avantage à fixer définitivement sa demeure dans le pays, soit comme fermier, soit comme propriétaire rural.

* * *

Quant aux ouvriers urbains, leur situation, sans être défavorable, ne leur offre pas les mêmes avantages que ceux qu'ils trouvent à la campagne ; cela tient évidemment à des raisons multiples.

Depuis une dizaine d'années, le flot de l'immigration des provinces méridionales de l'Italie tend à se déverser (à peu près les $\frac{2}{3}$) dans les villes, de préférence à Buenos-Ayres et à Rosario ; il se sent attiré par l'importance du mouvement commercial de ces villes, et par le développement qu'ont pris plusieurs grandes industries et certains travaux édilitaires. Mais par suite du grand nombre d'ouvriers qui s'y trouvent déjà, les nouveaux immigrants doivent soutenir une concurrence formidable dont le résultat est une baisse continuelle des salaires. Autrefois déjà cet état de choses donna lieu à des grèves nombreuses, à des désordres et à des luttes entre le capital et le travail.

Bien que dans les villes, le salaire moyen d'un simple journalier soit ordinairement supérieur à celui de la campagne, ce salaire, à cause de la supériorité du coût de la vie et de la difficulté de se loger à un prix convenable, ne représente pas la même valeur. Le taux du salaire ordinaire à Buenos-Ayres est de 3 piastres (6,66 fr.). Si ce gain est plus que suffisant pour un ouvrier seul, il devient insuffisant dès qu'il a charge de famille. Un ouvrier possédant un art ou un métier peut gagner aisément de 4 à 6 piastres (environ 13 fr. par jour). Mais pour qui connaît la sobriété des immigrants italiens, leur adaptation

à toutes les privations les plus pénibles, le taux de ces salaires, pour un ouvrier d'une autre nationalité, devient intolérable et cependant, l'on est en droit d'affirmer que plus de la moitié des salaires est épargnée ou remise aux familles en Italie. ⁽¹⁾

Cela prouve une rare vertu et une énergie caractéristique de la part de l'ouvrier italien qui arrive, à force de grands sacrifices, à constituer son patrimoine ; à ce sujet il est digne d'admiration et de respect. Combien de fortunes ont commencé ainsi, pour devenir plus tard de véritables colosses du capitalisme en Argentine.

* * *

Une preuve évidente de la situation aisée des immigrants italiens en Argentine réside dans la grande facilité de l'épargne dont une grande partie est envoyée annuellement en Italie.

Les sommes ainsi envoyées par les immigrants sont très importantes, bien qu'il soit presque impossible d'en déterminer le montant. Toutefois on peut en estimer la valeur d'après les conséquences favorables qu'elles exercent dans l'économie nationale de l'Italie où elles ont provoqué une véritable transformation ; plusieurs contrées du Midi, jadis les plus pauvres et les plus désertes, sont remplies aujourd'hui de peuplades florissantes où les propriétaires sont en grande partie des émigrants rapatriés de l'Argentine. ⁽²⁾

⁽¹⁾ V. le rapport du « Comité Argentino » pour l'année 1911. *Risunto geografico, agricolo-zootecnico industriale, ed economico* pour ce qui regarde les différents salaires payés dans les fabriques et les industries de la Capitale.

⁽²⁾ Voici ce qu'écrivait à ce propos M. Cimbali. « Percorrè la riviera ligure da Ventimigli a Genova e da Genova a Levante e diterni ch abbia inalzato quei palazzi, quelle ville, chi abbia piantati quegli aranceti che mostrano i loro pomi d'oro fra il biglio degli olivi. — Sono italiani che hanno sudato nella Repubblica Argentine e che nelle vicende

Un second moyen d'appréciation nous est fourni par les banques mêmes et tout particulièrement par la Banque de Naples qui accuse le plus grand nombre d'opérations d'épargne à rembourser en Italie. ⁽¹⁾ Cependant, on ne peut pas se contenter de ces données pour établir un calcul exact du total des épargnes annuelles, puisque les statistiques de la Banque n'en représentent, comparées à l'ensemble, qu'une minime partie seulement. Le reste, soit la plus grande partie, est réparti entre les autres banques du même genre ou bien transmis par l'intermédiaire des grandes maisons de commerce ayant leur centre principal en Italie. Une bonne partie aussi est envoyée directement aux familles, dans des lettres recommandées et finalement, la plus grosse somme est transportée dans la poche même des immigrants qui rentrent chaque année au pays.

Voici maintenant le montant des sommes confiées à la Banque de Naples pendant la période de 1902-1907.

1902	Fr.	400.424,54	} Total de 1902-1906 : Fr. 17.579.439,34 Moyenne de chaque dépôt : Fr. 200,—
1903	»	4.986.281,60	
1904	»	2.616.007,37	
1905	»	4.138.256,56	
1906	»	8.438.469,27	
1907	»	10.500.000,—	

tempestose del piccolo commercio e nei duri travagli dell'emigrazione, sospirano sempre de rizzare una casetta nel paese natio. — Date uno sguardo ai nostri paesi meridionali e della Sicilia nei quali, in questi ultimi tempi il movimento emigratorio è stato più fortemente accentuato che in altri. Vi accorgerete subito che vi sono dei segni i quali indicano come la piaga della miseria, l'inseparabile compagna di quelle infelici popolazioni non vi domina più tanto. A che si deve il gran miracolo? Ai risparmi dei nostri emigranti cumulati con sudori e fatiche in terra straniera e spesi con utilità generale nel suolo natio. Ed in tanto dobbiamo subire il tormento di sentir continuamente affermare che i nostri emigranti sono partiti dispersa a beneficio altrui. — La politica Coloniale conforme al nuovo indirizzo del diretto internazionale è alla vera civiltà. — Roma 1906, page 18.

⁽¹⁾ La loi de février 1901 confie à la Banque de Naples la protection des épargnes des immigrants. Ce service est fait dans un bureau spécial dit *Cassa de Risparmio*.

Par la statistique détaillée que la Banque publie toutes les années, on constate qu'une grande partie de ces remises est faite par les immigrants des provinces méridionales de l'Italie dont le grand nombre ne séjourne en Argentine que pendant deux ou trois saisons de l'année. Nous ne croyons pas exagérer en disant que le montant de l'or argentin qui entre chaque année en Italie pour le compte des immigrants, peut être évalué à une somme variant entre 50 et 80 millions de livres.

Enfin, terminons cette analyse sur la condition des italiens en Argentine par un rapide aperçu de l'organisation ouvrière et des patronages, pour dire ensuite un mot sur la nouvelle « Loi nationale du travail ».

Les premières associations ouvrières en Argentine datent de l'organisation du parti catholique, après le Congrès de 1868 à Buenos-Ayres. A l'origine, ces associations furent fondées dans un but purement social et confessionnel, mais plusieurs devinrent plus tard de véritables syndicats pour la défense des intérêts économiques des groupes professionnels.

Au moment de la grande crise, le parti socialiste qui échouait au début de sa fondation en 1882, trouva le moyen de se réorganiser en profitant du mécontentement général de la classe ouvrière ; il jeta alors les bases de la première « Fédération Ouvrière Argentine » en réunissant sous son drapeau un grand nombre d'éléments cosmopolites composés en grande majorité d'ouvriers italiens restés dans les villes.

Le premier Congrès socialiste réuni en 1891 à Buenos-Ayres réclama du Parlement une loi protectrice du travail.

Le malentendu qui surgit entre les chefs des socialistes modérés et la fraction des révolutionnaires fut très défavorable, car il provoqua une scission d'où sortirent trois différentes associations ayant chacune son organe de publicité. Les fractions extrêmes s'allièrent avec le groupe

anarchiste qui venait de se constituer sous forme d'association libre.

Après la scission, d'autres petites associations adhèrent en grand nombre à un de ces trois grands groupements dont l'un s'est intitulé « *Federacion obrera Argentina* », l'autre « *Union General des trabajadores* » et le troisième fut constitué par les ouvriers du port, en groupe compact de 10.000 membres.

Quelques tentatives d'organisation furent faites entre les ouvriers agriculteurs, mais sans résultats appréciables.

Ce mouvement syndicaliste ouvrier qui venait de s'organiser sous l'influence socialiste, ouvrit l'ère de la lutte des classes en encourageant l'élément ouvrier à la révolte ; les grèves partielles devinrent nombreuses et très violentes. En novembre 1902, les ouvriers de la capitale organisèrent une grève générale. Elle dura trois jours et la plupart des métiers y adhérèrent. Le Gouvernement fut alors obligé de prendre des mesures répressives en expulsant les principaux promoteurs de la grève.

La déclaration de l'état de siège dans tout le pays et la série des mesures de police dictées contre les chefs du mouvement furent momentanément efficaces, pour calmer la situation et obliger les grévistes à reprendre leur travail. Dans les principaux centres de population ouvrière de la République, l'année classique des grèves, c'est-à-dire 1904, accuse selon les statistiques, un chiffre de 184 grèves partielles et une seule grève générale. Dans le seul mois de novembre, à l'époque des récoltes, on enregistra 80 grèves, auxquelles prirent part plus de 68.750 ouvriers. La dernière de ces grèves fut décrétée par « l'Union Générale de Trabajadores ».

Ce mouvement subversif des associations syndicales ouvrières a sa cause principale dans la concentration excessive de l'immigration dans les grandes villes, telles que Buenos-Ayres, où il s'est manifesté avec le plus d'inten

sité. La suspension des travaux édilitaires de la capitale et des travaux publics du port ont laissé sans travail plus de 10.000 ouvriers. La concurrence se fit plus intense par suite du déséquilibre existant entre l'offre et la demande de la main-d'œuvre, à cause du manque de travail dans nos industries manufacturières.

Mais celui qui voit les choses de plus près et qui a vécu notre vie, découvrira dans cette agitation ouvrière une raison politique qui doit servir uniquement les intérêts des meneurs.

Dans le but d'opposer une résistance efficace aux agressions du parti ouvrier, les industriels et les patrons se ligueront pour réclamer l'intervention de l'Etat, en faveur de mesures légales propres à écarter les conflits du travail.

A cet effet, un projet, présenté à la Chambre le mai 1904, a servi de base à la loi, qui comprend 466 articles constituant un véritable code de législation ouvrière. Ses principales dispositions règlent la condition économique et sociale de la classe ouvrière, le contrat de travail, le repos hebdomadaire, le travail des femmes et des enfants. Une commission interparlementaire étudie en ce moment-ci un projet de loi sur l'assurance obligatoire. En attendant, l'assurance facultative s'est développée très heureusement. En 1910, sept Compagnies ayant leur siège à Buenos-Ayres, accusent le mouvement suivant : ⁽¹⁾

	1909	1910
Nombre de polices	2.596	3.045
Nombre d'ouvriers	90.146	102.964
Valeurs des salaires	70.049.589	82.676.744
Accidents survenus	6.964	8.205
Accidents liquidés	5.598	8.150
Valeurs liquidées	412.274	550.287

⁽¹⁾ *L'Argentina rural*. Publication annuelle du ministère d'Agriculture 1912, page 83.

Le problème des habitations ouvrières est en voie de solution. La loi du 14 octobre 1905 autorise la municipalité de Buenos-Ayres à contracter un emprunt de deux millions de piastres — monnaie nationale — (fr. 4.400.000) pour la construction de maisons ouvrières.

Conformément au projet de construction, les habitations ouvrières seraient construites dans les environs de la ville et formeraient un quartier pouvant abriter 30.000 personnes. Elles seraient dotées de tous les accessoires de confort, d'hygiène et de sécurité. Dans ce même quartier, soixante maisons sont construites sur des terrains donnés par des philanthropes.

Aux termes de la loi du 18 octobre 1907, la Province de Cordoba a voté à son tour un crédit de 150.000 pesos de monnaie nationale, qui a été élevé plus tard à 250.000 pesos. Cette somme est également destinée à la construction d'habitations ouvrières dans cette province. Selon les dispositions de cette loi, les immeubles seront vendus aux ouvriers de toutes nationalités au prix coûtant et payables par mensualités. Ces maisons seront exemptes de tout impôt tant que le prix d'achat n'en sera pas complètement amorti. En cas de résiliation anticipée du contrat, l'ouvrier ou ses héritiers rentreraient en possession des sommes versées en amortissement.

Telles sont donc les améliorations en voie d'accomplissement, qui rendront la condition des ouvriers dans les villes plus aisée en contribuant à diminuer dans une certaine mesure la cherté de la vie. L'immigration italienne, qui représente les deux tiers de la population ouvrière, profitera largement de ces faveurs.

CHAPITRE V

Le Commerce argentin et les échanges avec l'Italie.

Rôle de l'immigration italienne dans le commerce avec la mère patrie. — Chiffres généraux d'importation et d'exportation. — Valeur de chacun d'eux. — Indication des principaux articles d'importation et d'exportation. — Causes de la supériorité en Argentine du Commerce anglais, allemand et nord-américain par rapport au Commerce italien. — La guerre des tarifs douaniers. — Avantages réciproques d'un traité de Commerce italo-argentin.

En répandant son influence morale et en ouvrant à son commerce de nouveaux et nombreux débouchés, l'émigration procure à son pays d'origine d'immenses avantages. Ce dernier a donc tout intérêt de travailler à ce que ce but soit atteint définitivement, en écartant par tous les moyens dont il dispose, les obstacles de la concurrence internationale.

Nous examinerons donc, dans ce dernier chapitre, quels sont pour l'Italie les résultats obtenus par son immigration au point de vue de son commerce avec l'Argentine.

Tout d'abord, sa fortune privée s'est accrue sans aucun doute d'une façon très appréciable. Il est cependant impossible, à cause de l'insuffisance des moyens de contrôle, de déterminer avec précision la totalité des sommes qui entrent chaque année en Italie. Ces sommes, provenant en grande partie d'épargnes placées dans les banques italiennes ou envoyées aux familles des

émigrants restées en Europe, peuvent être évaluées à peu près à 100 millions de liras pour l'année 1910. A ces capitaux acquis définitivement, il y a lieu d'ajouter plusieurs millions de liras qui représentent le total des frais payés par les immigrants eux-mêmes, aux Compagnies de navigation italienne pour leur rapatriement annuel.

A côté de cette augmentation de la fortune privée de l'Italie, il existe un autre avantage plus important encore, c'est celui du développement des rapports commerciaux italo-argentins. La place prépondérante qu'occupe l'immigration italienne dans la grande industrie agricole et, dans une certaine mesure, dans le commerce intérieur de l'Argentine, force ce dernier pays d'entretenir avec la mère patrie des relations étroites qui se traduisent par des échanges nombreux entre les deux nations. La production italienne, consistant plutôt en articles manufacturés, peut trouver un débouché avantageux dans un pays comme l'Argentine qui n'a que très peu d'industries de ce genre. Par contre, elle pourra lui fournir les matières premières ou des denrées alimentaires de première nécessité dont elle a besoin, telles que la viande, le blé, la farine et la laine pour ses manufactures.

A une date déjà lointaine, à peine la liberté de commerce de la nouvelle Confédération de Rio de la Plata avait-elle été proclamée, que l'Italie s'inscrivait au nombre des grandes nations importatrices. Pour développer son commerce maritime avec les pays du Nord et du Sud de l'Amérique, sa marine marchande dut alors se diviser en deux branches, correspondant aux courants maritimes de cette époque. L'influence italienne pénétra peu à peu avec son sang et sa civilisation.

Les terres argentines se virent successivement occupées par les agriculteurs italiens qui firent monter la production du blé à un degré tel que l'exportation ne tarda pas à en ressentir les heureux effets.

Pendant longtemps, l'Italie importa en Argentine des draps manufacturés, des vins, des denrées alimentaires et même des machines agricoles, en échange de matières premières, de cuirs et de laines de moutons. Jusqu'en 1890, le commerce italien occupe le deuxième rang dans le total des importations argentines dont il représente le 22 %. Les émigrants qui entraient en masse en Argentine et qui emportaient avec eux les usages et les goûts de leur patrie contribuèrent dans une forte mesure à attirer de préférence les produits italiens. Par ce fait, le chiffre d'exportation s'accrut considérablement ensuite de la demande toujours croissante des produits nationaux. D'autre part, beaucoup d'industries avaient établi des succursales dans les principaux centres à population italienne de l'intérieur de la République. Ces succursales avaient leurs voyageurs qui offraient les produits de leur maison aux différentes familles de colons répandues dans la campagne. Ce système fut très efficace, à tel point que la quantité des articles importés, de provenance italienne, augmenta rapidement. En outre, les relations commerciales des deux pays en redevenant normales, entrèrent dans une voie très franche de développement rapide, et facilitèrent les échanges. Il suffira de rappeler ici que durant la période relativement courte de 25 ans, soit de 1879 à 1903, les chiffres d'importation de l'Italie et de l'Argentine se sont accrus dans la proportion suivante : En 1879, l'Argentine importait d'Italie pour une valeur de 11 millions de liras et y exportait à peine pour deux millions de ses produits, tandis qu'en 1903, les chiffres d'exportation italienne montaient à 105 millions de liras, contre 40 millions de francs d'exportation de matières premières, de produits agricoles et de bétail. ⁽¹⁾ Tout d'abord, on constate un accroissement très important d'articles de consommation

(1) Bottaro Costa. *Commercio d'importazione e d'esportazione fra l'Italia e l'Argentina* ; dans le Bott. Min. aff. exter août et octobre 1906.

populaire, tels que les conserves alimentaires, les fruits, le vin, les tissus de coton et de laine, le fromage, les articles de pharmacie, les fils de fer, les marbres, les papiers, etc.

L'Italie fut la première parmi les nations européennes à orienter son immigration au profit de son économie nationale et dans un but commercial. En 1883, à l'occasion de l'inauguration d'un Conseil Supérieur d'Industrie et de Commerce, le ministre du Commerce, M. Domenico Berti, s'exprimait ainsi : « Nous pouvons dire que l'Italie et le travail italien ont créé une Italie économique plus grande encore que l'Italie géographique et politique, car le champ où elle peut déployer ses énergies productrices est immense. L'Italie, il est vrai, ne peut prétendre à une politique commerciale qui lui permette d'étendre efficacement ses relations économiques, qu'en s'abstenant de toute idée de domination politique et en ne cherchant autre chose que la défense de ses intérêts. Cette politique peut se résumer en ces termes : liberté de trafic et égalité de traitement avec les autres nations. Nous pouvons être assurés que le Gouvernement suivra cette voie en prodiguant son concours et ses lumières pour la recherche des moyens propres à atteindre ce but ». ⁽¹⁾

Des institutions tendant à développer les relations commerciales avec les différentes nations où l'immigration est le plus intense furent fondées dans divers pays. C'est ainsi qu'à Buenos-Ayres, à Rosario de Santa Fe, à Montévideo, aux Etats-Unis, et, plus tard, au Brésil, une Chambre de Commerce fut constituée. Ces institutions ont donné des résultats très satisfaisants. En effet, les deux Chambres de Commerce de Buenos-Ayres et Rosario ont procuré de nombreux débouchés aux produits italiens par leurs rapports périodiques, les renseignements précieux

⁽¹⁾ Monzelli. *L'Emigrazione e l'espansione commerciale in Italia Coloniale*. 1900, page 7-17.

sur le marché argentin, et en mettant les producteurs industriels italiens au courant des besoins de la consommation et du marché intérieur. Pour l'Italie, le besoin d'établir des liens plus étroits avec les pays de l'Amérique du Sud et particulièrement avec l'Argentine devenait de plus en plus impérieux par suite des conditions européennes préjudiciables à son commerce. C'est ainsi que depuis 1890, le vin et la plupart des produits du sol italien allaient presque exclusivement aux Etats-Unis et en Argentine ; ce fut un remède à la crise de surproduction. ⁽¹⁾ Si l'on consulte les dernières statistiques de l'exportation italienne, on remarquera que l'Argentine occupe le second rang parmi les nations importatrices de l'Italie.

Afin de nous rendre compte de la marche progressive du commerce d'importation et d'exportation entre l'Italie et l'Argentine, nous prendrons ici les dernières statistiques de 1901 à 1910. Voici pour quelques-unes des dix dernières années, le montant de l'importation italienne exprimé en liras :

Importation de l'Italie	Valeur, en liras	Exportation de l'Argentine	Valeur en liras
1901	63.555.000	1901	38.048.000
1902	60.301.000	1902	31.360.000
1903	78.987.000	1903	35.664.000
1904	128.589.000	1904	36.064.000
1905	103.419.000	1905	44.255.000
1908 }	135.000.000	1908 }	63.000.000
1910 }		1910 }	

Le commerce italien accuse donc pour ses produits importés en 1910 un montant de : 31.776.175 piastres or. En effet, l'Argentine reçoit de l'Italie la plus grande quan-

(1) En 1907, l'exportation de l'Italie en Argentine fut de 22.986.000 litres de vin ordinaire et de 2.184.000 litres de vin fin, sans tenir compte du vin médicinal et d'autres boissons importées en moindre quantité telles que le Vermout, le Marsala, etc.

tité de vins et de vermouts, soit pour 4.568.927 piastres or, de l'huile d'olive pour 2.609.739 piastres or, du riz pour 1.533.958 piastres or, du fromage pour 1.289.402 piastres or, soit plus de 3.223.000 kilog. de marchandises, bref, tous les produits principalement recherchés par l'immigration italienne. Les tissus de laine, de coton et de soie représentent également une valeur de 8.424.510 piastres.

Les articles indiqués ci-dessus représentent les trois quarts de l'importation totale de l'Italie en Argentine, le reste comprend d'autres denrées alimentaires telles que les olives, les viandes conservées, les fruits, les farines, les noix, les châtaignes, les figues sèches, les tomates, confitures, sardines, limons, bitter et les vins mousseux.

Parmi les produits naturels figurent en première ligne les marbres et les plantes médicinales. On peut également signaler certains produits industriels, tels que le fil de fer, les fils pour conduites électriques, les articles de luxe en métal, le carbure, les cigares de diverses qualités, les chapeaux de toutes sortes, les produits pharmaceutiques, les instruments de chirurgie et les appareils de laboratoires.

Ces dernières années on remarque un accroissement dans la consommation des articles de coton et des habits confectionnés à bon marché, introduits dans les colonies de l'intérieur. Ces articles représentent aujourd'hui le tiers de l'exportation italienne en Argentine, et ils peuvent devenir l'objet d'un commerce encore plus important à mesure de l'accroissement de la population campagnarde.

Par contre, l'exportation de produits argentins en Italie s'est maintenue longtemps presque stationnaire. Ce n'est qu'en 1908 que le montant total a atteint la première fois 60 millions de lires, parce que ces dernières années le blé argentin et la viande congelée ont été très demandés sur le marché italien. D'autre part, la population italienne, grâce à l'augmentation de l'aisance qui se répand un peu partout, a pu multiplier ses besoins de consom-

mation ; la viande argentine vendue à un prix relativement modéré a cessé d'être un article de luxe pour devenir un article de consommation générale. Une famille ouvrière devait autrefois se priver de certains produits étrangers tels que le café et la viande devant l'impossibilité de faire face à de plus grandes dépenses, en raison de l'insuffisance du salaire. Cette situation s'est aujourd'hui notablement modifiée et on peut dire maintenant que les familles d'ouvriers qui ne consomment pas de viande au moins trois fois par semaine sont plutôt rares. Nous croyons que la viande congelée trouvera en Italie un écoulement toujours plus grand et aussi facile que dans plusieurs autres pays d'Europe.

L'importation argentine en Italie se compose spécialement de peaux de mouton et de bœuf et cuirs, représentant une valeur de 268.544 piastres or ; de crins d'animaux pour 288.544 piastres or ; de laines pour 487.338 piastres or ; de viande salée pour une valeur de 15.004 piastres or ; d'os pour 14.747 piastres or ; de viande congelée pour une valeur d'environ 100.000 piastres or.

En 1908, on avait exporté en Italie : du maïs pour 1.013.148 piastres or ; du blé pour 2.211.046 piastres or ; du lin pour 674.814 piastres or ; de l'extract de quebracho pour une valeur de 64.879 piastres or ; des traverses de bois pour voies ferrées pour une valeur de 84.427 piastres or. ⁽¹⁾

Ces chiffres nous donnent une idée du développement rapide des relations commerciales entre l'Italie et l'Argentine depuis 1879 à notre époque actuelle. Ainsi, dans une période d'environ trente années, alors que l'importation italienne en Argentine atteignait en 1910 le 91‰, l'exportation argentine en Italie ne s'est accrue pendant ce même laps de temps que du 21‰ à peine. Ce rapide

⁽¹⁾ C. Girola. *L'Argentina agricola*, o. c. page 97-99, item Martinez et le Wandowski. *L'Argentine au XX^e siècle*, o. c. page 235.

accroissement de l'importation italienne est dû en grande partie à l'augmentation constante de son émigration en Argentine. Mais ce résultat est loin cependant de correspondre au mouvement de l'immigration italienne actuelle en Argentine et qui représente à peu près la moitié de son immigration totale.

Si nous comparons les progrès réalisés par l'Italie avec ceux de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la France qui, sans nous envoyer un nombre égal d'émigrants, sont parvenus cependant à occuper une place prépondérante sur le marché argentin, nous constaterons que les progrès de l'Italie sont de beaucoup les plus lents.

Dans le tableau suivant sont classées les différentes nations selon le rang qu'elles occupent dans l'importation argentine :

	1904	1908	1909-1910	
Angleterre	344 ‰	342 ‰	496.000.000	de francs.
Allemagne	133 ‰	139 ‰	223.000.000	» »
Etats-Unis d'Amér.	131 ‰	130 ‰	215.000.000	» »
France	91 ‰	97 ‰	154.000.000	» »
Italie	102 ‰	91 ‰	135.000.000	» »
Belgique	48 ‰	47 ‰	68.000.000	» »
Brésil	32 ‰	27 ‰	41.000.000	» »
Espagne	26 ‰	32 ‰	47.000.000	» »
Autriche-Hongrie			15.000.000	» »
Hollande			11.000.000	» »
Uruguay			11.000.000	» »
Paraguay			8.000.000	» »
Autres Etats			85.000.000	» »

On peut s'étonner de voir l'Italie occuper le cinquième rang seulement parmi les nations entretenant des rapports commerciaux avec l'Argentine, alors que son émigration occupe aujourd'hui une place si importante dans l'agriculture et même dans le commerce intérieur de ce pays.

Par contre, l'Allemagne qui fut la dernière à entrer

en lice, occupe aujourd'hui le second rang parmi les nations importatrices : et son influence tend à s'accroître à un tel point qu'elle ne tardera pas à égaler l'Angleterre qui a gardé la prépondérance depuis le commencement. Cette inégalité est encore plus frappante si nous examinons les chiffres d'exportation argentine en Italie, puisque, nous le savons, le genre de produits de ces deux pays est tout à fait différent ; d'une part, l'Italie devenant industrielle, son agriculture tend à diminuer de plus en plus, jusqu'à ne pouvoir suffire aux besoins de sa population. L'Argentine, pays éminemment agricole et producteur, offre à l'Italie en échange de ses produits industriels, des matières premières et des articles de première consommation.

Voyons maintenant quelle place occupe l'Italie parmi les clients de l'Argentine.

EXPORTATION ARGENTINE CLASSÉE PAR PAYS

	1904	1908	1909	
Angleterre	138 ‰	214 ‰	404.000.000	de francs.
France	116 ‰	79 ‰	156.000.000	» »
Allemagne	112 ‰	95 ‰	207.000.000	» »
Belgique	67 ‰	98 ‰	207.000.000	» »
Afrique du Sud	19 ‰	2 ‰		» »
Brésil	39 ‰	41 ‰	84.000.000	» »
Etats-Unis d'Amér.	39 ‰	36 ‰	130.000.000	» »
Hollande	13 ‰	14 ‰	30.000.000	» »
Italie	16 ‰	21 ‰	63.000.000	» »
Uruguay	19 ‰	2 ‰	7.000.000	» »
Chili	5 ‰	5 ‰	13.000.000	» »
Bolivie	2 ‰	2 ‰	2.500.000	» »
Espagne	7 ‰	7 ‰	16.000.000	» »
Autriche-Hongrie			6.000.000	» »

Il y a lieu de se demander quelles sont les causes de cet état de choses ?

A notre avis, la participation des capitaux italiens dans les industries argentines est beaucoup trop faible. L'immigration italienne comme nous l'avons déjà fait remarquer est ordinairement dépourvue de cet élément qui, aujourd'hui, est indispensable pour bien réussir dans n'importe quelle entreprise de ce genre. Ce qui manque aux industriels et capitalistes italiens, c'est le courage de se lancer dans la concurrence internationale ; ils tiennent leurs capitaux enfermés dans les coffres-forts des banques, ou tout au plus, préfèrent-ils rester créanciers ou actionnaires des entreprises de l'Etat. Ce défaut capital se fait également sentir à l'intérieur du pays ; il est avéré que l'industrie italienne souffre de l'insuffisance des capitaux disponibles. La voie est ainsi ouverte aux capitaux étrangers, belges ou anglais qui favorisent l'exportation de leurs produits manufacturés au détriment des industries italiennes. Telle est donc à notre avis une des principales causes de la supériorité des nations du nord sur l'Italie dans la conquête du marché argentin.

Il fallait, en effet, ne pas se contenter d'envoyer une forte phalange d'ouvriers, incapables par eux-mêmes d'entreprendre l'exploitation d'une richesse quelconque sans le concours du capital ; c'est pourquoi le travail italien est devenu tributaire du capitalisme anglais, américain ou allemand. Ces pays ayant toujours des capitaux disponibles ont trouvé là-bas une main-d'œuvre abondante qui leur a permis de les utiliser avantageusement dans les nouvelles industries. L'Allemagne et la France plus prévoyantes que l'Italie ont su joindre à la main-d'œuvre apportée par leur immigration, l'auxiliaire indispensable, les capitaux nationaux dont l'appoint profitera surtout à leur commerce. Le développement actuel de la richesse et du commerce en Argentine est dû en grande partie à l'œuvre des capitaux allemands et anglais, c'est pourquoi on peut dire avec raison que l'Argentine est une véritable terre internationale et qu'elle travaille plus pour l'étranger que pour elle-même.

L'Angleterre, la France et l'Allemagne sont actuellement nos créanciers à plusieurs titres, mais surtout par leurs capitaux engagés en Argentine dans les valeurs d'Etat et les valeurs industrielles : titres de chemins de fer et autres entreprises publiques et privées. D'après l'évaluation faite par M. Martinez, le chiffre des capitaux engagés dans les entreprises s'élève à environ 2 milliards de piastres or et représentent pour l'Argentine une exportation annuelle de 22 millions de piastres or en intérêts, dividendes ou amortissements.⁽¹⁾ Voilà pourquoi, nous le répétons, ces grands pays, malgré une moindre émigration de nationaux, réussissent si bien à créer pour leur compte des industries nouvelles et à tirer un profit assez considérable de leur commerce par l'échange continu de produits industriels qu'ils exportent en Argentine, contre ces matières premières et autres produits de première consommation dont ils ont besoin.

Les grandes Maisons de commerce italiennes d'importation et d'exportation travaillant avec un capital de plusieurs millions, ne manquent pas en Argentine, mais ce qui fait défaut, ce sont les rapports de ces entreprises commerciales avec les grands producteurs ou industriels de la mère patrie, qui pourraient assurer la préférence aux articles de provenance italienne. C'est en effet le système adopté par beaucoup d'industriels allemands et anglais pour faciliter l'écoulement de leurs produits nationaux. D'autre part, personne ne doute de la supériorité de beaucoup de produits italiens, mais ils restent très souvent inconnus pour le grand public et sont supplantés par la concurrence allemande à cause de l'insuffisance de la réclame. Nous avons constaté en effet que le triomphe du commerce allemand et américain pour la vente en gros des produits industriels est dû en grande partie à cette habileté propre aux commerçants de ces deux pays, de savoir s'adapter

(1) Martinez et Lewandowski. *L'arg. au XX^e S.* O. c. page 254.

dans la mesure du possible aux goûts du consommateur. ⁽¹⁾ Si les négociants italiens ne veulent pas voir le marché argentin se fermer tout à fait pour eux, il est indispensable qu'ils aillent offrir leurs marchandises directement au consommateur argentin plutôt que de se contenter d'envoyer aux Consuls des tarifs ou des circulaires que personne ne se donne la peine de lire. Il faut, selon nous, une réclame directe plus intense et surtout plus intelligente.

A côté de l'insuffisance des capitaux employés dans les industries d'outre-mer et du manque d'organisation du commerce international de l'Italie qui l'empêche de soutenir avantageusement la concurrence, il faut signaler encore une autre erreur non moins grave et qui entrave le commerce Italo-Argentin ; c'est la politique protectionniste du Gouvernement italien.

Voici à ce sujet ce qu'écrivait M. Giretti lorsqu'il constatait les progrès naissants de la viticulture argentine.

« Ce sont les protectionnistes qui sont les vrais et efficaces promoteurs de cette viticulture. Quoi d'étonnant ? Nos émigrés et leurs fils établis dans l'Amérique du Sud ont dû d'abord penser à se procurer le vin dont ils avaient conservé le besoin ; par le moyen le plus économique de l'échange, ils nous auraient payé notre vin avec leur blé, mais ils ont rencontré notre port fermé par la douane ; ils ont calculé qu'ils trouveraient mieux leur compte en plantant la vigne eux-mêmes. »

L'Argentine de son côté a dû, sinon user de représailles, du moins prendre des mesures de protection n'étant point disposée à offrir à l'Italie les mêmes avantages qu'aux autres nations, ses meilleures clientes. Ainsi s'explique l'existence de tarifs différents pour l'entrée de certains articles d'importation allemande, anglaise ou française.

Voici à titre d'exemple quelques droits que payent

(1) Les Etats-Unis envoient chaque année en Argentine plusieurs bateaux chargés de cartons de réclame ou des lames en fer pour être distribués même dans les petits centres de population de la campagne.

en Argentine les principaux produits d'importation. ⁽¹⁾

Un droit de 50 % frappe principalement les tissus, les articles de confection, les voitures et le harnachement, les meubles, les chaussures, la parfumerie, la lingerie confectionnée, les chapeaux et les articles similaires non grevés de droits spécifiques, car une foule d'articles acquittent les droits d'entrée sous cette forme.

Un droit de 45 % grève exclusivement les bas, les chaussettes et les articles de même genre.

Un autre de 40 % frappe les sacs de toile écrue et tous les genres de coton, la mégisserie, les dentelles fines de soie pure ou de soie mélangée, celles de fil, les couvertures de lit en laine, ou en laine mélangée avec chaîne de coton, doublées ou bordées, la passementerie et les cordons de soie mélangée ou non, y compris la bourre de soie, etc.

Des droits de 35 % sont applicables aux tissus de laine en général, mélangée ou non. Des droits de 25 % frappent toutes les marchandises non grevées d'un droit spécial. Celui de 20 % frappe l'acier en barres, en planches et en planchettes ainsi que les tissus de coton écrue. Celui de 15 % grève les tissus de soie spéciaux pour le blutage, le cèdre, le pin spruce, etc.

Un droit de 10 % grève quelques produits chimiques, les machines en général, la pite, le chanvre filé pour la sparterie etc. Celui de 5 %, le dernier de l'échelle, vise les fils d'acier pour clôtures, les charrues, les bijoux, le soufre, le coton en branche et filé pour métiers, le fil à coudre, les sacs et autres produits divers. Il y a en outre environ 95 articles ou produits grevés de droits spécifiques.

Cependant depuis le premier janvier 1905 quelques modifications au tarif tendent à diminuer les droits d'entrée sur certains articles de consommation générale.

Cette énumération rapide nous permet de constater que l'importation italienne se trouve dans une situation

(1) Martinez et Lewandowski. *L'Argentine au XX^e s. o. c.* p. 228-23.

désavantageuse par rapport aux autres nations importatrices. Les principaux articles imposés d'Italie sont en général grevés des droits les plus élevés, parce qu'ils consistent en tissus de soie et de coton et en vêtements confectionnés.

Une troisième cause d'infériorité du commerce italien d'importation doit être recherchée dans l'insuffisance des moyens de transport de la marine marchande italienne, le défaut de navires de grand tonnage pour des services directs entre l'Italie et l'Argentine. La plupart des navires italiens sont des voiliers d'un tonnage très inférieur à celui des navires des autres grandes nations, telles que l'Angleterre, l'Allemagne, la France et même l'Autriche-Hongrie. L'Italie occupe par sa flotte de commerce le sixième rang parmi les nations maritimes. Cette condition constitue tout à la fois sans doute une grande faiblesse et une grande infériorité, car elle ne répond plus aux exigences actuelles de son industrie. ⁽¹⁾

D'autre part, les producteurs italiens, pour transporter leurs marchandises en Argentine, sont obligés souvent de les confier à des navires qui partent de ports étrangers. Dans ces conditions, le consommateur argentin voit ces produits italiens grevés de frais supplémentaires correspondant au transport en Europe. En outre, les marchandises italiennes sont présentées sous une étiquette allemande ou anglaise. Malgré l'égalité relative des prix de revient, les produits allemands ou anglais entrent plus facilement sur le marché argentin.

C'est ce fait que signale avec justesse M. Franceschini en parlant du défaut de la marine marchande italienne. « Il est certain, dit-il, que le développement de la marine marchande doit se faire parallèlement au développement commercial du pays. L'augmentation du trafic présuppose

⁽¹⁾ Atti della Commissione Reale per servizi marittimi. Relazione gener. Pantano, page 14-16.

une augmentation proportionnelle des moyens de transport maritimes. C'est pourquoi les causes qui ont entravé notre commerce international sont celles-là même qui ont empêché le rapide essor de la marine marchande italienne ; la principale d'entre elles réside dans le manque de capitaux disponibles. Les premières entreprises de navigation marchande reposaient sur une mauvaise base et portaient d'un point de vue erroné : toutes ces entreprises particulières ne cherchaient qu'un profit pécuniaire immédiat. Les actionnaires de ces premières compagnies de navigation à vapeur, comme aujourd'hui le *Veloce* et la *Navigazione generale Italiana* appartiennent à quelques rares capitalistes qui ne poursuivent qu'un seul but, celui de grossir les dividendes en élevant le prix des transports. Cela a été fatal à notre commerce. ⁽¹⁾

Le gouvernement italien, convaincu de la nécessité d'apporter un remède à cet état de choses est entré dans la voie de nouvelles réformes. Selon le projet de l'honor. Pantano, présenté dernièrement à la Chambre, il s'agirait de subventionner une ligne maritime partant de Gênes pour l'Amérique du Sud par le Pacifique et une autre ligne directe de Gênes à Montevideo et Buenos-Ayres. Cette subvention aurait lieu sous la forme d'un subside mensuel de 320.000 liras, pris sur le crédit naval. Cette mesure des plus opportunes contribuera à faire cesser les inconvénients que nous avons cités en permettant aux grandes Compagnies d'exportation de transporter leurs produits sur les navires italiens, au lieu d'être obligés de recourir aux services onéreux des marines marchandes étrangères. De cette façon, le producteur italien, libre de toute entrave, pourra devenir un concurrent formidable dans la conquête du marché argentin et sud-américain.

Remarquons en dernier lieu un autre obstacle digne d'arrêter notre attention. Les principaux chefs de maisons

⁽¹⁾ A. Franceschini, O. c. p. 940.

de commerce ou les directeurs des grandes industries italiennes en Argentine assurent que l'une des principales causes de la non-réussite des commerçants de leur pays, c'est le manque d'instruction professionnelle des agents commerciaux qui ne connaissent pas les goûts de la clientèle et qui ne font rien pour se tenir au courant des besoins du marché ; par contre, leurs rivaux américains, anglais, allemands, espagnols même l'ont compris et non contents d'accaparer le marché argentin par l'envoi de gros capitaux, ils chargent des ingénieurs actifs d'étudier avec soin les nombreuses affaires industrielles du pays.

« Il est un objet de spéciale préoccupation, écrivait la Chambre de Commerce Italienne à Buenos-Ayres, à son délégué au Congrès international d'enseignement commercial tenu à Venise en 1899, c'est le fait constaté depuis longtemps que la majeure partie, sinon la totalité des élèves de nos Instituts ou de nos Ecoles supérieures de Commerce, qui arrivent dans cette place, outre qu'ils ne possèdent pas une préparation technique suffisante, ne connaissent que très peu, s'ils ne les ignorent totalement, les coutumes, les conditions et la langue du pays où ils vont chercher fortune. Bien peu nombreux sont les commerçants qui ont des notions exactes en cette matière. De là la limitation forcée dans les affaires et la grande quantité de marchandises accumulées dans les magasins parce qu'elles ne conviennent pas au consommateur argentin. De là aussi un dommage matériel et moral important pour notre commerce. »

Une conséquence plus regrettable encore, c'est que la plupart des petits marchands qui émigrent en Argentine n'ont pas d'autre intérêt que celui d'augmenter leur petite fortune pour rentrer ensuite au pays, à la différence des marchands belges, anglais, français ou allemands qui se rendent chez nous avec des capitaux et des connaissances suffisantes pour créer de nouveaux liens commerciaux avec la mère patrie. Cette différence, aujourd'hui très sensible

est tout à l'avantage de ces derniers pays, car le grand commerce, les industries et les maisons de vente en gros important pour la plupart d'Allemagne, d'Angleterre et des Etats-Unis.

L'exemple de ces grandes nations devrait amener l'Italie à orienter sa politique commerciale vers un but mieux défini par rapport au marché argentin. Plus que jamais, l'Italie a besoin de s'assurer de nouveaux débouchés pour le marché de ses produits, aujourd'hui que la concurrence européenne lui a presque fermé partout l'entrée de ses vins, de ses soieries, de ses produits manufacturés et de ses denrées alimentaires ; elle a donc un vif intérêt à ne pas ignorer le chemin de la Plata où plus d'un million et demi de ses fils, loin d'être perdus, demeurent pour elle des clients et des consommateurs fidèles. Si l'Italie ne retire pas de sa situation tout le profit commercial que lui offre naturellement l'Argentine, où la grande partie des cultivateurs sont italiens, c'est sa propre faute. Sa politique commerciale malheureuse en est l'unique cause. En effet, jusqu'ici l'Argentine n'exportait en Italie qu'une minime partie de ses produits, parce que la plupart de ceux qu'elle pouvait consommer, tels que les blés, les grains et la viande salée sont menacés de droits de douane très élevés.

Ces principaux obstacles que nous venons de signaler n'ont qu'un caractère passager, d'autant plus que leurs causes véritables sont déjà sur le point de disparaître pour faire place à une ère nouvelle de développement et de prospérité pour le commerce italo-argentin. La preuve en est que dans une période relativement restreinte les échanges entre les deux pays se sont accrus dans une proportion très appréciable ; ainsi, l'importation italienne qui était en 1903 de 73.880.000 liras, monta en 1904 subitement à 129 millions pour dépasser 135 millions en 1910 !

* * *

Nous croyons cependant que dans l'intérêt des deux

nations, leurs échanges pourraient se multiplier encore davantage par l'adoption d'un traité de commerce prudemment établi. Ce traité devrait tout d'abord d'une part, supprimer les entraves douanières du protectionisme italien à l'endroit de certains articles de provenance argentine et d'autre part, assurer à l'Italie à titre de réciprocité certains privilèges sous la forme d'exemption ou de réduction des droits de douane sur certains produits de grande consommation introduits en Argentine. Afin que ce système produise des résultats tangibles pour les deux pays contractants, il conviendrait de faire au préalable une étude détaillée des clauses qui devront régler les échanges. Par contre, rien ne s'oppose à ce que de nouveaux rapports économiques consolident encore plus l'entente cordiale des deux nations sœurs, dont les destinées se confondent dans l'idéal commun de la race latine.

CONCLUSION

Nous avons essayé, dans le cours de cette modeste étude, de mettre en relief l'œuvre féconde de l'immigration italienne en Argentine. Nous avons pu constater l'influence que cette immigration exerça, non seulement dans l'ordre ethnologique par l'apport de nouveaux éléments dans la fusion des races, mais encore dans le succès de la colonisation, dans la prospérité agricole et dans le développement du commerce. Nous ne saurions donc mieux terminer notre travail qu'en dégageant de l'ensemble des faits, quelques utiles enseignements desquels dépend, à notre humble avis, l'avenir de la République Argentine.

Pour un pays jeune, en voie de formation, la première question qui se pose est celle de sa population. C'est sur elle seule, en effet, que ce pays pourra compter pour garantir sa liberté et sa sécurité et pour accomplir la destinée qui lui est assignée. Or, l'Argentine actuelle a besoin d'hommes plus que jamais ; ce sont eux qui feront sa richesse, comme le dit d'ailleurs si bien M. Galiani ; « *Un regno vale quanti uomini ha* ». Mais ce besoin, l'immigration le comblera, car c'est à elle que l'on est redevable en grande partie du progrès réalisé jusqu'ici, et c'est sur elle qu'on est en droit de fonder de nouvelles espérances pour l'avenir.

L'Argentine a donc un intérêt majeur à faire tomber toutes les entraves qui pourraient s'opposer à ce mouvement migratoire.

Pour tendre à cette fin, le programme politique de l'Argentine doit s'inspirer de cette pensée du célèbre Dr Saenz Pena, érigée en principe au Congrès Panaméricain de 1890, lorsqu'il combattit l'idée d'une ligue douanière de

tous les Etats américains, ligue conforme à la doctrine de Monroe : « L'Amérique pour l'humanité », disait Saenz Pena, convaincu de la nécessité, pour l'Amérique latine, de renforcer l'effectif de sa population, d'encourager ses industries et de développer son commerce, plutôt que de viser à l'unique accroissement des recettes douanières.

Nous avons vu cependant, et non sans regret, que dans le cours de ces dernières années, l'immigration temporaire et instable augmente de plus en plus, nonobstant la prospérité économique du pays. A quoi faut-il attribuer ce phénomène inquiétant et qui menace de devenir endémique ?

Ainsi que nous nous sommes efforcé de le faire remarquer, les causes qui ont contribué dans une large mesure à enrayer l'essor de l'immigration sont dues en première ligne à la mauvaise distribution des terres et aux nombreuses difficultés que doit surmonter l'immigrant agriculteur pour devenir propriétaire, même de la plus petite parcelle de terre cultivable. Une autre cause enfin réside dans la dissipation, par l'Etat, des terres du domaine public.

Voilà un point sur lequel on devrait insister davantage et qui mériterait de retenir spécialement l'attention de nos hommes d'Etat actuels. Pour remédier à la situation, des mesures ont déjà été prises dans la série des réformes en voie d'accomplissement. Elles seront capables, nous n'en doutons pas, d'enrayer le mal avec ses fatales conséquences. Pour nous en faire une idée, transcrivons ici, textuellement, le programme actuel du président Saenz Pena. « Il serait inutile, dit-il, au sujet de l'immigration, « de se servir des moyens artificiels qui ne font qu'encourager la spéculation de la part des agents. Le meilleur « système consiste à laisser le territoire ouvert à toutes « les énergies utiles, à toutes les activités honnêtes. La « mission du gouvernement sera de les protéger et de les « garantir. A cet effet, les moyens suivants sont tout in-

« diqués : assurer l'égalité civile entre les nationaux et les
« étrangers ; faciliter dans la mesure du possible l'acqui-
« sition de la terre aux immigrants, assurer la stabilité de
« la monnaie et rendre une justice rapide, libre et impar-
« tiale. Sous ces réserves, il y a lieu de laisser les hommes
« de toutes les races se fondre dans la satisfaction des
« besoins impérieux d'assimilation du nouveau continent,
« sous l'égide tutélaire des droits accordés aux étrangers.
« Il ne faut pas limiter la condition juridique des étran-
« gers, mais imposer aux nationaux le perfectionnement,
« l'éducation primaire et le vote politique obligatoires ».

Dans ces conditions, la prospérité de la République Argentine sera un fait certain que des circonstances extraordinaires seules pourraient temporairement retarder, mais que rien ne saurait arrêter définitivement, car pour l'empêcher il faudrait contenir l'exode séculaire des essaims humains, abandonnant les terres lasses de produire, pour rechercher un sol plus fertile et inoccupé.

Mais à côté des louables réformes entreprises dans l'intérêt de l'Argentine et que nous venons d'énoncer, il en est une encore, non moins importante : la question douanière dans nos relations avec l'Italie, qui doit être résolue favorablement. La réduction des tarifs douaniers visant les produits italiens nous paraît nécessaire, car nous avons plus d'une raison pour entretenir mutuellement une franche et cordiale amitié.

Nous avons tout intérêt à rendre nos relations commerciales avec l'Italie plus faciles. La nation italienne s'encouragera à envoyer en Argentine ses capitaux et ses hommes, et son immigration, en s'enracinant dans une nouvelle patrie, provoquera ainsi un accroissement de richesse et de puissance bien supérieur à celui que l'on a pu constater jusqu'à ce jour. Nous souhaitons ardemment que ce vœu se réalise bientôt par la conclusion d'un traité de commerce basé sur notre amitié réciproque et motivé par la communauté d'intérêts des deux pays en cause.

L'Argentine a tiré de grands profits de l'abondante immigration européenne qui s'est déversée dans le pays depuis tantôt un demi-siècle. Parmi ces nouveaux arrivés, les italiens furent spécialement avantageux, car ils lui fournirent des cultivateurs laborieux dont elle avait le plus besoin.

Si cette immigration italienne fut abondante dans le passé, nombre de considérations permettent de supposer que pour l'Argentine, elle ne tarira pas dans l'avenir, bien que la conquête de nouvelles contrées en Tripolitaine, en Cyrénaïque et en Lybie ait eu pour effet d'ouvrir de nouveaux champs d'activité au travailleur italien. Attirée par une multitude de circonstances spécialement favorables, l'émigration se dirigeait d'abord en masse vers les Etats-Unis du nord ; mais les temps ont changé. Le jour ne nous paraît pas éloigné où ce pays ne présentera plus les avantages d'autrefois. En effet, la réduction croissante des facilités accordées aux immigrants, l'appropriation de presque toutes les terres, la lutte intense pour la vie, sont autant d'obstacles à la prospérité d'une certaine catégorie d'immigrés, à laquelle appartiennent en grande partie les italiens. Enfin, par de nouvelles lois, les Etats-Unis tendent chaque jour à restreindre l'immigration, en fixant des conditions sévères imposées par les deux grandes forces politiques du pays : les classes sociales supérieures et les classes populaires.

Toutes ces circonstances obligeront un jour l'Italie à réunir ses forces dispersées dans la meilleure de ses colonies sans drapeau. Elle y gagnera une situation avantageuse par l'exercice définitif de son influence morale et économique.

De son côté, l'Argentine en recueillera aussi des profits appréciables par l'occasion qui lui sera offerte de combler les vides de son vaste territoire.

SITUATION LÉGALE

des étrangers d'après la Constitution Argentine.

La Constitution du 9 juillet 1853 régla la situation des étrangers comme suit :

Ils jouissent des droits suivants au même titre que les nationaux, à condition de se conformer aux lois qui en réglementent l'exercice :

L'article 20 leur accorde la liberté d'exercer tous genres d'industrie, de commerce et de profession et de posséder meubles et immeubles. Ils ne sont pas tenus de se faire naturaliser, ni de payer les contributions foncières ou extraordinaires.

Après deux ans de séjour, ils peuvent obtenir leur naturalisation et sur demande, ce délai peut être réduit.

L'article 25 prescrit au gouvernement fédéral de favoriser l'immigration européenne. Il ne pourra réduire, limiter, ni grever d'aucun impôt l'entrée sur le territoire des étrangers qui se proposent de travailler les terres, d'améliorer l'industrie et d'enseigner les arts et les sciences.

LOI DU 27 SEPTEMBRE 1854.

C'est la première loi réglant les questions d'immigration.

Elle soumettait à la compétence du juge de paix, avec faculté d'en appeler au tribunal d'instance supérieure tous les cas relatifs à l'exécution des contrats conclus entre l'immigrant et l'armateur ou l'engagiste qui lui aurait avancé une partie du prix du transport. La procédure devait être verbale (art. 1, 2, 3, 4 et 5).

Après son entière libération vis-à-vis, soit de l'ar-

mateur, soit de l'engagiste, l'émigrant était soumis aux lois générales (art. 6).

Une Commission de neuf membres choisis par le pouvoir exécutif sans distinction de nationalité, devait trancher à l'amiable tous les différends relatifs à l'immigration, et, si elle n'y parvenait pas, les soumettre à un arbitre.

Elle devait en outre proposer au gouvernement toutes les mesures qu'elle jugerait utiles (art. 7).

LOI DU 6 OCTOBRE 1876 **réglant les questions d'immigration.**

Cette loi est encore en vigueur, sauf quelques modifications introduites postérieurement quant à la distribution et à la concession des terrains (voir 1^{re} chap. de la 2^{me} partie de cet ouvrage).

La direction du service de l'immigration était confiée à un Département général de l'immigration qui fonctionnait sous le contrôle du ministre de l'Intérieur. Il était en correspondance tant avec les agents consulaires à l'étranger qu'avec les commissions locales. Il avait pour mission de recevoir et de placer les immigrants en se conformant au règlement suivant :

Art. 10. Les devoirs et les attributions de cet office sont les suivants :

1. s'occuper des demandes émanant de professeurs, d'artisans, de journaliers et de laboureurs ;
2. placer les immigrants dans des conditions avantageuses et chez des personnes de bonne réputation ;
3. à la demande des immigrants, il doit intervenir dans la conclusion des contrats et en surveiller l'exécution de la part des patrons ;
4. prendre note dans un registre spécial du nombre des placements opérés en y ajoutant la date, la qualité du travail, les conditions du contrat et les noms des contractants.

Art. 11. Dans les localités où n'existerait pas d'office, c'est la Commission d'immigration qui exerce ces fonctions et remplit ces formalités.

DES IMMIGRANTS.

Art. 12. Sont considérés comme immigrants : Les étrangers exerçant la profession de journalier, d'artisan, d'industriel, d'agriculteur ou de professeur, qui n'auraient pas atteint l'âge de 60 ans, et qui, pouvant fournir un témoignage de leur moralité, manifestent le désir de s'établir sur le territoire de la République; qu'ils arrivent par les paquebots à vapeur ou à voile, après avoir payé le prix de leur traversée en 2^{me} ou 3^{me} classe ou qu'ils soient introduits pour le compte de la nation, de la province, d'entreprises particulières, ou par l'entremise de sociétés protectrices d'immigration ou de colonisation.

Art. 13. Les personnes appartenant à la catégorie indiquée ci-dessus, mais ne voulant pas se prévaloir des avantages accordés aux immigrants, doivent en faire la déclaration préalable auprès des autorités maritimes du port d'embarquement. Dans ce cas, les dites personnes seront considérées comme de simples voyageurs. Cependant, cette disposition ne s'applique point aux personnes engagées en qualité d'immigrants à destination des colonies ou d'une autre contrée de la République.

Art. 14. Les immigrants ayant prouvé leurs aptitudes à exercer une industrie ou une profession utile et fourni un témoignage de leur moralité, jouiront des droits spéciaux suivants :

1) logement et entretien aux frais de l'Etat pendant le temps fixé par les art. 45, 46, 47 de la loi.

2) placement dans une des industries existantes et à laquelle ils veulent se livrer de préférence.

3) transport gratuit jusqu'au lieu où ils établiront leur domicile.

4) ils ont le droit d'introduire dans le pays, sans

être soumis à aucune taxe spéciale, les objets suivants : vêtements, meubles de service, instruments aratoires et outillage nécessaire à l'exercice de leur art ou de leur profession, ainsi qu'une arme de chasse, etc.

Art. 15. Les dispositions de l'art. précédent sont applicables dans la mesure du possible, aux femmes et aux filles des immigrants, lorsqu'il s'agit de personnes adultes pouvant fournir les preuves de leur moralité et de leurs aptitudes professionnelles.

Art. 16. La bonne conduite et les aptitudes industrielles peuvent être prouvées moyennant déclaration des consuls ou agents d'immigration de la République établis à l'étranger, ou bien par des certificats des autorités du lieu d'origine des immigrants, certificats légalisés et visés par les consuls ou agents d'immigration de la République.

LOGEMENT ET ENTRETIEN DES IMMIGRANTS.

Art. 42. Dans les villes de Buenos-Ayres et Rosario, ou dans les endroits à grand mouvement d'immigrants, une maison spéciale sera affectée à leur logement provisoire.

Art. 44. Dans les endroits où ces maisons n'existeraient pas, les Commissions respectives doivent procurer aux immigrants le logement et l'entretien dans les hôtels publics ou dans d'autres établissements appropriés.

Art. 45. Les immigrants auront le droit d'être logés et entretenus convenablement à la charge de la nation pendant les cinq jours à compter de leur arrivée au port.

Art. 46. Lorsqu'une maladie grave ne permet pas à l'immigrant de quitter la chambre, même après le terme de 5 jours, les dépenses pour le logement et la nourriture restent à la charge de l'Etat jusqu'à ce que son état de santé ne s'oppose plus à son déplacement.

Ce cas excepté, le séjour des immigrants dans les hôtels est à leur charge, à raison de 1 fr. par jour pour chaque personne âgée de 8 ans et plus et d'un demi-franc

pour les enfants au-dessous de cet âge.

Art. 47. Sont exceptés des dispositions contenues dans l'art. précédent, les immigrants qui se sont engagés pour le compte de la nation et qui sont destinés aux colonies ; ceux-ci auront droit au logement et à l'entretien gratuits jusqu'au moment où ils seront arrivés à destination.

INTRODUCTION ET PLACEMENT DES IMMIGRANTS.

Art. 48. Le Bureau du travail ou, à défaut, la Commission d'immigration, procurera par tous les moyens possibles, des places aux immigrants désignés à l'art. *Office ou industrie*.

Art. 49. Ces emplois doivent leur être procurés, tant que faire se pourra, dans le délai de cinq jours dès leur arrivée et dans les meilleures conditions possibles.

Art. 50. A la demande des immigrants, le Bureau du travail et les Commissions d'immigration interviendront dans les contrats de placement pour en garantir la bonne exécution.

Art. 51. L'immigrant qui aurait manifesté le désir de s'établir dans les provinces de l'intérieur ou dans les colonies de l'Etat, a le droit d'y être transporté sans frais avec sa famille.

Art. 52. Pour le cas où il se rendrait dans les dites provinces, l'immigrant aura droit, dès son arrivée à destination, au logement et à la nourriture pendant dix jours ; passé ce délai, il payera 1 fr. par personne âgée de 8 ans et plus d'un demi-franc pour les personnes au-dessous de cet âge. En cas de maladie grave, l'entretien sera gratuit.

Art. 54. Les immigrants ne pourront pas jouir des franchises mentionnées dans les articles précédents, s'ils ne font que traverser le territoire argentin pour se rendre dans un pays étranger ; dans ce cas, ils seront astreints au remboursement de toutes les dépenses qu'ils auront occasionnées ainsi qu'au payement des frais du logement, du débarquement, de la nourriture et du transport.

LOI DU 8 JANVIER 1903
sur la concession des terres fiscales.

Art. 1. Le Pouvoir exécutif est chargé de l'exploration et du mesurage des terres de l'Etat, de l'étude des projets d'irrigation, de l'évaluation des terrains pour l'agriculture et l'élevage, pour la coupe des bois et *yerbales* et autres industries diverses ainsi que de la fondation de colonies et de centres urbains.

Art. 2. Au fur et à mesure que s'achèvent les travaux préparatoires d'explorations et de mesurage, le Pouvoir exécutif opérera le classement et la distribution selon l'art. précédent. Quant aux zones aptes à l'agriculture et à l'élevage, et aux régions destinées à la fondation de centres urbains, elles seront divisées en lots en tenant compte de la topographie. Les lots destinés à l'agriculture auront une étendue maximum de 100 hectares, les lots de pâturage, de 2500 h. et on ne pourra céder à une seule personne ou société, plus de *deux* des premiers et *un* des seconds. Le reste des terres sera remis en location ou vendu aux enchères publiques (jusqu'à concurrence de 1000 lieues carrées par an) aux conditions que le Pouvoir exécutif déterminera avec une base minimum de 40 centimes or l'hectare (1 piastre nationale) payables dans un délai de cinq ans et avec l'intérêt au 6 % l'an. Nulle personne ou société ne pourra acquérir ou prendre en location, soit directement, soit par l'entremise d'un tiers, avant d'avoir acquitté le prix de son lot, plus de 4 ares de construction (solares) ou deux lots agricoles et un pâturage, en un mot, plus de 20.000 hectares.

Art. 3. Le Pouvoir exécutif pourra délivrer le titre définitif de propriété à ceux qui auront payé la sixième partie au comptant et satisfait aux conditions relatives à la population ; mais leur propriété restera hypothéquée pour le montant de la dette restante. Les titres seront expédiés sous forme de billets (talonarios) ; ils auront force libératoire publique, pourvu toutefois qu'ils soient inscrits

dans les registres respectifs. Ces conditions sont applicables aux titres de propriété ou de location pour les lots urbains ou coloniaux.

Art. 4. L'acquéreur a l'obligation de peupler son lot de bétail et d'y faire des constructions pour une valeur qui ne peut être inférieure à 500 piastres pour chaque lieue kilométrique et aux conditions que fixera le Pouvoir exécutif.

Art. 5. Le prix minimum de chaque lot urbain (solar de pueblo) sera de 10 piastres, monnaie nationale et celui des champs de 2,50 piastres l'hectare, payables en 6 annuités.

Art. 6. Tout acquéreur d'un lot urbain contracte l'obligation d'y construire sa demeure et de clôturer son lot dans l'espace d'une année. Les concessionnaires des terrains de culture doivent les cultiver dans un délai maximum de deux ans dans une proportion déterminée par le Pouvoir exécutif de chaque colonie.

Art. 7. Le Pouvoir exécutif est autorisé à vendre directement les lots qui ne dépassent pas l'étendue de 2.500 hectares, dans les terres à pâturage, sur la base du prix minimum déterminé par l'art. 2. et avec les obligations fixées à l'art. 4.

La même autorisation est accordée pour les terrains restant à cultiver et qui ne dépasseraient pas la 10^{me} partie de la superficie des lots vendus sous une forme quelconque.

Art. 8. Le Pouvoir exécutif a la faculté de concéder gratuitement, jusqu'à concurrence d'un cinquième, des lots urbains et des colonies agraires ou des pâturages aux premiers colons fondateurs de ses colonies.

Art. 9. Le fermier qui aura rempli les conditions du contrat aura le droit d'acheter au prix minimum de vente, jusqu'à la moitié de la terre cédée.

Art. 10. Tout contrat de vente ou de location d'un lot de terre fiscale pourra être déclaré nul, dans le cas où les prescriptions légales ne seront pas observées, et l'Etat ne reconnaîtra aucun droit quant aux améliorations introduites et aux quote-parts déjà payées.

Art. 11. Les acheteurs de terres fiscales qui ne remplissent pas les conditions relatives à leur lot sont passibles d'une amende évaluée au double de la contravention directe, pour le temps pendant lequel ils ne satisfont pas à leurs obligations.

Art. 12. Quant aux terrains que le Pouvoir exécutif aurait acquis pour être distribué avec l'autorisation du Congrès en vue de colonisation agricole, le prix de vente ne pourra excéder celui du prix coûtant.

Art. 13. Le Pouvoir exécutif aura le droit d'intervenir dans la colonisation des terrains qui furent cédés par les provinces dans un but spécial.

Art. 14. Les notaires et fonctionnaires qui seront intervenus dans le contrat de vente des territoires nationaux, doivent communiquer dans un délai de 3 mois les aliénations et les circonstances dans lesquelles celles-ci ont été faites sous peine d'amende égale à la taxe de la contribution directe.

Art. 15. Les îles ne pourront être aliénées, mais le Pouvoir exécutif aura le droit de donner ces terres en location pour un temps déterminé. De même, les terres contenant des sels minéraux, du charbon, des sources d'eaux médicinales ou de pétrole ne pourront être aliénées, sauf les exceptions consignées dans le code minier.

Art. 16. A l'avenir, la simple occupation d'un terrain fiscal ne constituera aucun titre de propriété et ne vaudra pas comme acquisition.

Art. 17. Le Pouvoir exécutif facilitera par le moyen des missions, la réduction et la civilisation de tribus sauvages, en cherchant à les réunir en colonies sous la protection de l'Etat.

Art. 18. En attendant la promulgation d'une loi spéciale sur les bois et forêts, le Pouvoir exécutif pourra en permettre l'exploitation pour un terme maximum de 10 ans et sur une étendue de 10.000 hectares ; il pourra exiger le 10 % de la valeur des produits dans les ports d'embarquement.

Art. 19. Les concessions de pâturages dans les terres fiscales sont soumises aux prescriptions du Pouvoir exécutif. Le Pouvoir exécutif peut les vendre ou les donner en location toutes les fois qu'il y aura lieu d'obtenir plus de stabilité dans la population.

Art. 20. Depuis la promulgation de la présente loi, toutes les propriétés rurales situées dans les provinces ou territoires nationaux et que la Banque nationale aura dû prendre en paiement des dettes de ses débiteurs, passeront à l'administration du Ministère de l'agriculture, qui procédera à l'étude et au classement des dites propriétés en exécution de la loi.

Art. 21. Seront abrogées toutes les lois générales sur les terres, les bois et les pâturages et antérieures à la présente loi, exceptées les dispositions relatives à l'immigration et contenues dans la loi du 19 octobre 1876.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

SOURCES

PUBLICATIONS OFFICIELLES

ARGENTINE

Annuaire de la Direction générale de Statistique. Buenos-Ayres 1894-1911.

Boletín de agricultura y ganadería.

Datos trimestrales del Comercio exterior de la Republica Argentina. Buenos-Ayres.

Estadística general del Comercio exterior de la Republica Argentina. Annal. Buenos-Ayres.

Boletín del Instituto geografico Argentino. Buenos-Ayres. Sociedad Rural Argentina. Anales.

Bollettino mensile della camera di Commercio italiana di Buenos-Ayres.

Informes del delegado Argentino. Buenos-Ayres 1890. 2 vol.

Tierras y colonias. Recopilacion de leyes, decretos y otras disposiciones nacionales. Buenos-Ayres 1898.

Segundo Censo de la Republica Argentina. Mayo 10-1895.

Registro estadístico de la Prov. de Buenos-Ayres. Buenos-Ayres 1898.

Bulletin argentin du droit international privé. Buenos-Ayres.

Departamento General de Inmigracion. (Nozione utile agli immigranti, lavoratori et capitalisti. Serie di dascicoli dove in apposite tavole é pubblicato il valore delle terre delle singola provincie. Buenos-Ayres).

Ministerio de Agricultura. Division de inmigracion. (L'immigrazione nelle provincie e governazione della Republica Argentina. Fascicoli I : Entre Rios, Santa Fe, Cordoba. II. Territorio de Misiones. III : Mendoua, San Juan, Catamarca. IV : Tucuman, Salta, Jujuy. V : Cordoba, Buenos-Ayres.

ITALIE

Bollettino del Ministero degli Affari Esteri. Libr. Bocca, Roma. (presque tous les fascicules).

Annuario Statistico Italiano. 12 vol. en particulier 1907.

Atti parlamentari. Camera deput. 1900-1908.

Emigrazione e colonie. Minist. degli affari Esteri. (Commissario del' emigrazione. Raccolta di rapporti dei R. Agenti diplomatici e consolari.

Annuario statistico dell' emigrazione. Roma, Bontempelli 1884-1905.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES

J. Duval. Histoire de l'émigration européenne, asiatique, africaine au XIX^e siècle. Couronnée par l'Académie des sciences morales et politiques. Paris. Guillaumin 1862.

Calvo. Etudes sur l'émigration et la colonisation. Congrès international de sciences géographiques de 1875. Ch. Calvo. Paris 1875.

Calvet. L'Immigration européenne au Plata. Mission 1886-1888, Paris.

Carrasco. Causes et statistiques de l'immigration et émigration. Paris 1889.

Daireaux. La République Argentine. Paris 1882, 2 vol. Grande Encyclopédie. Paris, Lamirault. Mot : Emigration.

Louis Guilaïne. La République Argentine, physique et économique. Montheroz, Paris 1889.

Heurtier. Rapport au nom de la Commission chargée

d'étudier les différentes questions qui se rattachent à l'immigration européenne. Paris. Impr. Impériale. 1854.

Latzina. Géographie de la République Argentine. Buenos-Ayres 1890. Idem. La République Argentine relativement aux émigrants. Buenos-Ayres 1883.

Legoyt. Emigration européenne. Paris. Guillaumin 1861.

— La République Argentine et l'émigration. Paris 1889.

Paul Leroy-Beaulieu. Colonisation chez les peuples modernes. Paris 1886.

Levasseur. Expansion de la race européenne hors d'Europe depuis la découverte de l'Amérique. Gênes.

De Molinari. Dictionnaire d'Economie Politique. Mot : Emigration.

Santa Anna Nery. Emigration italienne 1883. Paris, Guillaumin.

J. B. Say. Traité d'Economie politique. Liv. I.

Du Graty. La Confédération Argentine. Paris.

Reckard. Ressources of the Argentine Republic. Londres 1871.

J. Garcia. Las Colonias de Santa Fe en 1881. Inst. Inst. Geografico Argentino. II. n° 7.

Pujol Vedoya. Province de Corrientes, son passé, son présent. Paris 1883.

Lopez. Histoire de la République Argentine. Buenos-Ayres 1883.

Van Bruyssel. La République Argentine, ses ressources naturelles, ses colonies agricoles. Son importance comme centre d'immigration. Bruxelles 1888.

Latzina. Diccionario geografico argentino. Buenos-Ayres 1891.

König, A. A travers la République Argentine, en 1895.

H. Serrure. Situation économique de la République Argentine. Paris 1895.

A. Martinez. Les finances de la République Argentine. Paris 1898.

Lix Klett. Estudios sobre la produccion, commercio, finanzas etc. de la Republica Argentina. Buenos-Ayres. 1900.

Gonard, R. L'Emigration européenne au XIX^e siècle. 1906.

J. Alsina. La Immigracion europea en la Republica Argentina. Buenos-Ayres. 3^e ed. 1898.

Cipolletti. Republica Argentina territorio del Rio Negro e del Rio Colorado. Descrizione - studi idrologici e pro poste de Colonizzazione. Roma 1911.

Einaudi. Un principe mercante. Studio sulla espansione coloniale italiano. 1900.

Paulowski. La République Argentine. Musée social 1906.

M. Kørger. Landwirthschaft und Kolonisation im spanischen Amerika.

Nitti, F. S. L'Emigrazione italiana ed i suoi avversari. Torino 1888.

Carpi Leone. Delle Colonie e dell' emigrazione d'italiani all'estéro ecc. Milano 1874.

Ottolenghi. L'Emigrazione agricola italiana de 1884 al 1892. Torino 1894.

Lucilo Lopez. Immigracion. Buenos-Ayres 1897.

Berttran Manuel. Immigracion y Colonisacion. Buenos-Ayres 1899.

Freire Mauro. La inmigracion en la Republica Argentina. Buenos-Ayres 1899.

Romero Manuel. Apuntes sobre la Immigracion. Bittires 1898.

Bodio. Dei provvedimenti che potrebbero rendere piu efficace la protezione degli immigranti italiani. Roma 1895.

Brunialti. Le colonie degli Italiani-Torino. 1897.

Franzoni. Il bilancio de l'emigrazione. Roma 1904.

Grossi, V. L'America del Sud dal punto de vistà dell' emigrazione europea. Roma 1905.

Martinez et Lewandowski. L'Argentine au XX^e siècle 1912. 4^e éd.

A. Franceschini. L'Emigrazione italiana nell' America del Sud etc. Roma 1908.

Almanac de Gotha. Section : Economie commerciale.

Lorini. La Republica Argentina e la sua odierna crise 1899.

Bialet Massé. Informe sobre et estado de las clases obreras en el interior de la Republica Argentina. Buenos-Ayres 1904.

P. Emilio di Luca. Della Emigrazione Europea ed in partico lare de quella italiana. Roma 1912.

REVUES

ITALIE

Riforma sociale. Turin. Roux et Frassati. 20 décembre 1896. (Voir articles Nitti). « La nuova face dell' emigrazione italiana »

Bollettino della Societa geografico italiana. 1901

P. Sitta. Les articles : La popolazione della Republica Argentina dans la Rivista de Sociologia, octobre 1900.

Nuova Antologia 1888-1909-1911.

L'Economista d'Italia, 9 août 1896 et sep.

FRANCE

Revue des Deux Mondes 1898 (voir articles de Goyau : L'émigration dans l'Italie méridionale).

L'Economiste Français. Juillet 1, et 15 août 1912. Art. de G. Lafond « L'évolution économique de la République Argentine ».

Le Journal des Economistes.

BIBLIOGRAPHIE SPÉCIALE
DE L'IMMIGRATION ITALIENNE EN ARGENTINE

Godio. L'America nei suoi primi fattori : la colonizzazione e l'emigrazione. Firenze 1893.

Ferro. Vita italiana al Plata. Torino 1885.

Colocci, A. La crisi argentina e l'emigrazione italiano nel Sud-America. Milan 1892.

Virgilio, S. Dell'émigrazione transatlantiche degli italiani ed in specie dei Liguri alle regioni del Plata etc. Genova 1868.

De Franzoni. Gli italiani in Argentina.

Campolietti. La colonizzazione italiana nell' Argentina. Buenos-Ayres 1903.

Gli italiani nell' Argentina « Publications de la Chambre de commerce italienne à Buenos-Ayres. 1908 ». (Collection de monographies).

Voir articles : **Grossi, V.** L'Italians all' Argentino dans l'Economista d'Italia, 1896. Massalpina. « L'immigrazione nella Republica Argentina, dans Bollettino dell' emigrazione 1902. idem Nottari : Gli italiani nel département de Santa Fe. 1903.

Dans la Nuova Antologia.

A. Brumalti. L'Emigrazione italiana in America. Février 1895.

Bodio. Immigranti italiani in America. Décembre 1895.

Dans la Rivista descience sociali.

C. Preziosi. L'Emigrazione italiana nell' Argentina 1905.

Voir articles sur l'Argentine, par Daireaux Ebray, Paulowski dans « Musée social » 1906.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	III
-----------------------	-----

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER.

L'émigration italienne au XIX^e siècle.

Son évolution historique. — Conditions démographiques et économiques de l'Italie. — Sa politique coloniale ; colonies sans drapeau. — L'Argentine et ses conditions pour recevoir l'immigration italienne. — L'immigration agricole. — Tableau synoptique	1
---	---

CHAPITRE II.

L'immigration italienne en Argentine.

I^{re} période, 1810-1852

Vues progressistes des premiers gouvernements des Provinces-Unies. — Le décret du 4 septembre 1812 ; travaux du Triumvirat et du Directoire. — Population de Buenos-Ayres, d'après le recensement de 1810. — Les premiers italiens venus au pays. — Rivadavia dans le ministère. — La Commission d'immigration (1824). — Rivadavia à la Présidence (1826). — Ses tentatives en faveur de l'immigration. — Causes d'insuccès. — La guerre civile et la dictature du général Rosas. — Suppression de la Commission et des fonds destinés à l'immigration.	25
---	----

CHAPITRE III.

L'immigration italienne en Argentine.

II^e période 1852-1889

Présidence du général Urquiza (1852). — Son œuvre administrative. — La Constitution nationale du 1 ^{er} mai 1853. — La nouvelle association philanthropique et la fondation d'un asile pour les immigrants. — Développement de	
---	--

TABLE DES MATIÈRES

l'immigration italienne. — Présidence du Général Mitre (1861). — Loi du 11 octobre 1862 et contrats d'immigration. — La Commission centrale et les commissions auxiliaires d'immigration (1869-1874). — Loi du 19 octobre 1876 créant le Département général de l'immigration. — Caractères de l'immigration italienne à cette époque. — Les passages gratuits et subsidés. — La période du développement de l'agriculture; la hausse des salaires (1882-89). — Table statistique de l'immigration italienne (1857-1890)	43
--	----

CHAPITRE IV

L'Immigration italienne en Argentine.

3^e période 1890-1913

La crise financière de 1890. — Les causes qui l'ont produite. Arrêt partiel de l'immigration italienne. — Période de reconstitution agraire et économique. — Développement de l'immigration temporaire. — La loi du travail du 6 mai 1904; le conflit sanitaire de 1911. — Tableau synoptique de l'immigration italienne en Argentine 1857-1912.	75
--	----

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le fait de la colonisation.

Importance de l'immigration italienne dans la colonisation. Les colonies agricoles de Santa Fe. — Buenos-Ayres. — Entre-Rios. — Cordoba. — La colonisation agricole dans les territoires nationaux	98
--	----

CHAPITRE II

La législation argentine en matière de colonisation.

La politique foncière du gouvernement argentin. — A) Période antérieure à 1852. — B) Période de 1852 à 1912. — Différentes formes de colonisation mises en pratique durant ces périodes. — Loi de Hogar de 1884. Loi de Escatante de 1903. — Loi de 1908 « de fomento » des territoires nationaux. — Etude comparative de la politique coloniale argentine avec les systèmes adoptés aux Etats-Unis et au Canada	119
--	-----

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

L'Immigration italienne et l'agriculture.

Les trois zones de culture ; leurs produits ; comparaison entre les surfaces de chaque zone, de 1895 à 1912. — Dernières statistiques de la production agricole de 1911-1912. — Rapport entre le capital employé, la main-d'œuvre italienne et le rendement de la terre	141
---	-----

CHAPITRE IV

Situation actuelle des immigrants italiens en Argentine.

Tutelle légale de l'immigrant. — Instituts d'assistance privée. Loi de 1901. — Le commissariat et les patronages pour immigrants. — Sociétés de secours mutuels. — Condition économique des agriculteurs. — La classe des salariés. — Exportation des épargnes en Italie. — Organisation ouvrière et patronale. — La nouvelle législation sur le travail	163
--	-----

CHAPITRE V.

Le Commerce argentin et les échanges avec l'Italie.

Rôle de l'immigration italienne dans le commerce avec la mère patrie. — Chiffres généraux d'importation et d'exportation. — Valeur de chacun d'eux. — Indication des principaux articles d'importation et d'exportation. — Causes de la supériorité en Argentine du Commerce anglais, allemand et nord-américain par rapport au Commerce italien. — La guerre des tarifs douaniers. — Avantages réciproques d'un traité de commerce italien-argentin	191
--	-----

CONCLUSION	209
----------------------	-----

ANNEXES	213
-------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	222
-------------------------	-----

